

N° 13-010-XIF au catalogue



# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Deuxième trimestre de 2007



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

## Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0<sup>s</sup> valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

## Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca). Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à [infostat@statcan.ca](mailto:infostat@statcan.ca) ou par téléphone entre 8h30 et 16h30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

### Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1-800-635-7943
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1-800-565-7757

### Centre de renseignements de Statistique Canada :

Télécopieur	1-613-951-8116
	1-613-951-0581

## Renseignements pour accéder au produit

Le produit n<sup>o</sup> 13-010-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) et de choisir la rubrique Publications.

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui sont observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada  
Système de comptabilité nationale

# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Deuxième trimestre de 2007

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2007

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

## Aôut 2007

N° 13-010-XIF au catalogue, vol. 6, no 2

Périodicité : trimestrielle  
ISSN 1703-7573

## Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

---

### Note de reconnaissance

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

## Produits et services connexes

### PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0060, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

### PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

### Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication:	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

### Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Chiffriers	13-014-DDB, 13-014-XDB

### Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publication:	
Les comptes canadiens de productivité - Données	15-203-XIF
Croissance de la productivité du travail au niveau provincial, 1997 à 2005	15-206-XIF

### Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication:	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

### Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication:	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

### Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication	13-605-XIF
-------------	------------

## Table des matières

<b>À propos de cette publication.</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Politique de révision</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Révisions dans cette édition.</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Section A</b>	
<b>Aperçu.</b> . . . . .	<b>6</b>
Les dépenses des consommateurs s'accélèrent. . . . .	8
L'investissement résidentiel demeure fort pour un deuxième trimestre d'affilée. . . . .	8
Les dépenses en machines et matériel reprennent pendant que les dépenses des entreprises en construction non résidentielle ralentissent. . . . .	8
Les stocks non agricoles continuent de s'accumuler . . . . .	8
Une croissance plus élevée pour les exportations . . . . .	8
Le revenu du travail continue sa forte croissance . . . . .	8
Les bénéfices ralentissent et le revenu des entreprises individuelles conserve sa force . . . . .	8
L'épargne du secteur des administrations publiques augmente de façon prononcée. . . . .	9
PIB par industrie, juin 2007 . . . . .	9
<b>Section B</b>	
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b> . . . . .	<b>11</b>
Les dépenses des consommateurs s'accélèrent. . . . .	11
L'investissement résidentiel demeure fort pour un deuxième trimestre d'affilée. . . . .	12
Les dépenses en machines et matériel reprennent pendant que les dépenses des entreprises en construction non résidentielle ralentissent. . . . .	12
Les stocks non agricoles continuent de s'accumuler . . . . .	13
Une croissance plus élevée pour les exportations . . . . .	13
Les prix demeurent relativement fermes . . . . .	14
Le revenu du travail continue sa forte croissance . . . . .	14
Les bénéfices ralentissent et le revenu des entreprises individuelles conserve sa force . . . . .	14
L'épargne du secteur des administrations publiques augmente de façon prononcée. . . . .	14
<b>Section C</b>	
<b>PIB par industrie</b> . . . . .	<b>20</b>
Le secteur de l'énergie évolue toujours en dents de scie . . . . .	20
La construction prend de l'expansion . . . . .	21
Recul du commerce de détail . . . . .	21
Fléchissement du commerce de gros . . . . .	21
La fabrication de véhicules automobiles diminue pour un troisième mois consécutif . . . . .	22
Autres industries . . . . .	22
Deuxième trimestre de 2007 . . . . .	22

**Section D**

<b>Balance des paiements internationaux</b> .....	<b>26</b>
Compte courant .....	26
Nouvelle augmentation de l'excédent au chapitre des biens .....	26
Légère amélioration du déficit des services .....	27
Le déficit du revenu de placements demeure stable .....	28
Compte financier .....	28
Les investissements canadiens en titres étrangers maintiennent leur vigueur .....	28
Les investissements directs à l'étranger tombent à leur plus bas niveau en cinq trimestres .....	29
Les acquisitions gonflent les investissements directs étrangers au Canada .....	29
Les investisseurs étrangers vendent une partie de leurs avoirs en titres canadiens .....	30
Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves .....	30

**Section E**

<b>Comptes des flux financiers</b> .....	<b>33</b>
Secteur des ménages .....	33
Secteur des sociétés .....	34
Secteur des administrations publiques .....	34

**Section F**

<b>Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre</b> .....	<b>40</b>
Une croissance comparable de la production, mais un marché de l'emploi plus dynamique au Canada .....	41
Les entreprises canadiennes voient leur capacité concurrentielle s'effriter avec la vitalité du huard .....	42
Les révisions de la croissance de la productivité aux États-Unis pour chacune des trois années précédentes sont en baisse.	
43	
Analyse industrielle .....	44
Net ralentissement de la productivité dans le secteur des biens .....	44
Baisse de la pression à la hausse sur la rémunération horaire dans le secteur des biens .....	44
Détérioration des coûts unitaires du travail dans les services .....	45

**Section G**

<b>Bilan des investissements internationaux du Canada</b> .....	<b>50</b>
Actif : Net recul de la valeur des investissements directs à l'étranger .....	50
Passif : Hausse des investissements directs étrangers au Canada .....	51

**Section H**

<b>Comptes du bilan national</b> .....	<b>53</b>
La croissance de la valeur nette des ménages ralentit davantage .....	54
Baisse du ratio d'endettement des entreprises non financières .....	54
Nouvelle réduction de la dette totale des administrations publiques .....	55
Ralentissement de la croissance de l'actif des établissements financiers .....	55

## À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

## Politique de révision

**PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:**

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

### **PIB par industrie:**

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

## Révisions dans cette édition

**PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:**

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2007.

### **PIB par industrie:**

Depuis la dernière diffusion de la *Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens*, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2006.

### **Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:**

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2007 au niveau agrégé et au premier trimestre de 2006 au niveau industriel.

## Section A Aperçu

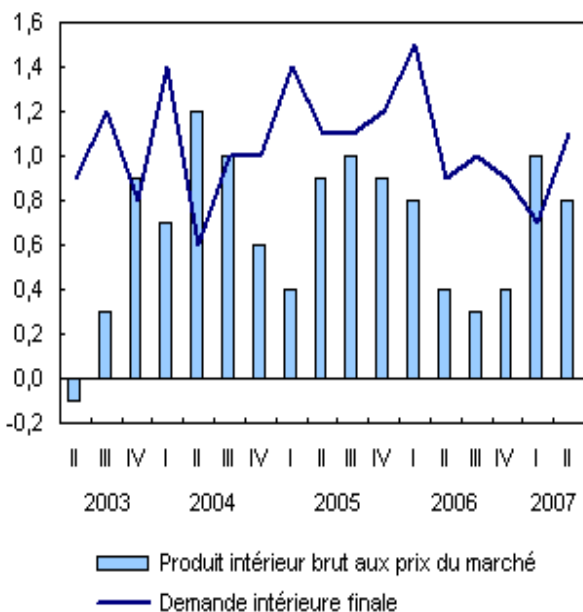
Deuxième trimestre de 2007 et juin 2007

L'économie canadienne a affiché un deuxième trimestre consécutif de croissance vigoureuse. Le produit intérieur brut (PIB) réel s'est accru de 0,8 % au deuxième trimestre de 2007, soit un rythme plus lent que celui du premier trimestre (+1,0 %). Cette vigueur était généralisée. Les dépenses de consommation et l'investissement ont accéléré par rapport au premier trimestre et les entreprises ont continué d'ajouter à leurs stocks. Malgré une appréciation substantielle de la valeur du dollar canadien face à la devise américaine, les exportations ont aussi augmenté à un rythme supérieur à celui du premier trimestre.

### Graphique A.1

**La demande intérieure finale se raffermie et sa croissance dépasse celle du PIB de nouveau**

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Au deuxième trimestre, l'économie a enregistré un taux de croissance annualisé de 3,4 %, ce qui représente un léger ralentissement comparativement au rythme vigoureux du premier trimestre. Cette croissance était semblable à celle de l'économie américaine qui a eu un essor au deuxième trimestre (+4,0 %).

La croissance était concentrée dans les deux derniers mois du deuxième trimestre. L'activité économique a augmenté de 0,2 % en juin, après avoir crû de 0,3 % en mai et être demeurée essentiellement inchangée en avril. Une augmentation considérable des activités d'extraction du gaz naturel et une recrudescence de l'exploration pétrolière et gazière ont propulsé la croissance en juin.

La demande intérieure finale s'est raffermie au deuxième trimestre de 2007 (+1,1 %), ce qui constitue une croissance plus élevée que celle du PIB. Les dépenses des consommateurs, les achats de biens durables venant en tête, ont contribué le plus à la croissance. La construction résidentielle a continué d'étayer ses hausses enregistrées au premier trimestre en augmentant de 1,3 % au deuxième trimestre. L'investissement des entreprises en machines et matériel a repris, après avoir accusé une chute prononcée au premier trimestre.

**Tableau A.1**  
**Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (2002)<sup>[1]</sup>**

	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2006	0,8	3,4	3,6
Deuxième trimestre de 2006	0,4	1,5	3,1
Troisième trimestre de 2006	0,3	1,3	2,4
Quatrième trimestre de 2006	0,4	1,5	1,9
Premier trimestre de 2007	1,0	3,9	2,0
Deuxième trimestre de 2007	0,8	3,4	2,5

1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

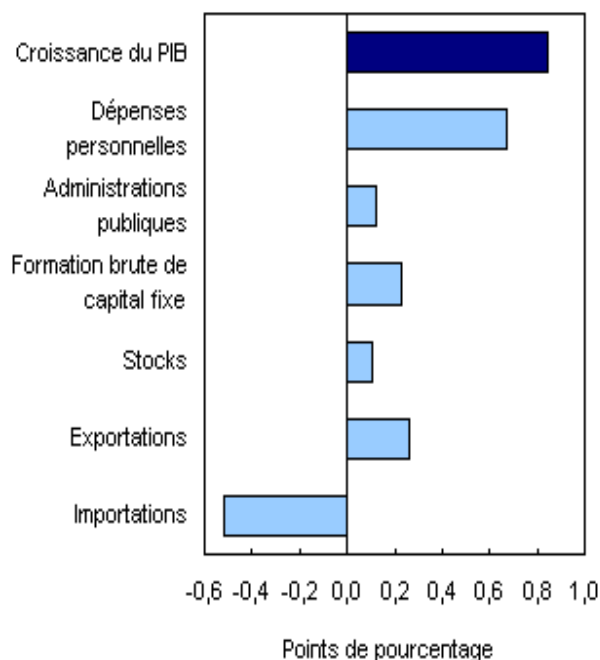
### Note aux lecteurs

Les taux de variation des statistiques des comptes des dépenses et par industrie (telles que les dépenses de consommation, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculés à partir des mesures de volume, c'est-à-dire corrigées des effets des variations de prix. Les taux de variation des statistiques des comptes des revenus (telles que le revenu du travail, les bénéfices des sociétés et le revenu agricole) sont calculés à partir des mesures nominales, c'est-à-dire non corrigées des effets des variations de prix.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec un agent de renseignements de la Division des comptes des revenus et dépenses au 613-951-3640 ou par courriel à [lead-info-dcrr@statcan.ca](mailto:lead-info-dcrr@statcan.ca). On trouvera plus d'information sur la méthodologie du volume en chaîne Fisher à [Indices de volume en chaîne Fisher – Méthodologie](#) (numéro 13-605-XIF au catalogue).



**Graphique A.2**  
**Contributions à la variation en pourcentage du PIB,**  
**deuxième trimestre de 2007**



La production des industries de services (+0,9 %) ainsi que de biens (+0,3 %) a progressé au deuxième trimestre. Cette croissance se situe principalement sur le plan des commerces de gros et de détail, des services publics, du secteur de la finance et des assurances, et de la construction. Le secteur de la fabrication a affiché sa première augmentation trimestrielle depuis le quatrième trimestre de 2005. Toutefois, ces progressions ont été quelque peu atténuées par des reculs dans l'exploration pétrolière et gazière, l'hébergement et les services de restauration, l'agriculture et la foresterie.

La production industrielle (la production des services publics, des mines et des usines) s'est accrue de 0,4 %. Les services publics ont affiché des hausses appréciables, tandis que la fabrication a légèrement progressé. Les mines ont reculé à la suite de la réduction de l'exploration pétrolière et gazière. Aux États-Unis, la production industrielle a augmenté (+0,8 %), les fabricants et les mines ayant affiché des hausses tandis que les services publics reculaient.

Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont crû de 1,4 % (+1,7 % si l'on exclut l'énergie) au deuxième trimestre après avoir augmenté de 1,6 % (en raison de l'énergie) au premier trimestre.

**Tableau A.2**  
**Produit intérieur brut mensuel par industrie au prix de base**

	Janvier 2007 <sup>r</sup>	Février 2007 <sup>r</sup>	Mars 2007 <sup>r</sup>	Avril 2007 <sup>r</sup>	Mai 2007 <sup>r</sup>	Juin 2007 <sup>p</sup>
	Données désaisonnalisées, dollars enchaînés (1997), variation mensuelle en %					
<b>Ensemble des industries</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>
Industries productrices de biens	0,1	0,9	0,0	-0,0	-0,1	0,3
Industries productrices de services	0,2	0,2	0,6	-0,0	0,5	0,2
Production industrielle	0,0	1,3	0,1	-0,0	-0,2	0,4
Fabrication	-1,3	0,4	0,8	-0,2	0,0	-0,4
Commerce de détail	-0,1	-0,7	1,7	0,3	2,3	-0,6
Secteur de l'énergie	2,6	2,8	-1,2	0,3	-0,8	1,5

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

### **Les dépenses des consommateurs s'accroissent**

Au deuxième trimestre, les dépenses personnelles ont progressé de 1,2 %, alimentées par des augmentations de revenu. Les consommateurs ont délié les cordons de leur bourse pour financer leurs achats de biens, en particulier de véhicules automobiles, d'appareils ménagers et de matériel de loisirs, de sport et de camping. Les ventes au détail étaient particulièrement élevées en mai.

### **L'investissement résidentiel demeure fort pour un deuxième trimestre d'affilée**

En dépit d'une augmentation des taux hypothécaires, les Canadiens ont continué d'investir dans le logement au deuxième trimestre. L'investissement a augmenté de 1,3 % après avoir connu une hausse ferme de 2,0 % au premier trimestre. La principale source de vigueur était toujours le marché de la revente puisque les coûts de transfert de propriété représentaient plus de la moitié de la hausse.

### **Les dépenses en machines et matériel reprennent pendant que les dépenses des entreprises en construction non résidentielle ralentissent**

Après avoir chuté au premier trimestre, l'investissement des entreprises en machines et matériel a repris au deuxième trimestre et a augmenté de 1,5 %. Une valorisation marquée du dollar canadien relativement au dollar américain a réduit le coût des produits importés des États-Unis.

L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a gagné 0,5 % au deuxième trimestre. Après avoir enregistré de fortes croissances en 2006, les travaux de génie n'ont pas progressé au deuxième trimestre notamment en raison de la faible exploitation des forages miniers. L'investissement en bâtiments, par contre, a augmenté de 2,2 %.

### **Les stocks non agricoles continuent de s'accumuler**

Un montant de 4,8 milliards de dollars s'est encore ajouté aux stocks au deuxième trimestre, après un ajout de 3,2 milliards de dollars au premier. Les biens fabriqués non durables ont gonflé pendant le deuxième trimestre, après avoir connu deux trimestres de recul. Par contre, les stocks de véhicules automobiles dans le secteur du commerce de détail ont baissé de façon marquée, reflétant l'augmentation des ventes de ces produits.

### **Une croissance plus élevée pour les exportations**

Après une pause au premier trimestre, les exportations de biens et de services ont progressé de 0,7 % au deuxième trimestre. Les produits de l'énergie ont grimpé de 3,3 %. Les biens fabriqués ont connu des résultats mitigés, les produits automobiles ayant diminué de 2,7 %, tandis que les biens et matériaux industriels ont gagné 1,2 %, recouvrant les pertes enregistrées au premier trimestre.

Stimulées par la valorisation du dollar canadien et une forte demande intérieure, les importations ont grimpé de 1,6 % après avoir connu un faible recul au premier trimestre. La demande des entreprises en machines et matériel a repris pendant le trimestre et ces actifs représentaient plus du tiers de la hausse globale des importations. Les importations de biens de consommation, qui ont crû à chaque trimestre depuis le deuxième trimestre de 2005 ont aussi augmenté de façon appréciable, ce qui reflète les augmentations des dépenses personnelles. Les importations de produits automobiles ont diminué de 1,4 %, modérant ainsi ces hausses.

### **Le revenu du travail continue sa forte croissance**

Après un premier trimestre robuste (+2,2 %), le revenu du travail (en valeur nominale) est demeuré ferme au deuxième trimestre, ayant augmenté de 1,8 %. Les taux d'emploi élevés ont fortement contribué à ces hausses. Des paiements au chapitre de l'équité salariale au Québec et des cotisations spéciales au fonds de retraite à Terre-Neuve-et-Labrador ont contribué à la croissance au premier comme au deuxième trimestre. Si on fait abstraction de ces paiements spéciaux pendant ces deux trimestres, le revenu du travail aurait augmenté de 1,7 % au deuxième trimestre et de 1,8 % au premier.

### **Les bénéfices ralentissent et le revenu des entreprises individuelles conserve sa force**

Les bénéfices des sociétés (en valeur nominale) ont crû de 1,2 % au deuxième trimestre, après une augmentation de 2,2 % au premier trimestre. Les grossistes et les détaillants ont connu des hausses appréciables stimulées par les dépenses personnelles. Le prix des minéraux étant à la hausse, les bénéfices étaient aussi importants dans le secteur minier. Par contre, les bénéfices des fabricants, en particulier ceux de véhicules et de pièces automobiles et les producteurs de bois et de papier, ont reculé. Les banques à charte et les sociétés d'assurance de biens et risques divers ont aussi vu leurs bénéfices diminuer au deuxième trimestre.

Le revenu des entreprises individuelles non agricoles est demeuré ferme (+1,6 %). Après deux années de faibles revenus, les exploitants agricoles ont enregistré des augmentations significatives en 2007. Un mouvement des prix à la hausse pour de nombreuses cultures est la cause de ces hausses.

#### L'épargne du secteur des administrations publiques augmente de façon prononcée

L'épargne du secteur des administrations publiques s'est accru de façon prononcée au deuxième trimestre, principalement à la suite d'une augmentation du revenu. Les impôts sur le revenu des particuliers ont augmenté de 5,9 %, alimentés par une croissance soutenue du revenu du travail et une importante augmentation des impôts versés sur les intérêts et le gain en capital. Les impôts sur les produits ont aussi progressé en raison de l'augmentation des ventes au détail.

#### PIB par industrie, juin 2007

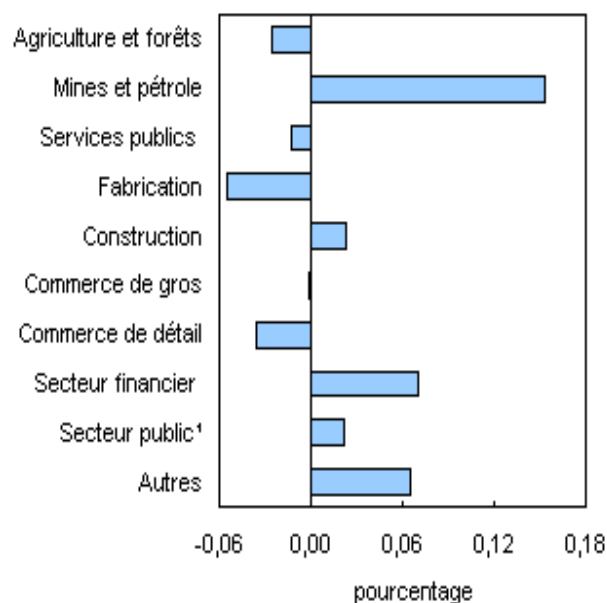
L'activité économique a progressé de 0,2 % en juin, se situant ainsi dans la moyenne depuis le début de l'année, alors qu'elle avait crû de 0,3 % en mai et était demeurée essentiellement inchangée en avril. La progression a été observée tant pour les industries productrices de biens que pour les industries de services. Une augmentation importante de l'extraction de gaz naturel et le rebond des activités d'exploration pétrolière et gazière ont largement stimulé la croissance. Des hausses ont également été constatées dans la construction, dans le secteur financier et dans les industries des services personnels et aux entreprises, notamment les jeux de hasard et les services de restauration. Ces augmentations ont été en partie annulées par les diminutions dans la fabrication, le commerce de détail, l'agriculture, la foresterie et les services publics.

Le secteur de l'énergie a progressé de 1,5 % en juin, alors qu'il avait reculé en mai. L'extraction de gaz naturel a fait un bond marqué grâce notamment au raffermissement de la demande aux États-Unis et au retour à des niveaux plus usuels d'entreposage dans les deux pays. La demande intérieure est restée relativement stable au cours des derniers mois. La production de pétrole brut a quelque peu augmenté. Les activités d'exploration pétrolière et gazière se sont nettement intensifiées (+10 %) après trois mois de reculs importants, mais leurs niveau est environ un tiers inférieur à celui de janvier.

Le secteur de la construction a progressé de 0,4 % en juin. La construction de bâtiments résidentiels (+0,4 %) et non résidentiels (+0,7 %) ainsi que les travaux de génie et de réparation (+0,3 %) ont tous affiché des hausses au cours du mois. La construction de maisons unifamiliales, qui a augmenté pour un deuxième mois consécutif après un déclin prolongé, a fortement contribué à la progression de la construction résidentielle en juin.

#### Graphique A.3

#### Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale



1. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

Le commerce de détail a reculé de 0,6 % en juin, après avoir connu un mois de mai robuste (+2,3 %). La vigueur des ventes des concessionnaires d'automobiles neuves s'est maintenue, mais sont revenues au niveau enregistré en avril. Les ventes des concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion et de plaisance étaient également à la baisse. Le commerce de gros a stagné en juin, à la suite d'un mois de mai vigoureux (+1,5 %).

Le secteur de la fabrication a reculé de 0,4 %. La réduction de 0,8 % de la production de biens durables a éclipsé la hausse de 0,3 % des biens non durables. Parmi les 21 grands groupes de ce secteur, 13 ont affiché des baisses, ces derniers représentant 61 % de la valeur ajoutée manufacturière totale. Affichant une troisième baisse mensuelle consécutive, la production de véhicules automobiles (-5,3 %) et de pièces connexes (-1,1 %) a été la principale source de la faiblesse ce mois-ci.

La production industrielle (soit celle des mines, des services publics et des fabricants) a augmenté de 0,4 % en juin. Le fort rendement du secteur minier a épongé les baisses signalées par les fabricants et les services publics. À titre de comparaison, ces trois secteurs ont progressé aux États-Unis, ce qui a résulté en un gain de 0,6 % de l'ensemble en juin.

**Tableau A.3 Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]**

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b>								
Rémunération des salariés	727 568	730 928	739 764	751 268	767 796	781 992	694 041	737 382
	2,4	0,5	1,2	1,6	2,2	1,8	6,0	6,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	194 664	197 444	201 864	201 464	205 872	208 244	189 357	198 859
	-4,0	1,4	-2,2	-0,2	2,2	1,2	11,9	5,0
Intérêts et revenus divers de placements	65 592	65 880	65 464	64 304	66 568	69 380	61 070	65 310
	-3,6	0,4	-0,6	-1,8	3,5	4,2	12,9	6,9
Revenu net des entreprises individuelles	85 624	86 064	86 408	87 200	89 280	91 664	84 957	86 324
	0,2	0,5	0,4	0,9	2,4	2,7	1,0	1,6
Impôts moins subventions	161 812	164 092	160 384	160 040	163 780	167 748	156 181	161 582
	2,2	1,4	-2,3	-0,2	2,3	2,4	4,9	3,5
Revenu personnel disponible	834 500	833 116	844 976	856 616	874 912	882 180	791 486	842 302
	3,5	-0,2	1,4	1,4	2,1	0,8	4,3	6,4
Taux d'épargne personnelle[2]	3,3	1,7	1,8	2,2	2,7	1,8	1,6	2,3
	...	...	...	...	...	...	...	...
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	743 529	750 550	759 897	766 839	773 201	782 554	724 942	755 204
	1,4	0,9	1,2	0,9	0,8	1,2	3,8	4,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	248 187	250 155	251 113	252 961	254 463	256 078	242 557	250 604
	1,2	0,8	0,4	0,7	0,6	0,6	2,2	3,3
Formation brute de capital fixe	295 807	297 993	300 447	303 625	304 806	307 913	279 345	299 468
	2,2	0,7	0,8	1,1	0,4	1,0	8,5	7,2
Investissement en stocks	10 321	17 572	12 838	61	3 210	4 750	13 575	10 198
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	504 602	502 355	505 539	508 881	509 900	513 582	501 732	505 344
	-1,8	-0,4	0,6	0,7	0,2	0,7	2,2	0,7
Importations de biens et services	532 055	544 582	552 820	551 615	551 016	559 672	519 435	545 268
	-0,7	2,4	1,5	-0,2	-0,1	1,6	7,5	5,0
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 275 510	1 280 142	1 284 213	1 288 949	1 301 284	1 312 257	1 247 780	1 282 204
	0,8	0,4	0,3	0,4	1,0	0,8	3,1	2,8
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
<b>PIB aux prix de base, par industrie</b>								
Industries productrices de biens	336 461	334 306	333 961	332 332	335 127	336 203	331 595	334 265
	0,1	-0,6	-0,1	-0,5	0,8	0,3	2,0	0,8
Production industrielle	245 094	242 426	241 942	239 131	241 022	242 076	243 485	242 148
	-0,5	-1,1	-0,2	-1,2	0,8	0,4	1,0	-0,5
Secteur de l'énergie	64 519	64 294	64 721	63 337	64 681	64 961	63 767	64 218
	-0,9	-0,3	0,7	-2,1	2,1	0,4	1,5	0,7
Fabrication	175 853	173 170	171 664	169 868	169 875	170 409	174 987	172 639
	-0,3	-1,5	-0,9	-1,0	0,0	0,3	0,7	-1,3
Fabrication de biens non durables	70 451	69 339	68 814	68 208	67 739	68 384	71 317	69 203
	-1,0	-1,6	-0,8	-0,9	-0,7	1,0	-1,2	-3,0
Fabrication de biens durables	105 277	103 709	102 727	101 536	102 024	101 903	103 516	103 312
	0,2	-1,5	-0,9	-1,2	0,5	-0,1	2,1	-0,2
Construction	67 248	67 995	68 694	69 790	70 578	71 124	63 689	68 432
	2,6	1,1	1,0	1,6	1,1	0,8	5,7	7,4
Industries productrices de services	749 690	756 852	761 889	766 930	774 755	781 349	732 506	758 840
	1,2	1,0	0,7	0,7	1,0	0,9	3,2	3,6
Commerce de gros	69 501	70 592	71 192	70 349	72 009	72 471	65 997	70 408
	2,3	1,6	0,9	-1,2	2,4	0,6	6,9	6,7
Commerce de détail	64 164	65 425	65 992	66 187	66 990	68 695	62 219	65 442
	2,3	2,0	0,9	0,3	1,2	2,5	4,7	5,2
Transport et entreposage	52 460	52 791	52 893	52 910	53 372	53 502	51 241	52 764
	0,7	0,6	0,2	0,0	0,9	0,2	3,5	3,0
Finance, assurances, services immobiliers et de location	218 613	220 840	223 318	225 958	228 996	231 699	213 985	222 182
	1,1	1,0	1,1	1,2	1,3	1,2	3,7	3,8
Technologies de l'information et des communications	64 023	64 712	65 393	65 948	66 676	67 534	62 359	65 019
	1,2	1,1	1,1	0,8	1,1	1,3	5,2	4,3

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Taux actuel.

## Section B

### PIB en termes de revenus et de dépenses

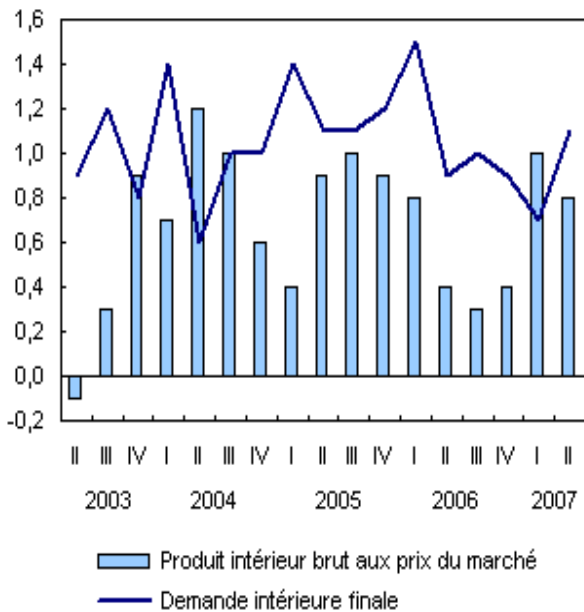
Deuxième trimestre de 2007

L'économie canadienne a affiché un deuxième trimestre consécutif de croissance vigoureuse. Le produit intérieur brut (PIB) réel s'est accru de 0,8 % au deuxième trimestre de 2007, soit un rythme plus lent que celui du premier trimestre (+1,0 %). Cette vigueur était généralisée. Les dépenses de consommation et l'investissement ont accéléré par rapport au premier trimestre et les entreprises ont continué d'ajouter à leurs stocks. Malgré une appréciation substantielle de la valeur du dollar canadien face à la devise américaine, les exportations ont aussi augmenté à un rythme supérieur à celui du premier trimestre.

#### Graphique B.1

**La demande intérieure finale se raffermie et sa croissance dépasse celle du PIB de nouveau**

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)

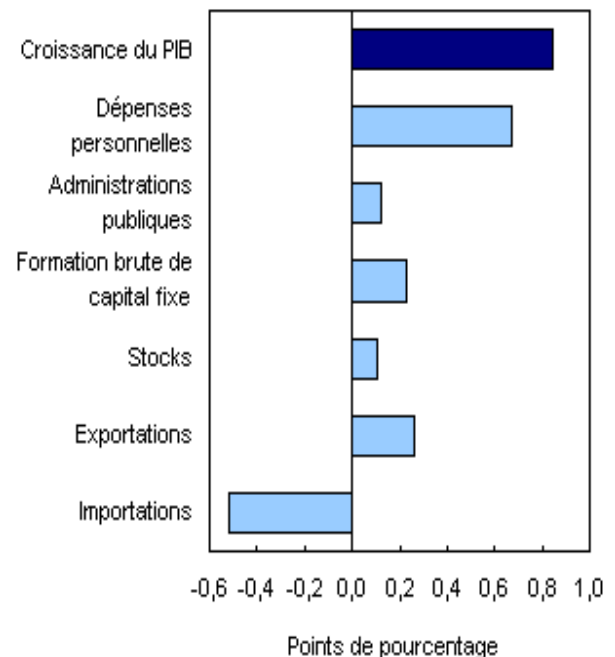


Au deuxième trimestre, l'économie a enregistré un taux de croissance annualisé de 3,4 %, ce qui représente un léger ralentissement comparativement au rythme vigoureux du premier trimestre. Cette croissance était semblable à celle de l'économie américaine qui a eu un essor au deuxième trimestre (+4,0 %).

La demande intérieure finale s'est raffermie au deuxième trimestre de 2007 (+1,1 %), ce qui constitue une croissance plus élevée que celle du PIB. Les dépenses des consommateurs, les achats de biens durables venant en tête, ont contribué le plus à la croissance. La construction résidentielle a continué d'étayer ses hausses enregistrées au premier trimestre en augmentant de 1,3 % au deuxième trimestre. L'investissement des entreprises en machines et matériel a repris, après avoir accusé une chute prononcée au premier trimestre.

#### Graphique B.2

**Contributions à la variation en pourcentage du PIB, deuxième trimestre de 2007**



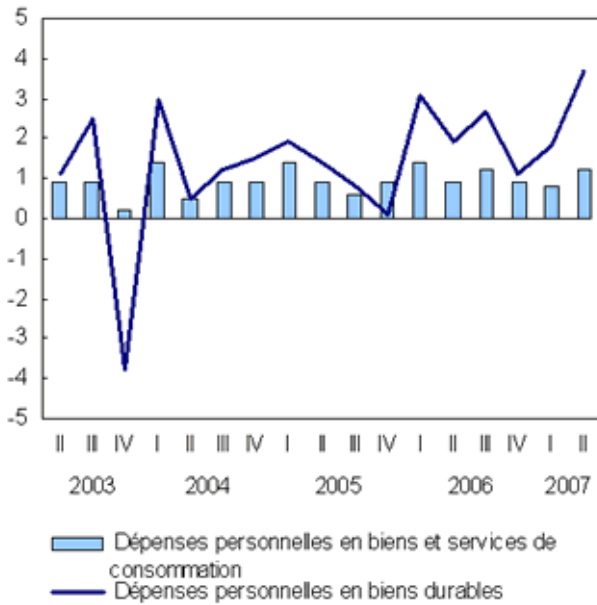
#### Les dépenses des consommateurs s'accroissent

Au deuxième trimestre, les dépenses personnelles ont progressé de 1,2 %, alimentées par des augmentations de revenu. Les consommateurs ont délié les cordons de leur bourse pour financer leurs achats de biens, en particulier de véhicules automobiles, d'appareils ménagers et de matériel de loisirs, de sport et de camping. Les ventes au détail étaient particulièrement élevées en mai.

**Graphique B.3**

**Les biens de consommation durables font grimper les dépenses personnelles**

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Les produits de l'énergie comme l'électricité et le gaz naturel ont aussi augmenté en raison de températures plus basses que la normale dans la plupart des régions du pays. La vigueur des dépenses en services financiers et juridiques a été stimulée par de fortes hausses des commissions reliées aux transactions d'actions et d'obligations ainsi que des fonds communs de placement. L'un des rares postes de dépenses qui a subi un recul était l'hébergement et les services de restauration.

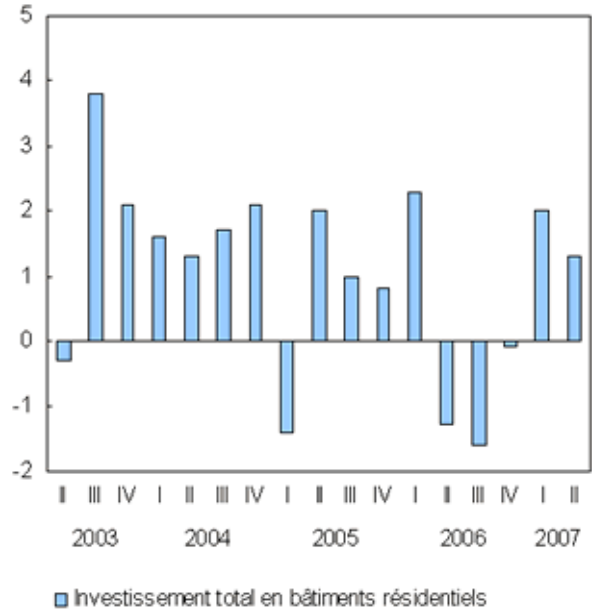
**L'investissement résidentiel demeure fort pour un deuxième trimestre d'affilée**

En dépit d'une augmentation des taux hypothécaires, les Canadiens ont continué d'investir dans le logement au deuxième trimestre. L'investissement a augmenté de 1,3 % après avoir connu une hausse ferme de 2,0 % au premier trimestre. La principale source de vigueur était toujours le marché de la revente puisque les coûts de transfert de propriété représentaient plus de la moitié de la hausse. Le marché de la revente est demeuré ferme en Ontario et en Colombie-Britannique. La valeur de la construction résidentielle neuve a enregistré son deuxième trimestre consécutif de croissance modeste après avoir connu des reculs trimestriels prononcés pendant la deuxième moitié de 2006.

**Graphique B.4**

**L'investissement dans les logements connaît un autre trimestre vigoureux**

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)

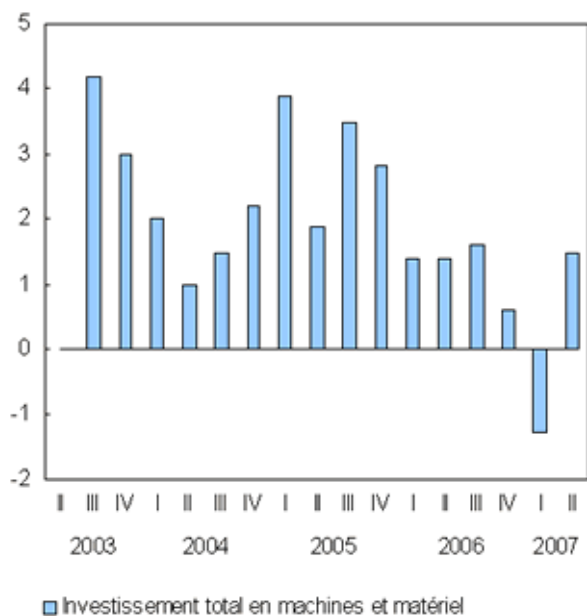


**Les dépenses en machines et matériel reprennent pendant que les dépenses des entreprises en construction non résidentielle ralentissent**

Après avoir chuté au premier trimestre, l'investissement des entreprises en machines et matériel a repris au deuxième trimestre et a augmenté de 1,5 %. Une valorisation marquée du dollar canadien relativement au dollar américain a réduit le coût des produits importés des États-Unis. Le prix des machines et du matériel dans son ensemble a chuté de plus de 17 % depuis 2002, principalement en raison de la force de la devise canadienne.

**Graphique B.5****Reprise de l'investissement en machines et matériel**

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a gagné 0,5 % au deuxième trimestre. Après avoir enregistré de fortes croissances en 2006, les travaux de génie n'ont pas progressé au deuxième trimestre notamment en raison de la faible exploitation des forages miniers. L'investissement en bâtiments, par contre, a augmenté de 2,2 %.

La formation de capital des entreprises dans son ensemble représentait 19 % du PIB (en valeur nominale) au deuxième trimestre. Ce rapport augmente de façon soutenue depuis les dernières années et se situait à 17 % aussi récemment qu'en 2003.

**Les stocks non agricoles continuent de s'accumuler**

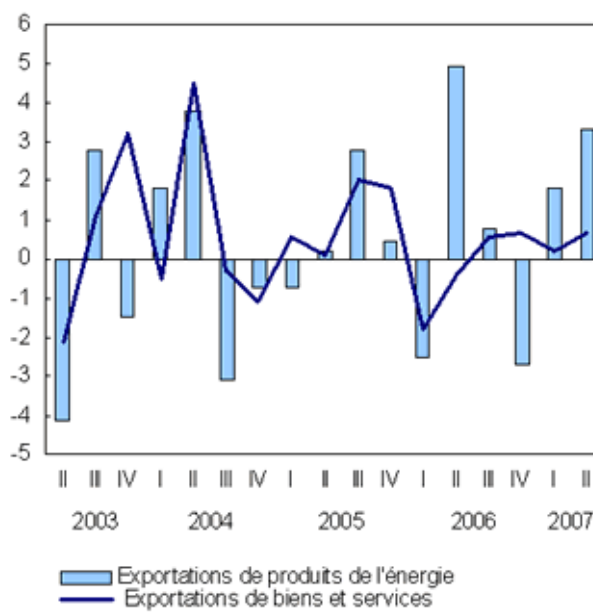
Un montant de 4,8 milliards de dollars s'est encore ajouté aux stocks au deuxième trimestre, après un ajout de 3,2 milliards de dollars au premier. Les variations de stocks sont différentes selon les produits. Les biens fabriqués non durables ont gonflé pendant le deuxième trimestre, après avoir connu deux trimestres de recul. Par contre, les stocks de véhicules automobiles dans le secteur du commerce de détail ont baissé de façon marquée, reflétant l'augmentation des ventes de ces produits. Le ratio des stocks non agricoles aux ventes a légèrement fléchi au cours du trimestre.

**Une croissance plus élevée pour les exportations**

Après une pause au premier trimestre, les exportations de biens et de services ont progressé de 0,7 % au deuxième trimestre. Les produits de l'énergie ont grimpé de 3,3 %. Les biens fabriqués ont connu des résultats mitigés, les produits automobiles ayant diminué de 2,7 %, tandis que les biens et matériaux industriels ont gagné 1,2 %, recouvrant les pertes enregistrées au premier trimestre.

**Graphique B.6****La croissance des exportations est alimentée par l'énergie**

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Après avoir eu une crête à 47 % du PIB (en valeur nominale) au quatrième trimestre de 2000, la part des exportations en proportion du PIB a reculé de façon continue. Au deuxième trimestre de 2007, cette part avait chuté à 36 % du PIB, son niveau le plus bas depuis 1994.

Stimulées par la valorisation du dollar canadien et une forte demande intérieure, les importations ont grimpé de 1,6 % après avoir connu un faible recul au premier trimestre. La demande des entreprises en machines et matériel a repris pendant le trimestre et ces actifs représentaient plus du tiers de la hausse globale des importations. Le premier trimestre de 2007 est le seul au cours des seize derniers pendant lequel les importations de machines et de matériel n'ont pas crû. Les importations de biens de consommation, qui ont crû à chaque trimestre depuis le deuxième trimestre de 2005 ont aussi augmenté de façon appréciable, ce qui reflète les augmentations des dépenses personnelles. Les importations de produits automobiles ont diminué de 1,4 %, modérant ainsi ces hausses.

### **Les prix demeurent relativement fermes**

Au cours des premiers deux trimestres de 2007, les prix ont augmenté de façon marquée. Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont augmenté de 1,4 % au Canada pendant le deuxième trimestre, après avoir connu une hausse de 1,6 % au premier, en raison des prix de l'énergie. Par contre, l'énergie a eu un effet modérateur sur les prix au deuxième trimestre, les prix pour l'ensemble de l'économie ayant augmenté de 1,7 % si l'on exclut l'énergie, après une hausse de 1,0 % au premier.

Au deuxième trimestre, les prix de la construction résidentielle et non résidentielle sont demeurés fermes. Le prix des matières brutes a augmenté plus rapidement tandis que les prix des biens et des services à la consommation ont ralenti.

Le prix des exportations a chuté, entraîné par les baisses de prix des produits de la forêt et des produits automobiles, en dépit d'une croissance continue du prix des biens et matériaux industriels. Le prix des produits miniers, en particulier les métaux comme l'uranium, ont augmenté de façon spectaculaire pendant ce trimestre. La montée de la valeur du dollar canadien a affaibli certains de ces gains pour les exportateurs canadiens compte tenu que nombre de ces produits de base sont échangés en dollars américains.

L'indice de prix en chaîne des dépenses des administrations publiques ont crû de façon marquée au premier (+1,6 %) et deuxième (+1,3 %) trimestres de 2007, ce qui reflète en partie des paiements au chapitre de l'équité salariale au Québec et des cotisations spéciales au fonds de retraite à Terre-Neuve-et-Labrador. Sans ces paiements, les gains auraient été bien moindres au premier (+0,6 %) et au second (+0,8 %) trimestres.

### **Le revenu du travail continue sa forte croissance**

Après un premier trimestre robuste (+2,2 %), le revenu du travail (en valeur nominale) est demeuré ferme au deuxième trimestre, ayant augmenté de 1,8 %. Les taux d'emploi élevés ont fortement contribué à ces hausses. Des paiements au chapitre de l'équité salariale au Québec et des cotisations spéciales au fonds de retraite à Terre-Neuve-et-Labrador ont contribué à la croissance au premier comme au deuxième trimestre. Si on fait abstraction de ces paiements spéciaux pendant ces deux trimestres, le revenu du travail aurait augmenté de 1,7 % au deuxième trimestre et de 1,8 % au premier.

### **Les bénéficiaires ralentissent et le revenu des entreprises individuelles conserve sa force**

Les bénéficiaires des sociétés (en valeur nominale) ont crû de 1,2 % au deuxième trimestre, après une augmentation de 2,2 % au premier trimestre. Les grossistes et les détaillants ont connu des hausses appréciables stimulées par les dépenses personnelles. Le prix des minéraux étant à la hausse, les bénéficiaires étaient aussi importants dans le secteur minier. Par contre, les bénéficiaires des fabricants, en particulier ceux de véhicules et de pièces automobiles et les producteurs de bois et de papier, ont reculé. Les banques à charte et les sociétés d'assurance de biens et risques divers ont aussi vu leurs bénéficiaires diminuer au deuxième trimestre.

Les bénéficiaires ont atteint une proportion de 14 % du PIB et suivent une tendance à la hausse depuis 2002, alors qu'ils représentaient 12 % du PIB. Cette tendance des bénéficiaires suit la croissance de l'investissement des entreprises.

Le revenu des entreprises individuelles non agricoles est demeuré ferme (+1,6 %). Après deux années de faibles revenus, les exploitants agricoles ont enregistré des augmentations significatives en 2007. Un mouvement des prix à la hausse pour de nombreuses cultures est la cause de ces hausses.

### **L'épargne du secteur des administrations publiques augmente de façon prononcée**

L'épargne du secteur des administrations publiques s'est accru de façon prononcée au deuxième trimestre, principalement à la suite d'une augmentation du revenu. Les impôts sur le revenu des particuliers ont augmenté de 5,9 %, alimentés par une croissance soutenue du revenu du travail et une importante augmentation des impôts versés sur les intérêts et le gain en capital. Les impôts sur les produits ont aussi progressé en raison de l'augmentation des ventes au détail. En dépit des paiements spéciaux au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador, les dépenses des administrations publiques ont ralenti au deuxième trimestre, augmentant de 0,9 %, après une hausse de 1,6 % au premier.



**Tableau B.1 Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Rémunération des salariés	727 568 2,4	730 928 0,5	739 764 1,2	751 268 1,6	767 796 2,2	781 992 1,8	694 041 6,0	737 382 6,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	194 664 -4,0	197 444 1,4	201 864 2,2	201 464 -0,2	205 872 2,2	208 244 1,2	189 357 11,9	198 859 5,0
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	13 912 -8,9	14 156 1,8	13 668 -3,4	13 556 -0,8	15 168 11,9	15 672 3,3	14 578 12,8	13 823 -5,2
Intérêts et revenus divers de placements	65 592 -3,6	65 880 0,4	65 464 -0,6	64 304 -1,8	66 568 3,5	69 380 4,2	61 070 12,9	65 310 6,9
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	400 -61,7	240 -40,0	268 11,7	468 74,6	1 212 159,0	2 188 80,5	1 321 -57,5	344 -74,0
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	85 224 1,0	85 824 0,7	86 140 0,4	86 732 0,7	88 068 1,5	89 476 1,6	83 636 3,2	85 980 2,8
Ajustement de la valeur des stocks	540 ...	-444 ...	-1 376 ...	-5 820 ...	-2 584 ...	2 776 ...	-933 ...	-1 775 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	63 736 1,2	64 448 1,1	64 620 0,3	64 880 0,4	66 056 1,8	66 892 1,3	61 847 4,8	64 421 4,2
<b>Produit intérieur net aux prix de base</b>	<b>1 151 636</b> <b>0,7</b>	<b>1 158 476</b> <b>0,6</b>	<b>1 170 412</b> <b>1,0</b>	<b>1 176 852</b> <b>0,6</b>	<b>1 208 156</b> <b>2,7</b>	<b>1 236 620</b> <b>2,4</b>	<b>1 104 917</b> <b>7,0</b>	<b>1 164 344</b> <b>5,4</b>
Impôts moins subventions, sur produits	98 076 2,9	99 644 1,6	95 764 -3,9	95 160 -0,6	97 724 2,7	100 856 3,2	94 334 5,0	97 161 3,0
Provisions pour consommation de capital	181 868 1,1	183 876 1,1	185 752 1,0	187 504 0,9	190 072 1,4	192 496 1,3	176 338 4,8	184 750 4,8
Divergence statistique	-216 ...	224 ...	468 ...	-268 ...	244 ...	568 ...	-509 ...	52 ...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 431 364</b> <b>0,9</b>	<b>1 442 220</b> <b>0,8</b>	<b>1 452 396</b> <b>0,7</b>	<b>1 459 248</b> <b>0,5</b>	<b>1 496 196</b> <b>2,5</b>	<b>1 530 540</b> <b>2,3</b>	<b>1 375 080</b> <b>6,5</b>	<b>1 446 307</b> <b>5,2</b>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

**Tableau B.2 Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	787 992	799 220	809 776	817 020	830 368	845 384	760 701	803 502
	1,8	1,4	1,3	0,9	1,6	1,8	5,6	5,6
Biens durables	103 712	104 784	106 808	107 560	109 380	113 388	100 014	105 716
	3,0	1,0	1,9	0,7	1,7	3,7	4,7	5,7
Biens semi-durables	65 680	66 664	67 444	67 484	69 144	70 044	63 055	66 818
	3,2	1,5	1,2	0,1	2,5	1,3	4,0	6,0
Biens non durables	192 860	196 540	197 692	195 196	199 344	203 708	187 836	195 572
	0,9	1,9	0,6	-1,3	2,1	2,2	6,2	4,1
Services	425 740	431 232	437 832	446 780	452 500	458 244	409 796	435 396
	1,7	1,3	1,5	2,0	1,3	1,3	5,8	6,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	277 800	277 720	280 064	283 640	289 752	295 400	262 650	279 806
	4,2	-0,0	0,8	1,3	2,2	1,9	5,5	6,5
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	39 340	40 128	40 668	41 208	41 552	42 184	36 296	40 336
	2,8	2,0	1,3	1,3	0,8	1,5	13,1	11,1
Investissement des administrations publiques en stocks	100	-96	-116	-52	16	-72	27	-41
Formation brute de capital fixe des entreprises	271 016	274 660	280 012	285 852	291 484	296 204	253 074	277 885
	3,0	1,3	1,9	2,1	2,0	1,6	10,3	9,8
Bâtiments résidentiels	96 932	98 160	98 552	99 900	103 672	106 984	89 791	98 386
	4,5	1,3	0,4	1,4	3,8	3,2	8,3	9,6
Ouvrages non résidentiels et équipement	174 084	176 500	181 460	185 952	187 812	189 220	163 283	179 499
	2,1	1,4	2,8	2,5	1,0	0,7	11,4	9,9
Ouvrages non résidentiels	80 824	83 980	87 368	90 620	92 820	94 756	72 674	85 698
	4,4	3,9	4,0	3,7	2,4	2,1	17,1	17,9
Machines et matériel	93 260	92 520	94 092	95 332	94 992	94 464	90 609	93 801
	0,2	-0,8	1,7	1,3	-0,4	-0,6	7,3	3,5
Investissement des entreprises en stocks	6 056	15 440	11 640	-1 840	92	1 676	9 642	7 824
	...	...	...	...	...	...	...	...
Non agricoles	6 584	16 416	11 992	-1 516	852	2 020	9 038	8 369
	...	...	...	...	...	...	...	...
Agricultures	-528	-976	-352	-324	-760	-344	604	-545
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	522 568	518 504	526 512	531 240	547 676	546 320	520 379	524 706
	-4,8	-0,8	1,5	0,9	3,1	-0,2	5,1	0,8
Biens	454 464	449 124	457 168	462 028	477 460	476 104	451 779	455 696
	-5,1	-1,2	1,8	1,1	3,3	-0,3	5,3	0,9
Services	68 104	69 380	69 344	69 212	70 216	70 216	68 600	69 010
	-2,3	1,9	-0,1	-0,2	1,5	0,0	3,5	0,6
Moins : Importations de biens et services	473 720	483 136	495 696	498 088	504 504	495 988	468 197	487 660
	-1,2	2,0	2,6	0,5	1,3	-1,7	6,2	4,2
Biens	392 492	400 520	411 860	412 692	419 028	411 096	388 282	404 391
	-1,3	2,0	2,8	0,2	1,5	-1,9	6,9	4,1
Services	81 228	82 616	83 836	85 396	85 476	84 892	79 915	83 269
	-0,3	1,7	1,5	1,9	0,1	-0,7	3,2	4,2
Divergence statistique	212	-220	-464	268	-240	-568	508	-51
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 431 364</b>	<b>1 442 220</b>	<b>1 452 396</b>	<b>1 459 248</b>	<b>1 496 196</b>	<b>1 530 540</b>	<b>1 375 080</b>	<b>1 446 307</b>
	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	<b>6,5</b>	<b>5,2</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 376 148</i>	<i>1 391 728</i>	<i>1 410 520</i>	<i>1 427 720</i>	<i>1 453 156</i>	<i>1 479 172</i>	<i>1 312 721</i>	<i>1 401 529</i>
	<i>2,5</i>	<i>1,1</i>	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>1,8</i>	<i>1,8</i>	<i>6,7</i>	<i>6,8</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

**Tableau B.3 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	743 529	750 550	759 897	766 839	773 201	782 554	724 942	755 204
	1,4	0,9	1,2	0,9	0,8	1,2	3,8	4,2
Biens durables	106 463	108 498	111 390	112 667	114 695	118 915	102 468	109 755
	3,1	1,9	2,7	1,1	1,8	3,7	5,3	7,1
Biens semi-durables	66 928	68 138	69 351	69 700	71 393	72 093	63 866	68 529
	3,4	1,8	1,8	0,5	2,4	1,0	4,3	7,3
Biens non durables	168 656	170 187	171 346	171 030	171 818	173 626	167 859	170 305
	0,3	0,9	0,7	-0,2	0,5	1,1	1,9	1,5
Services	402 356	404 747	409 104	414 880	417 030	420 027	391 140	407 772
	1,1	0,6	1,1	1,4	0,5	0,7	4,3	4,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	248 187	250 155	251 113	252 961	254 463	256 078	242 557	250 604
	1,2	0,8	0,4	0,7	0,6	0,6	2,2	3,3
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	37 511	37 914	37 955	38 336	38 131	38 290	35 086	37 929
	2,3	1,1	0,1	1,0	-0,5	0,4	10,9	8,1
Investissement des administrations publiques en stocks	88	-84	-96	-40	12	-60	24	-33
Formation brute de capital fixe des entreprises	258 293	260 075	262 489	265 286	266 671	269 619	244 256	261 536
	2,2	0,7	0,9	1,1	0,5	1,1	8,1	7,1
Bâtiments résidentiels	80 041	78 974	77 711	77 690	79 273	80 278	76 976	78 604
	2,3	-1,3	-1,6	-0,0	2,0	1,3	3,5	2,1
Ouvrages non résidentiels et équipement	179 309	182 598	186 880	189 984	189 427	191 349	168 019	184 693
	2,1	1,8	2,3	1,7	-0,3	1,0	10,8	9,9
Ouvrages non résidentiels	68 787	70 523	72 651	74 707	75 366	75 774	63 480	71 667
	3,4	2,5	3,0	2,8	0,9	0,5	10,8	12,9
Machines et matériel	110 247	111 598	113 532	114 184	112 570	114 243	104 641	112 390
	1,1	1,2	1,7	0,6	-1,4	1,5	10,8	7,4
Investissement des entreprises en stocks	10 218	17 668	12 953	112	3 193	4 820	13 544	10 238
	...	...	...	...	...	...	...	...
Non agricoles	9 090	16 943	11 893	-721	2 557	3 734	11 055	9 301
	...	...	...	...	...	...	...	...
Agricultures	333	-483	63	156	-179	312	2 004	17
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	504 602	502 355	505 539	508 881	509 900	513 582	501 732	505 344
	-1,8	-0,4	0,6	0,7	0,2	0,7	2,2	0,7
Biens	440 489	437 427	441 107	444 776	445 527	449 120	436 649	440 950
	-1,7	-0,7	0,8	0,8	0,2	0,8	2,4	1,0
Services	64 154	64 931	64 471	64 172	64 436	64 534	65 105	64 432
	-2,2	1,2	-0,7	-0,5	0,4	0,2	1,0	-1,0
Moins : Importations de biens et services	532 055	544 582	552 820	551 615	551 016	559 672	519 435	545 268
	-0,7	2,4	1,5	-0,2	-0,1	1,6	7,5	5,0
Biens	443 064	454 479	462 483	461 088	461 705	469 836	432 703	455 279
	-0,8	2,6	1,8	-0,3	0,1	1,8	8,1	5,2
Services	89 088	90 235	90 513	90 687	89 526	90 107	86 834	90 131
	0,0	1,3	0,3	0,2	-1,3	0,6	4,5	3,8
Divergence statistique	189	-195	-410	237	-209	-487	464	-45
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 275 510</b>	<b>1 280 142</b>	<b>1 284 213</b>	<b>1 288 949</b>	<b>1 301 284</b>	<b>1 312 257</b>	<b>1 247 780</b>	<b>1 282 204</b>
	0,8	0,4	0,3	0,4	1,0	0,8	3,1	2,8
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 286 677</i>	<i>1 297 838</i>	<i>1 310 523</i>	<i>1 322 465</i>	<i>1 331 478</i>	<i>1 345 473</i>	<i>1 246 194</i>	<i>1 304 376</i>
	1,5	0,9	1,0	0,9	0,7	1,1	4,5	4,7

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilise des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

**Tableau B.4 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]**

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
	variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	5,5	3,8	5,1	3,7	3,4	4,9	3,8	4,2
Biens durables	12,8	7,9	11,1	4,7	7,4	15,5	5,3	7,1
Biens semi-durables	14,3	7,4	7,3	2,0	10,1	4,0	4,3	7,3
Biens non durables	1,0	3,7	2,8	-0,7	1,9	4,3	1,9	1,5
Services	4,7	2,4	4,4	5,8	2,1	2,9	4,3	4,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	4,9	3,2	1,5	3,0	2,4	2,6	2,2	3,3
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	9,4	4,4	0,4	4,1	-2,1	1,7	10,9	8,1
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	28	-172	-12	56	52	-72	4	-57
Formation brute de capital fixe des entreprises	9,0	2,8	3,8	4,3	2,1	4,5	8,1	7,1
Bâtiments résidentiels	9,5	-5,2	-6,2	-0,1	8,4	5,2	3,5	2,1
Ouvrages non résidentiels et équipement	8,8	7,5	9,7	6,8	-1,2	4,1	10,8	9,9
Ouvrages non résidentiels	14,3	10,5	12,6	11,8	3,6	2,2	10,8	12,9
Machines et matériel	4,3	5,0	7,1	2,3	-5,5	6,1	10,8	7,4
Investissement des entreprises en stocks[2]	-2 257	7 450	-4 715	-12 841	3 081	1 627	5 653	-3 307
Non agricoles[2]	-885	7 853	-5 050	-12 614	3 278	1 177	5 751	-1 754
Agricoles[2]	-1 709	-816	546	93	-335	491	-386	-1 987
Exportations de biens et services	-6,9	-1,8	2,6	2,7	0,8	2,9	2,2	0,7
Biens	-6,6	-2,8	3,4	3,4	0,7	3,3	2,4	1,0
Services	-8,7	4,9	-2,8	-1,8	1,7	0,6	1,0	-1,0
Moins : Importations de biens et services	-2,6	9,8	6,2	-0,9	-0,4	6,4	7,5	5,0
Biens	-3,1	10,7	7,2	-1,2	0,5	7,2	8,1	5,2
Services	0,1	5,3	1,2	0,8	-5,0	2,6	4,5	3,8
Divergence statistique[2]	168	-384	-215	647	-446	-278	637	-509
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>3,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>3,9</b>	<b>3,4</b>	<b>3,1</b>	<b>2,8</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>6,2</i>	<i>3,5</i>	<i>4,0</i>	<i>3,7</i>	<i>2,8</i>	<i>4,3</i>	<i>4,5</i>	<i>4,7</i>

1. Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2. Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

**Tableau B.5 Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]**

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,743	0,520	0,689	0,509	0,463	0,669	2,146	2,284
Biens durables	0,218	0,138	0,193	0,084	0,132	0,267	0,391	0,506
Biens semi-durables	0,152	0,083	0,082	0,023	0,111	0,045	0,200	0,328
Biens non durables	0,035	0,123	0,093	-0,025	0,062	0,140	0,269	0,196
Services	0,339	0,177	0,322	0,427	0,158	0,216	1,286	1,254
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,229	0,153	0,074	0,142	0,115	0,123	0,426	0,629
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,062	0,030	0,003	0,028	-0,015	0,012	0,269	0,214
Investissement des administrations publiques en stocks	0,002	-0,014	-0,001	0,004	0,005	-0,006	0,000	-0,005
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,408	0,131	0,177	0,206	0,102	0,214	1,437	1,299
Bâtiments résidentiels	0,151	-0,091	-0,110	-0,002	0,140	0,088	0,230	0,140
Ouvrages non résidentiels et équipement	0,256	0,222	0,287	0,208	-0,037	0,126	1,207	1,159
Ouvrages non résidentiels	0,187	0,143	0,176	0,171	0,055	0,034	0,526	0,687
Machines et matériel	0,070	0,079	0,111	0,037	-0,092	0,093	0,680	0,472
Investissement des entreprises en stocks	-0,160	0,512	-0,327	-0,886	0,211	0,110	0,379	-0,261
Non agricoles	-0,066	0,556	-0,358	-0,892	0,230	0,080	0,404	-0,133
Agricoles	-0,095	-0,044	0,031	0,005	-0,019	0,029	-0,025	-0,129
Exportations de biens et services	-0,674	-0,162	0,229	0,240	0,073	0,261	0,849	0,262
Biens	-0,564	-0,220	0,263	0,262	0,054	0,254	0,797	0,316
Services	-0,110	0,058	-0,034	-0,022	0,019	0,007	0,052	-0,054
Moins : Importations de biens et services	-0,222	0,776	0,508	-0,075	-0,037	0,518	2,492	1,623
Biens	-0,223	0,703	0,491	-0,086	0,038	0,481	2,224	1,407
Services	0,001	0,073	0,018	0,011	-0,075	0,037	0,268	0,216
Divergence statistique	0,013	-0,030	-0,017	0,050	-0,035	-0,021	0,052	-0,041
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>0,845</b>	<b>0,363</b>	<b>0,318</b>	<b>0,369</b>	<b>0,957</b>	<b>0,843</b>	<b>3,066</b>	<b>2,759</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1,442</i>	<i>0,833</i>	<i>0,943</i>	<i>0,886</i>	<i>0,665</i>	<i>1,017</i>	<i>4,277</i>	<i>4,427</i>

1. Les données en dollars enchaînés (2002) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

**Tableau B.6 Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]**

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	106,0 0,5	106,5 0,5	106,6 0,1	106,5 -0,1	107,4 0,8	108,0 0,6	104,9 1,7	106,4 1,4
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	111,9 2,9	111,0 -0,8	111,5 0,5	112,1 0,5	113,9 1,6	115,4 1,3	108,3 3,3	111,6 3,1
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	104,9 0,6	105,8 0,9	107,1 1,2	107,5 0,4	109,0 1,4	110,2 1,1	103,4 2,0	106,3 2,8
Formation brute de capital fixe des entreprises	104,9 0,8	105,6 0,7	106,7 1,0	107,8 1,0	109,3 1,4	109,9 0,5	103,6 2,0	106,3 2,6
Exportations de biens et services	103,6 -3,0	103,2 -0,4	104,1 0,9	104,4 0,3	107,4 2,9	106,4 -0,9	103,7 2,8	103,8 0,1
Importations de biens et services	89,0 -0,6	88,7 -0,3	89,7 1,1	90,3 0,7	91,6 1,4	88,6 -3,3	90,2 -1,2	89,4 -0,8
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>112,2 0,0</b>	<b>112,7 0,4</b>	<b>113,1 0,4</b>	<b>113,2 0,1</b>	<b>115,0 1,6</b>	<b>116,6 1,4</b>	<b>110,2 3,4</b>	<b>112,8 2,4</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>107,0 1,0</i>	<i>107,2 0,2</i>	<i>107,6 0,4</i>	<i>108,0 0,4</i>	<i>109,1 1,0</i>	<i>109,9 0,7</i>	<i>105,3 2,1</i>	<i>107,5 2,0</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

## Section C PIB par industrie

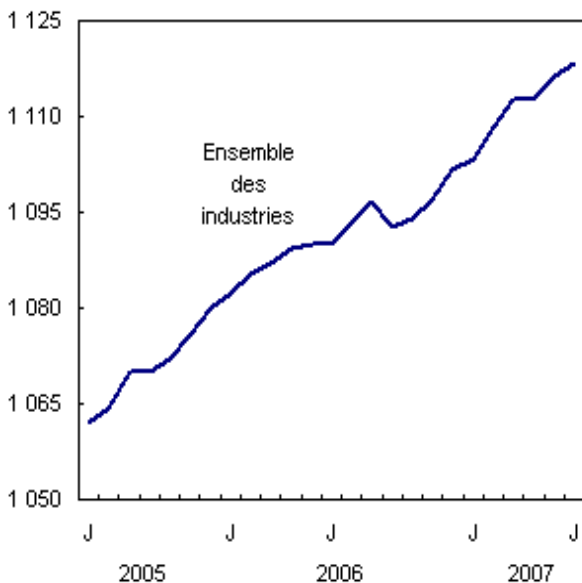
Juin 2007 et deuxième trimestre de 2007

L'activité économique a progressé de 0,2 % en juin, se situant ainsi dans la moyenne depuis le début de l'année, alors qu'elle avait crû de 0,3 % en mai et était demeurée essentiellement inchangée en avril. La progression a été observée tant pour les industries productrices de biens que pour les industries de services. Une augmentation importante de l'extraction de gaz naturel et le rebond des activités d'exploration pétrolière et gazière ont largement stimulé la croissance. Des hausses ont également été constatées dans la construction, le secteur financier et les industries des services personnels et aux entreprises, notamment les jeux de hasard et les services de restauration. Ces augmentations ont été en partie annulées par les diminutions dans la fabrication, le commerce de détail, l'agriculture, la foresterie et les services publics.

### Graphique C.1

#### L'activité économique progresse

PIB en milliards de dollars enchaînés (1997)



#### Le secteur de l'énergie évolue toujours en dents de scie

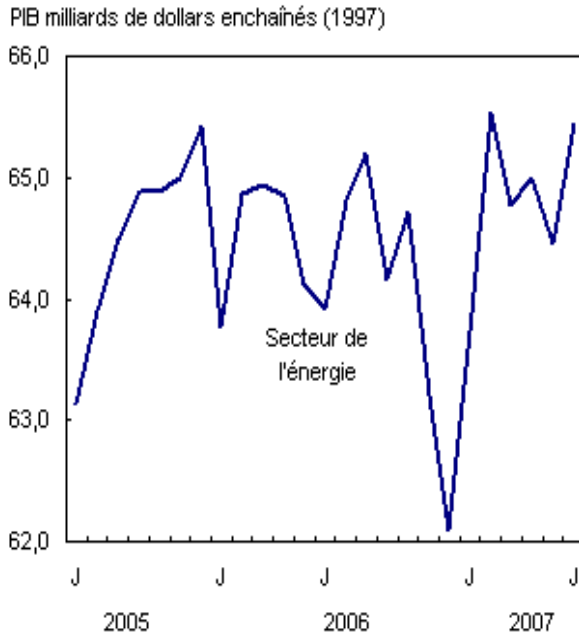
Le secteur de l'énergie a progressé de 1,5 % en juin, alors qu'il avait reculé en mai. L'extraction de gaz naturel a fait un bond marqué grâce notamment au raffermissement de la demande aux États-Unis et au retour à des niveaux plus usuels d'entreposage dans les deux pays. La demande intérieure est restée relativement stable au cours des derniers mois. La production de pétrole brut a quelque peu augmenté. Les activités d'exploration pétrolière et gazière se sont nettement intensifiées (+10 %) après trois mois de reculs importants, mais leur niveau est environ un tiers inférieur à celui de janvier. La production d'électricité a fléchi de 0,3 %.

La production du secteur minier, excluant le pétrole et le gaz naturel, a augmenté de 0,4 % en juin. Le repli de 2,7 % de la production des mines de minerais non métalliques divers (ce qui comprend les diamants) a été en partie annulé par la vigueur de la production de minerais métalliques (+0,8 %). Pour un deuxième mois consécutif, la relance soutenue qui a suivi la fin des conflits de travail dans les mines de minerais de fer plus tôt cette année a grandement contribué à la vigueur des mines de minerais métalliques.

#### Note aux lecteurs

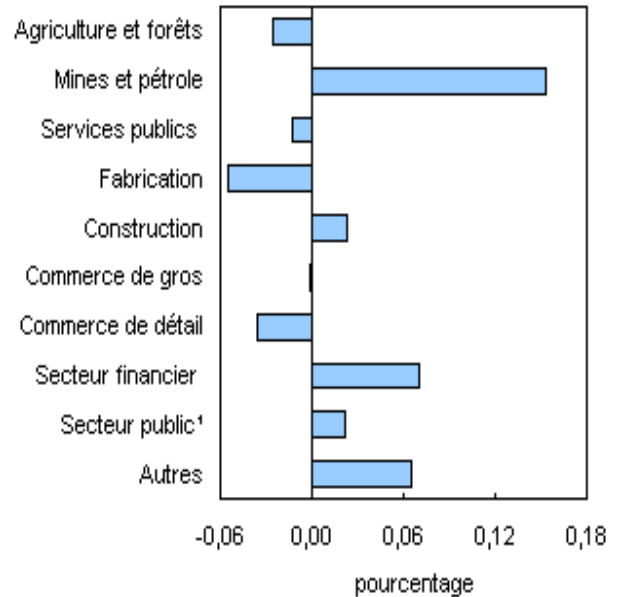
Les données mensuelles sur le produit intérieur brut (PIB) par industrie sont des estimations selon des indices de volume en chaîne dont l'année de référence est 1997. Cela signifie que les estimations pour chaque industrie et agrégat sont obtenues à partir d'un indice enchaîné de volume multiplié par la valeur ajoutée de l'industrie en 1997. Pour la période allant de 1997 à 2003, les estimations mensuelles sont ajustées en fonction des indices de volume Fisher enchaînés annuellement pour le PIB, obtenus à partir des tableaux d'entrées-sorties en prix constants. Pour la période commençant en janvier 2004, on établit les estimations en enchaînant un indice de volume Laspeyres à pondération fixe à la période précédente. La pondération fixe est constituée des prix de la production et des intrants de 2003. Cette opération rend les estimations mensuelles du PIB par industrie plus comparables aux données du PIB en termes de dépenses, enchaînées trimestriellement.

Les estimations mensuelles du PIB par industrie continueront d'utiliser une période de référence de 1997 jusqu'à la révision annuelle habituelle de ces données en octobre 2007.

**Graphique C.2****La production de gaz naturel rehausse le secteur de l'énergie****La construction prend de l'expansion**

Le secteur de la construction a progressé de 0,4 % en juin. La construction de bâtiments résidentiels (+0,4 %) et non résidentiels (+0,7 %) ainsi que les travaux de génie et de réparation (+0,3 %) ont tous affiché des hausses au cours du mois. La construction de maisons unifamiliales, qui a augmenté pour un deuxième mois consécutif après un déclin prolongé a fortement contribué à la progression de la construction résidentielle en juin. En revanche, la construction d'appartements a accusé une baisse. Le secteur non résidentiel a tiré profit de la robustesse de la construction commerciale et industrielle, tandis que la construction de bâtiments institutionnels a légèrement progressé.

Le marché de la revente de maisons a poursuivi son ascension en juin. En particulier, le nombre d'unités vendues au Québec a atteint un sommet inégalé, ce qui s'est traduit par une hausse de 0,5 % dans l'industrie des agents et des courtiers immobiliers.

**Graphique C.3****Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale**

1. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

**Recul du commerce de détail**

Le commerce de détail a reculé de 0,6 % en juin, après avoir connu un mois de mai robuste (+2,3 %). La vigueur des ventes des concessionnaires d'automobiles neuves s'est maintenue, mais sont revenues au niveau enregistré en avril. Les ventes des concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion et de plaisance étaient également à la baisse. Le recul des dépenses dans les magasins de meubles et de marchandises diverses (qui incluent les grands magasins) a contribué à cette faiblesse. Par ailleurs, les ventes des magasins de vêtements et d'accessoires de maison et des supermarchés ont progressé. Malgré cette baisse globale en juin, les activités des détaillants sont demeurées vigoureuses pour un troisième mois d'affilée.

**Fléchissement du commerce de gros**

Le commerce de gros a stagné en juin, à la suite d'un mois de mai vigoureux (+1,5 %). Les gains enregistrés par les vendeurs de voitures automobiles, d'ordinateurs et de machines et de fournitures ont été réduits par les baisses affichées par les vendeurs de machines de bureau et d'usage professionnel et de produits pharmaceutiques.

### La fabrication de véhicules automobiles diminue pour un troisième mois consécutif

Le secteur de la fabrication a reculé de 0,4 %. La réduction de 0,8 % de la production de biens durables a éclipsé la hausse de 0,3 % des biens non durables. Parmi les 21 grands groupes de ce secteur, 13 ont affiché des baisses, ces derniers représentant 61 % de la valeur ajoutée manufacturière totale.

Affichant une troisième baisse mensuelle consécutive, la production de véhicules automobiles (-5,3 %) et de pièces connexes (-1,1 %) a été la principale source de la faiblesse ce mois-ci. Les autres reculs notables ont été observés dans la fabrication de machinerie, de produits en métal et dans la première transformation des métaux. Par contre, les fabricants de produits et de pièces aérospatiaux ont affiché des gains (+1,7 %) tout comme les industries fabriquant des produits chimiques et du plastique.

La production industrielle (soit celle des mines, des services publics et des fabricants) a augmenté de 0,4 % en juin. Le fort rendement du secteur minier a épongé les baisses signalées par les fabricants et les services publics. À titre de comparaison, ces trois secteurs ont progressé aux États-Unis, ce qui a résulté en un gain de 0,6 % de l'ensemble en juin.

### Autres industries

Les activités du secteur de la finance et des assurances ont progressé de 0,4 %. Cette croissance a été stimulée par une hausse modeste des activités de prêts en juin. Les activités sur les marchés financiers ont toutefois été moins vigoureuses qu'en mai. Les jeux de hasard ont progressé de 11 % en juin, ce qui s'explique en grande partie par des tirages spéciaux soulignant l'anniversaire d'une loterie. Les industries liées au tourisme ont affiché des résultats mixtes : les services d'hébergement ont fléchi de 0,1 %, tandis que les services de restauration ont affiché des gains de 0,7 %.

### Deuxième trimestre de 2007

L'activité économique s'est accrue à un rythme un peu plus lent au deuxième trimestre de 2007 qu'au premier. Après être demeurée essentiellement inchangée en avril, la production a augmenté en mai et en juin.

L'activité a progressé à la fois dans les industries productrices de services (+0,9 %) et dans les industries productrices de biens (+0,3 %) au deuxième trimestre. La croissance s'est surtout produite dans le commerce de détail et de gros, les services publics, le secteur de la finance et des assurances ainsi que la construction. Le secteur de la fabrication a connu sa première hausse trimestrielle depuis le quatrième trimestre de 2005. Toutefois, ces gains ont été réduits par les baisses survenues dans l'exploration pétrolière et gazière, l'hébergement et les services de restauration, l'agriculture ainsi que la foresterie.

Le commerce de détail a fait un bond de 2,5 % au deuxième trimestre, en grande partie à cause du rebond des ventes de véhicules automobiles. Les concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion et de plaisance ainsi que de pièces, les stations-service, les magasins de marchandises diverses (qui incluent les grands magasins), les magasins d'appareils électroniques et ménagers ainsi que les supermarchés ont également contribué à la hausse. Les importations de plusieurs catégories de biens destinés à la consommation personnelle ont accéléré au cours du trimestre. À l'inverse, les magasins de matériaux de construction spécialisés et de jardinage ont enregistré des diminutions.

Le commerce de gros a légèrement progressé de 0,6 % au deuxième trimestre, en grande partie à cause de la vigueur des ventes des marchands d'aliments, d'articles ménagers et personnels, de machines et de fournitures ainsi que de machines de bureau et d'usage professionnel. Toutefois, l'activité a diminué chez les vendeurs de vêtements et de véhicules automobiles. Les grossistes de même que les fabricants ont bénéficié de la reprise de la demande de machines et de matériel.

Le secteur de la finance et des assurances a connu une hausse de 1,4 % en raison de la vigueur des activités bancaires et de courtage. Les courtiers en valeurs mobilières ont enregistré une augmentation de 4,9 % en raison du dynamisme des activités sur les marchés boursiers. Pour leur part, les agents et courtiers immobiliers ont affiché une forte hausse, grâce à la vigueur du secteur de la revente de maisons.

L'activité a augmenté de 0,4 % dans le secteur de l'énergie. Bien que l'extraction de pétrole et de gaz (+2,0 %) et les services publics (+3,1 %) aient réalisé des gains assez importants, l'exploration pétrolière et gazière a chuté (-29 %) au cours du trimestre. La faiblesse des prix du gaz naturel a forcé les sociétés d'exploration à réduire de façon importante leurs activités. De plus, la capacité de production actuelle des puits existants semble être suffisante pour répondre à la demande. En conséquence, le nombre de puits en exploitation a diminué.

Les activités de construction ont augmenté de 0,8 % au deuxième trimestre de 2007. Tous les types d'activités de construction ont progressé, la construction non résidentielle ayant dominé. La hausse survenue dans la construction résidentielle reflétait essentiellement l'augmentation des dépenses de rénovation, les travaux mis en place pour des logements neufs n'ayant pour ainsi dire pas changé par rapport au premier trimestre.



Les activités de fabrication ont progressé de 0,3 % au deuxième trimestre. Parmi les 21 grands groupes, 15 ont affiché des gains, ce qui représente 59 % de la valeur ajoutée manufacturière totale. Malgré une appréciation substantielle du dollar canadien relativement à sa contrepartie américaine, les exportations se sont également accrues, dépassant les gains du premier trimestre.

La production de biens non durables a augmenté de 1,0 %, tandis que celle de biens durables a diminué de 0,1 %. La fabrication d'aliments ainsi que de boissons et de tabac s'est accrue, ce qui contrastait avec les trimestres précédents. Les fabricants de produits métalliques, de machinerie ainsi que l'impression ont connu des hausses notables. La fabrication de véhicules automobiles a diminué de 5,9 %, les camions lourds ayant été les plus durement touchés. La fabrication de produits en papier et en bois a continué son déclin.

La production industrielle (soit celle des services publics, des mines et des fabricants) a légèrement augmenté de 0,4 %. Les services publics ont connu de forts gains, tandis que la fabrication a progressé légèrement. Les mines ont reculé par suite de la baisse de l'exploration pétrolière et gazière. Par comparaison, aux États-Unis, la production industrielle s'est accrue de 0,8 %, les fabricants et les mines ayant enregistré des gains et les services publics, des baisses.

L'industrie de l'hébergement a connu un deuxième trimestre lamentable et les services de restauration ont perdu du terrain. Toutefois, les transporteurs aériens ont réussi à afficher un gain (+0.3 %).

**Tableau C.1 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]**

	Novembre 2006	Décembre 2006	Janvier 2007	Février 2007	Mars 2007	Avril 2007	Mai 2007	Juin 2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
<b>Ensemble des industries</b>	<b>1 097 099</b> <i>0,3</i>	<b>1 101 665</b> <i>0,4</i>	<b>1 103 413</b> <i>0,2</i>	<b>1 108 273</b> <i>0,4</i>	<b>1 112 668</b> <i>0,4</i>	<b>1 112 550</b> <i>-0,0</i>	<b>1 116 167</b> <i>0,3</i>	<b>1 118 416</b> <i>0,2</i>
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>332 315</b> <i>0,1</i>	<b>332 599</b> <i>0,1</i>	<b>333 068</b> <i>0,1</i>	<b>336 111</b> <i>0,9</i>	<b>336 202</b> <i>0,0</i>	<b>336 183</b> <i>-0,0</i>	<b>335 766</b> <i>-0,1</i>	<b>336 661</b> <i>0,3</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 064 <i>1,2</i>	25 053 <i>-0,0</i>	25 204 <i>0,6</i>	25 147 <i>-0,2</i>	24 949 <i>-0,8</i>	24 793 <i>-0,6</i>	24 539 <i>-1,0</i>	24 231 <i>-1,3</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	39 450 <i>-2,0</i>	38 643 <i>-2,0</i>	39 557 <i>2,4</i>	40 710 <i>2,9</i>	40 186 <i>-1,3</i>	39 935 <i>-0,6</i>	39 501 <i>-1,1</i>	40 521 <i>2,6</i>
Services publics	27 017 <i>-2,2</i>	26 953 <i>-0,2</i>	27 574 <i>2,3</i>	28 318 <i>2,7</i>	28 110 <i>-0,7</i>	28 800 <i>2,5</i>	28 975 <i>0,6</i>	28 830 <i>-0,5</i>
Construction	69 642 <i>0,3</i>	70 324 <i>1,0</i>	70 609 <i>0,4</i>	70 511 <i>-0,1</i>	70 613 <i>0,1</i>	70 808 <i>0,3</i>	71 147 <i>0,5</i>	71 418 <i>0,4</i>
Fabrication	170 096 <i>1,1</i>	171 222 <i>0,7</i>	169 000 <i>-1,3</i>	169 641 <i>0,4</i>	170 985 <i>0,8</i>	170 610 <i>-0,2</i>	170 631 <i>0,0</i>	169 987 <i>-0,4</i>
<b>Industries productrices de services</b>	<b>766 502</b> <i>0,4</i>	<b>770 850</b> <i>0,6</i>	<b>772 136</b> <i>0,2</i>	<b>773 874</b> <i>0,2</i>	<b>778 254</b> <i>0,6</i>	<b>778 153</b> <i>-0,0</i>	<b>782 274</b> <i>0,5</i>	<b>783 619</b> <i>0,2</i>
Commerce de gros	70 087 <i>0,6</i>	71 264 <i>1,7</i>	71 169 <i>-0,1</i>	71 839 <i>0,9</i>	73 020 <i>1,6</i>	71 741 <i>-1,8</i>	72 846 <i>1,5</i>	72 825 <i>-0,0</i>
Commerce de détail	65 663 <i>-0,4</i>	66 988 <i>2,0</i>	66 920 <i>-0,1</i>	66 461 <i>-0,7</i>	67 589 <i>1,7</i>	67 795 <i>0,3</i>	69 352 <i>2,3</i>	68 937 <i>-0,6</i>
Transport et entreposage	53 033 <i>1,0</i>	53 200 <i>0,3</i>	53 227 <i>0,1</i>	53 399 <i>0,3</i>	53 490 <i>0,2</i>	53 557 <i>0,1</i>	53 563 <i>0,0</i>	53 386 <i>-0,3</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	44 897 <i>0,1</i>	44 831 <i>-0,1</i>	44 749 <i>-0,2</i>	45 083 <i>0,7</i>	45 298 <i>0,5</i>	45 298 <i>0,0</i>	45 098 <i>-0,4</i>	45 342 <i>0,5</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	225 930 <i>0,4</i>	226 869 <i>0,4</i>	228 018 <i>0,5</i>	228 942 <i>0,4</i>	230 029 <i>0,5</i>	230 860 <i>0,4</i>	231 705 <i>0,4</i>	232 533 <i>0,4</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	49 597 <i>0,5</i>	49 707 <i>0,2</i>	49 921 <i>0,4</i>	50 112 <i>0,4</i>	50 303 <i>0,4</i>	50 427 <i>0,2</i>	50 650 <i>0,4</i>	50 814 <i>0,3</i>
Services administratifs et gestion des déchets	26 036 <i>0,1</i>	26 144 <i>0,4</i>	26 214 <i>0,3</i>	26 346 <i>0,5</i>	26 422 <i>0,3</i>	26 446 <i>0,1</i>	26 513 <i>0,3</i>	26 565 <i>0,2</i>
Services d'enseignement	48 309 <i>0,1</i>	48 350 <i>0,1</i>	48 421 <i>0,1</i>	48 510 <i>0,2</i>	48 620 <i>0,2</i>	48 727 <i>0,2</i>	48 856 <i>0,3</i>	49 001 <i>0,3</i>
Soins de santé et assistance sociale	62 497 <i>0,6</i>	62 667 <i>0,3</i>	62 852 <i>0,3</i>	62 975 <i>0,2</i>	63 103 <i>0,2</i>	63 220 <i>0,2</i>	63 388 <i>0,3</i>	63 531 <i>0,2</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 513 <i>1,9</i>	9 603 <i>0,9</i>	9 346 <i>-2,7</i>	9 421 <i>0,8</i>	9 486 <i>0,7</i>	9 401 <i>-0,9</i>	9 522 <i>1,3</i>	9 787 <i>2,8</i>
Hébergement et services de restauration	24 678 <i>1,7</i>	24 910 <i>0,9</i>	24 796 <i>-0,5</i>	24 211 <i>-2,4</i>	24 292 <i>0,3</i>	23 954 <i>-1,4</i>	24 125 <i>0,7</i>	24 226 <i>0,4</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	27 142 <i>0,3</i>	27 172 <i>0,1</i>	27 239 <i>0,2</i>	27 308 <i>0,3</i>	27 362 <i>0,2</i>	27 384 <i>0,1</i>	27 435 <i>0,2</i>	27 507 <i>0,3</i>
Administrations publiques	61 185 <i>0,2</i>	61 306 <i>0,2</i>	61 427 <i>0,2</i>	61 526 <i>0,2</i>	61 634 <i>0,2</i>	61 635 <i>0,0</i>	61 578 <i>-0,1</i>	61 501 <i>-0,1</i>
<b>Autres agrégations</b>								
Production industrielle	239 160 <i>-0,1</i>	238 828 <i>-0,1</i>	238 897 <i>0,0</i>	242 001 <i>1,3</i>	242 168 <i>0,1</i>	242 108 <i>-0,0</i>	241 614 <i>-0,2</i>	242 507 <i>0,4</i>
Fabrication de biens non durables	68 400 <i>0,1</i>	67 899 <i>-0,7</i>	67 873 <i>-0,0</i>	67 489 <i>-0,6</i>	67 856 <i>0,5</i>	67 962 <i>0,2</i>	68 501 <i>0,8</i>	68 688 <i>0,3</i>
Fabrication de biens durables	101 568 <i>1,8</i>	103 219 <i>1,6</i>	101 003 <i>-2,1</i>	102 044 <i>1,0</i>	103 024 <i>1,0</i>	102 537 <i>-0,5</i>	102 006 <i>-0,5</i>	101 165 <i>-0,8</i>
Secteur des entreprises	932 137 <i>0,3</i>	936 493 <i>0,5</i>	937 928 <i>0,2</i>	942 510 <i>0,5</i>	946 568 <i>0,4</i>	946 266 <i>-0,0</i>	949 685 <i>0,4</i>	951 713 <i>0,2</i>
Secteur non commercial	165 366 <i>0,3</i>	165 604 <i>0,1</i>	165 915 <i>0,2</i>	166 219 <i>0,2</i>	166 578 <i>0,2</i>	166 750 <i>0,1</i>	166 969 <i>0,1</i>	167 196 <i>0,1</i>
Secteur des TIC, total	65 860 <i>-0,1</i>	66 087 <i>0,3</i>	66 013 <i>-0,1</i>	66 800 <i>1,2</i>	67 215 <i>0,6</i>	67 488 <i>0,4</i>	67 308 <i>-0,3</i>	67 805 <i>0,7</i>
Secteur de l'énergie	63 201 <i>-2,3</i>	62 094 <i>-1,8</i>	63 727 <i>2,6</i>	65 541 <i>2,8</i>	64 775 <i>-1,2</i>	64 994 <i>0,3</i>	64 456 <i>-0,8</i>	65 433 <i>1,5</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Tableau C.2 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>336 461</b>	<b>334 306</b>	<b>333 961</b>	<b>332 332</b>	<b>335 127</b>	<b>336 203</b>	<b>331 595</b>	<b>334 265</b>
	0,1	-0,6	-0,1	-0,5	0,8	0,3	2,0	0,8
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 386	25 259	24 694	24 962	25 100	24 521	25 488	25 075
	0,4	-0,5	-2,2	1,1	0,6	-2,3	3,5	-1,6
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	39 646	39 388	39 966	39 448	40 151	39 986	38 865	39 612
	-0,8	-0,6	1,5	-1,3	1,8	-0,4	0,2	1,9
Services publics	27 545	27 669	27 612	27 199	28 001	28 868	27 948	27 506
	-1,0	0,5	-0,2	-1,5	2,9	3,1	4,3	-1,6
Construction	67 248	67 995	68 694	69 790	70 578	71 124	63 689	68 432
	2,6	1,1	1,0	1,6	1,1	0,8	5,7	7,4
Fabrication	175 853	173 170	171 664	169 868	169 875	170 409	174 987	172 639
	-0,3	-1,5	-0,9	-1,0	0,0	0,3	0,7	-1,3
<b>Industries productrices de services</b>	<b>749 690</b>	<b>756 852</b>	<b>761 889</b>	<b>766 930</b>	<b>774 755</b>	<b>781 349</b>	<b>732 506</b>	<b>758 840</b>
	1,2	1,0	0,7	0,7	1,0	0,9	3,2	3,6
Commerce de gros	69 501	70 592	71 192	70 349	72 009	72 471	65 997	70 408
	2,3	1,6	0,9	-1,2	2,4	0,6	6,9	6,7
Commerce de détail	64 164	65 425	65 992	66 187	66 990	68 695	62 219	65 442
	2,3	2,0	0,9	0,3	1,2	2,5	4,7	5,2
Transport et entreposage	52 460	52 791	52 893	52 910	53 372	53 502	51 241	52 764
	0,7	0,6	0,2	0,0	0,9	0,2	3,5	3,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 825	44 144	44 583	44 855	45 043	45 246	43 383	44 352
	0,4	0,7	1,0	0,6	0,4	0,4	3,8	2,2
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	218 613	220 840	223 318	225 958	228 996	231 699	213 985	222 182
	1,1	1,0	1,1	1,2	1,3	1,2	3,7	3,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	48 401	48 668	49 040	49 557	50 112	50 630	47 535	48 917
	0,9	0,6	0,8	1,1	1,1	1,0	2,8	2,9
Services administratifs et gestion des déchets	25 103	25 581	25 852	26 062	26 327	26 508	24 183	25 649
	1,7	1,9	1,1	0,8	1,0	0,7	3,9	6,1
Services d'enseignement	47 734	47 815	47 978	48 301	48 517	48 861	47 073	47 957
	0,9	0,2	0,3	0,7	0,4	0,7	1,6	1,9
Soins de santé et assistance sociale	61 540	61 828	61 987	62 439	62 977	63 380	60 704	61 948
	0,5	0,5	0,3	0,7	0,9	0,6	1,4	2,0
Arts, spectacles et loisirs	9 124	9 296	9 161	9 484	9 418	9 570	8 996	9 266
	-1,1	1,9	-1,4	3,5	-0,7	1,6	0,4	3,0
Hébergement et services de restauration	23 966	23 917	24 043	24 615	24 433	24 102	23 221	24 135
	2,8	-0,2	0,5	2,4	-0,7	-1,4	1,0	3,9
Autres services, sauf les administrations publiques	26 592	26 775	26 946	27 124	27 303	27 442	26 225	26 859
	0,9	0,7	0,6	0,7	0,7	0,5	2,0	2,4
Administrations publiques	60 642	61 259	61 126	61 191	61 529	61 571	59 462	61 055
	0,9	1,0	-0,2	0,1	0,6	0,1	1,3	2,7
<b>Autres agrégations</b>								
Production industrielle	245 094	242 426	241 942	239 131	241 022	242 076	243 485	242 148
	-0,5	-1,1	-0,2	-1,2	0,8	0,4	1,0	-0,5
Fabrication de biens non durables	70 451	69 339	68 814	68 208	67 739	68 384	71 317	69 203
	-1,0	-1,6	-0,8	-0,9	-0,7	1,0	-1,2	-3,0
Fabrication de biens durables	105 277	103 709	102 727	101 536	102 024	101 903	103 516	103 312
	0,2	-1,5	-0,9	-1,2	0,5	-0,1	2,1	-0,2
Secteur des entreprises	921 761	925 654	930 175	932 669	942 335	949 221	902 519	927 565
	0,8	0,4	0,5	0,3	1,0	0,7	3,1	2,8
Secteur non commercial	163 512	164 418	164 522	165 282	166 237	166 972	160 794	164 433
	0,8	0,6	0,1	0,5	0,6	0,4	1,5	2,3
Secteur des TIC, total	64 023	64 712	65 393	65 948	66 676	67 534	62 359	65 019
	1,2	1,1	1,1	0,8	1,1	1,3	5,2	4,3
Secteur de l'énergie	64 519	64 294	64 721	63 337	64 681	64 961	63 767	64 218
	-0,9	-0,3	0,7	-2,1	2,1	0,4	1,5	0,7

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

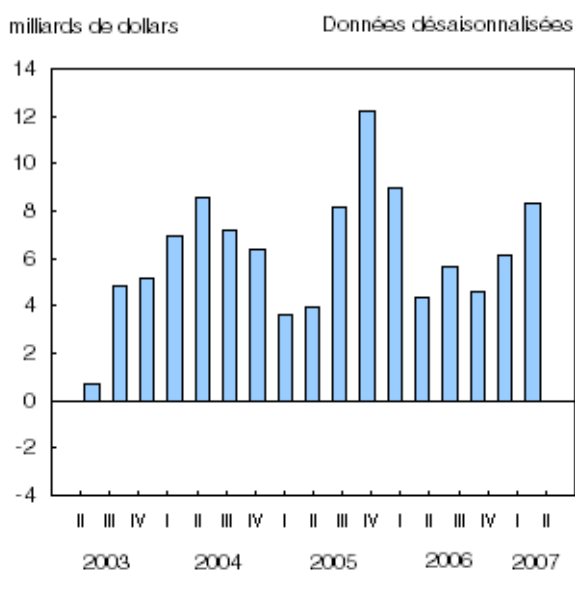
## Section D Balance des paiements internationaux

Deuxième trimestre de 2007

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a augmenté de 2,2 milliards de dollars et atteint 8,4 milliards de dollars au deuxième trimestre. La majorité de l'accroissement est venu de la troisième amélioration consécutive de l'excédent du commerce des biens à la faveur d'un léger repli des importations au deuxième trimestre.

### Graphique D.1

Plus élevé surplus du compte courant depuis le premier trimestre de 2006



Dans le compte capital et financier (non désaisonné), la croissance de l'actif international du Canada a distancé nettement celle du passif international. Les investissements de portefeuille canadiens en titres étrangers sont demeurés le déterminant principal de l'augmentation de l'actif international.

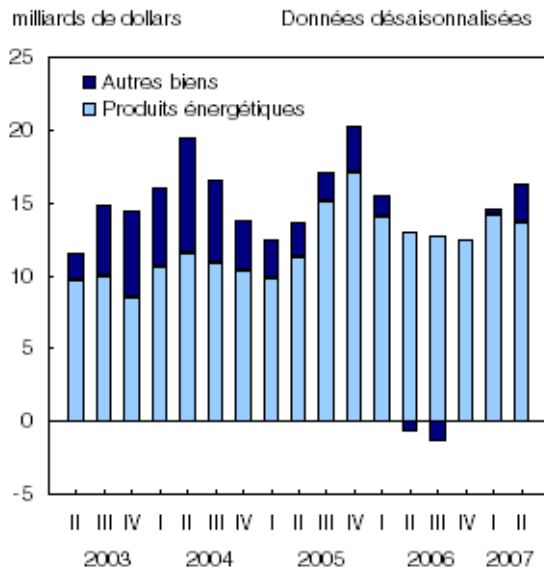
### Compte courant

#### Nouvelle augmentation de l'excédent au chapitre des biens

L'excédent au chapitre des biens a connu un troisième trimestre consécutif de progression et a atteint son plus haut niveau depuis le quatrième trimestre de 2005. L'augmentation de 1,6 milliard de dollars a porté l'excédent à 16,3 milliards de dollars au deuxième trimestre, suite à une baisse de 2,0 milliards de dollars des importations.

### Graphique D.2

Le surplus des biens à la hausse à cause de la baisse des prix des biens importés



#### Note aux lecteurs

La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions, telles que les exportations et les revenus d'intérêt, correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlent des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (l'actif du Canada), soit à des étrangers (le passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. Par conséquent, la **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

Après avoir établi un record au premier trimestre, les importations se sont contractées de 2,0 milliards de dollars, ce qui les a ramenées à 102,8 milliards de dollars au deuxième trimestre. Les importations de machines et de matériel, de produits automobiles et de biens de consommation se sont toutes repliées, essentiellement à cause de baisses de prix. Les produits énergétiques ont fait exception, leurs importations ayant crû de 1,1 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent.

Une part de 1,0 milliard de dollars du recul de 1,3 milliard de dollars des importations de produits automobiles était attribuable aux pièces de véhicules automobiles, qui sont habituellement étroitement liées aux exportations de voitures.

Les exportations de matières industrielles ont monté de 1,4 milliard de dollars, pour un septième record consécutif, à 27,4 milliards de dollars. Des replis des exportations d'autres biens ont fait contrepoids à cette progression, si bien que les exportations totales sont restées pour ainsi dire au même niveau qu'au premier trimestre.

Encore une fois, l'augmentation des exportations de matières industrielles a été surtout le fait de hausses de prix. La plupart de l'accroissement est venu des produits chimiques inorganiques, qui incluent l'uranium, et des composantes de nickel et de cuivre dont les prix ont augmenté, en moyenne, de près de 30 % au deuxième trimestre.

La valeur des produits énergétiques exportés a connu une hausse de 0,6 milliard de dollars, qui s'explique par l'augmentation du volume et des prix des produits énergétiques dérivés du pétrole et du charbon. Cependant, les exportations de pétrole brut cependant ont chuté d'un demi milliard de dollars au deuxième trimestre.

Ces hausses ont été contrebalancées par des diminutions des exportations de produits automobiles et de machines et de matériel. Les exportations de voitures, de camions et de leurs pièces ont été de 19,4 milliards de dollars, soit un repli de 1,5 milliard de dollars. Les exportations de produits automobiles ont accusé une faiblesse persistante ces derniers temps. De fait, c'est au cours des cinq derniers trimestres qu'ont été observés les cinq plus bas niveaux depuis la fin de 1998.

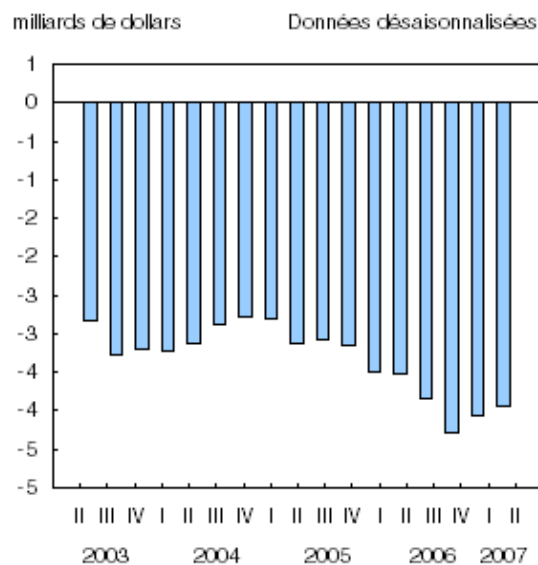
Les exportations de produits forestiers ont poursuivi leur tendance à la baisse. Depuis trois ans, les exportations de produits forestiers ont fléchi de plus de 25 %. Un marché résidentiel à la baisse aux États-Unis et un dollar canadien fort ont eu comme conséquence une baisse des volumes exportés aussi bien qu'une baisse des prix pour les producteurs canadiens.

### Légère amélioration du déficit des services

Pour un deuxième trimestre consécutif, le déficit des services a connu un léger recul, mais est demeuré près du niveau record.

#### Graphique D.3

#### Le déficit des services diminue mais demeure élevé



Pour un deuxième trimestre consécutif, le déficit au chapitre des voyages a reculé de 0,1 milliard de dollars. Un plus grand nombre de voyageurs des États-Unis sont venus au Canada, tant pour des voyages d'un jour que pour des voyages de plus longue durée, au deuxième trimestre, ce qui a provoqué une augmentation de 4 % des dépenses des visiteurs américains.

Les dépenses de voyage des Canadiens aux États-Unis ont reculé de 3 % au deuxième trimestre, malgré une augmentation du nombre de Canadiens voyageant au sud de la frontière. L'accroissement du nombre de voyageurs aux États-Unis était essentiellement attribuable aux voyages d'un jour. Bien que, en règle générale, ces voyageurs représentent 60 % de l'ensemble des Canadiens voyageant aux États-Unis, leurs dépenses ne représentent qu'environ 10 % de l'ensemble des dépenses de voyage des Canadiens dans ce pays.

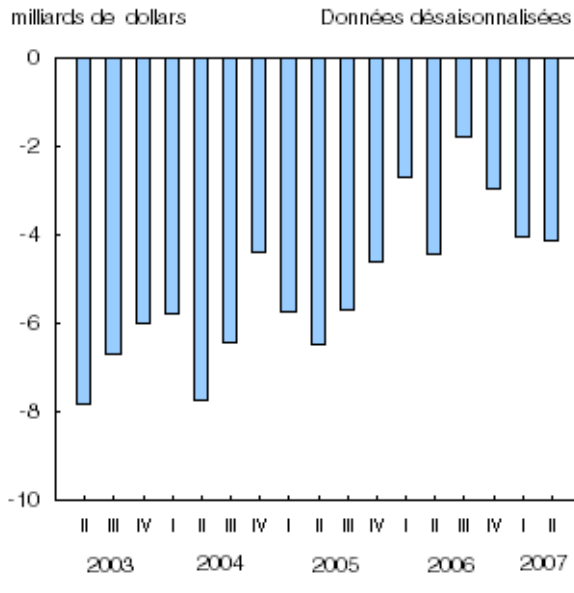
Le déficit des transports s'est aussi contracté de 0,1 milliard de dollars, en raison surtout des frais de transport des voyageurs. En même temps, le déficit des services commerciaux a subi une légère hausse, demeurant toujours à son plus haut niveau depuis le quatrième trimestre de 2004. L'augmentation du déficit des services financiers a été partiellement épongée par une baisse du déficit des opérations de redevances et droits de licence.

### Le déficit du revenu de placements demeure stable

Comme les recettes et les paiements ont à peine bougé au deuxième trimestre, le déficit au chapitre du revenu de placements s'est fixé à 4,1 milliards de dollars.

**Graphique D.4**

**Peu de changements au déficit des revenus de placements**



Les bénéfices réalisés par les investisseurs directs étrangers au Canada ont crû de 0,4 milliard de dollars et atteint 8,5 milliards de dollars, se situant à quelques millions à peine du record du troisième trimestre de 2005. Cela a été compensé par une légère baisse des paiements d'intérêts, en particulier sur les obligations des sociétés et des entreprises provinciales, deux secteurs comptant sur une part importante des émissions d'obligations en dollars américains.

Les bénéfices provenant des placements directs canadiens à l'étranger ont accusé un léger repli de 0,1 milliard de dollars, tombant ainsi à 7,5 milliards de dollars, ce qui reste néanmoins élevé par comparaison avec les niveaux passés.

Les revenus d'intérêts sur les obligations étrangères ont poursuivi leur croissance, avançant d'encore 0,1 milliard de dollars au deuxième trimestre. Les Canadiens ont fait des acquisitions importantes d'obligations étrangères ces dernières années.

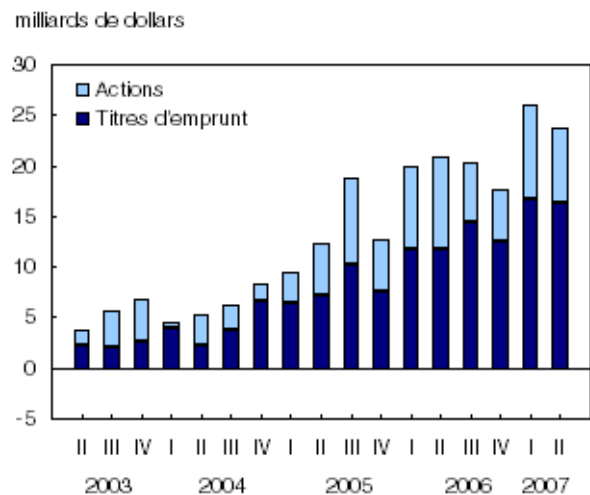
### Compte financier

#### Les investissements canadiens en titres étrangers maintiennent leur vigueur

Après un sommet de 26,0 milliards de dollars atteint au trimestre précédent, les investissements en titres étrangers ont maintenu leur rythme effréné au deuxième trimestre. Suivant une tendance bien établie, les acquisitions de 23,8 milliards de dollars ont porté principalement sur des obligations étrangères, et la majeure partie du reste sur des actions étrangères.

**Graphique D.5**

**Les Canadiens ajoutent encore des obligations étrangères à leurs portefeuilles<sup>1</sup>**



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les investissements en obligations étrangères sont demeurés soutenus au deuxième trimestre, les investisseurs canadiens en ayant acquis pour 16,0 milliards de dollars, talonnant de près le sommet de 16,5 milliards de dollars établi au premier trimestre. Environ 10 milliards de dollars des investissements en obligations étrangères étaient des obligations libellées en dollars canadiens (obligations feuille d'érable), ce qui porte le total pour l'année à 22,8 milliards de dollars.

Les Canadiens ont acheté pour 7,5 milliards de dollars d'actions étrangères au deuxième trimestre, après en avoir acheté pour 9,3 milliards de dollars au premier trimestre. Près des deux tiers (4,9 milliards de dollars) sont allés en actions non américaines, ce qui constitue le plus important investissement trimestriel en actions non américaines depuis le deuxième trimestre de 2001.

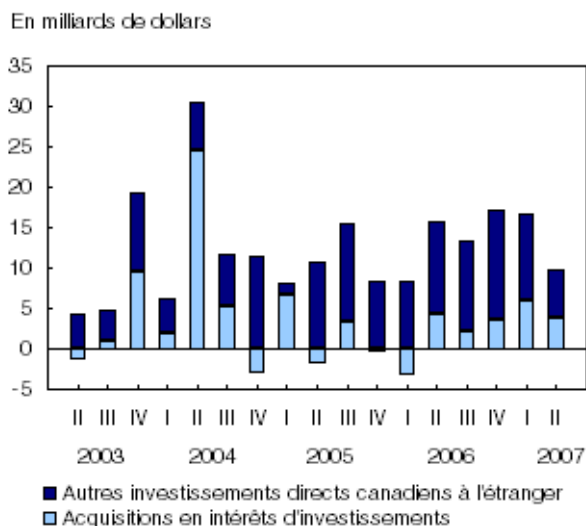
Les investissements en instruments du marché monétaire étranger ont été de 239 millions de dollars pour le trimestre et ont porté surtout sur les émissions de sociétés américaines. Cependant, un important désinvestissement en bons du Trésor des États-Unis a fait largement contrepois à ces acquisitions. Au cours du trimestre, l'écart de taux d'intérêt sur les bons du Trésor canadien et américain a continué de se contracter en faveur du Canada.

### Les investissements directs à l'étranger tombent à leur plus bas niveau en cinq trimestres

Les investissements directs à l'étranger se sont élevés à 9,8 milliards de dollars au deuxième trimestre, soit un net ralentissement après quatre solides trimestres au cours desquels l'investissement moyen s'est élevé à 15,7 milliards de dollars.

#### Graphique D.6

Les investissements directs à l'étranger se poursuivent, mais à un rythme plus modéré<sup>1</sup>



1. Signes renversés de la balance des paiements.

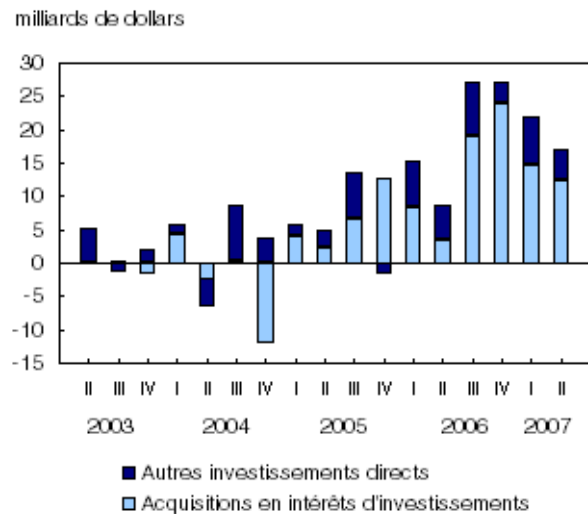
L'investissement de ce trimestre s'explique dans une large mesure par l'injection de nouveaux capitaux dans des sociétés affiliées étrangères existantes, surtout sous forme de bénéfices réinvestis. Les investissements directs à l'étranger ont été dirigés presque entièrement vers le secteur des finances et assurances (9,4 milliards de dollars) et ont ciblé l'économie américaine en majeure partie (52 %).

### Les acquisitions gonflent les investissements directs étrangers au Canada

Les investisseurs étrangers directs ont injecté un montant additionnel de 17,1 milliards de dollars dans l'économie canadienne au deuxième trimestre, ce qui porte le total des investissements jusqu'ici cette année à 39,2 milliards de dollars. C'est le deuxième investissement en importance jamais réalisé pour les six premiers mois d'une année.

#### Graphique D.7

Les acquisitions étrangères dans l'économie canadienne demeurent soutenues



Les injections de capitaux étrangers au deuxième trimestre s'expliquent essentiellement par les acquisitions (12,4 milliards de dollars). Au cours des quatre derniers trimestres, les acquisitions étrangères dans l'économie canadienne ont représenté 70,1 milliards de dollars et les trois quarts de tous les fonds injectés par les investisseurs étrangers directs au cours de cette période.

Les investisseurs européens ont dominé au deuxième trimestre, avec des investissements totaux de 9,4 milliards de dollars; ils étaient suivis des investisseurs américains (4,9 milliards de dollars). Le secteur de l'énergie et des minerais métalliques est demeuré un secteur de prédilection pour les investisseurs étrangers directs, ceux-ci y investissant pour un dixième trimestre consécutif (9,2 milliards de dollars).

### Les investisseurs étrangers vendent une partie de leurs avoirs en titres canadiens

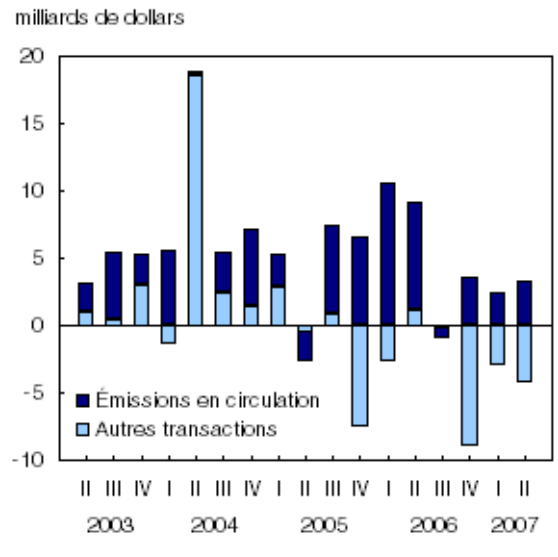
Les investisseurs étrangers ont vendu pour 4,8 milliards de dollars de leurs avoirs en titres canadiens au deuxième trimestre, soit leur premier désinvestissement en deux ans. Le désinvestissement du trimestre a touché presque uniquement les obligations canadiennes, les avoirs en actions canadiennes n'ayant fait l'objet que d'une légère réduction. Cette réduction a été partiellement époncée par les investissements des non-résidents en instruments du marché monétaire canadien.

Les non-résidents ont retiré pour 4,9 milliards de dollars d'obligations canadiennes de leur portefeuille de placements, en raison des 6,0 milliards de dollars qu'ils ont cédés en émissions en circulation d'administrations publiques, essentiellement des émissions du gouvernement fédéral. Il s'agit du plus fort désinvestissement étranger en obligations canadiennes en près de quatre ans et d'un renversement de la tendance aux placements étrangers soutenus dans ces instruments depuis le troisième trimestre de 2006.

Les avoirs des non-résidents en actions canadiennes ont diminué de 899 millions de dollars au deuxième trimestre. Les investissements étrangers en actions en circulation (3,3 milliards de dollars) ont été nettement dépassés par les remboursements nets (4,2 milliards de dollars), principalement en raison de l'activité liée aux prises de contrôle étrangères. Au cours des trois derniers trimestres, cette activité a fait fondre de 16,0 milliards de dollars les avoirs de portefeuille étrangers, malgré des placements en actions en circulation qui ont atteint 9,3 milliards de dollars. L'indice Standard and Poor's/ Bourse de Toronto a progressé de 5,6 % de mars 2007 à juin 2007.

Graphique D.8

### Les prises de contrôle étrangères enravent l'investissement dans les actions en circulation



Les non-résidents ont acheté pour 1,0 milliard de dollars d'instruments du marché monétaire canadien au deuxième trimestre. Ils ont concentré leurs placements dans des effets de sociétés canadiennes, en ayant acquis pour 961 millions de dollars.

### Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves

La catégorie des autres investissements du compte financier, qui est formé des prêts, dépôts et réserves internationales, a enregistré une rentrée nette de capitaux de l'ordre de 9,4 milliards de dollars au deuxième trimestre comparativement à une rentrée nette de 2,5 milliards de dollars au premier trimestre. Ceci était principalement le fruit d'importantes rentrées de capitaux au chapitre des dépôts internationaux pour un deuxième trimestre consécutif, qui ont plus qu'effacé l'augmentation des actifs canadiens. Le dollar canadien a fait des gains substantiels au cours du trimestre auprès de toutes les autres grandes devises, clôturant le trimestre à 93,9 cents américains, en hausse de plus de 7 cents américains.



Tableau D.1 Balance des paiements

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Non désaisonnalisées, millions de dollars								
<b>Compte courant</b>								
<b>Recettes</b>								
Biens et services	128 452	132 405	131 426	130 643	134 856	138 815	518 762	522 926
Biens	113 132	115 548	111 946	115 070	119 120	121 799	451 783	455 696
Services	15 320	16 857	19 480	15 573	15 736	17 016	66 979	67 230
Revenus de placements	13 309	14 748	16 492	17 050	15 519	16 587	48 213	61 599
Investissements directs	6 791	7 609	8 677	9 523	7 523	8 026	26 017	32 600
Investissements de portefeuille	3 721	4 202	4 262	4 682	5 215	5 420	12 380	16 867
Autres investissements	2 797	2 937	3 554	2 844	2 781	3 140	9 816	12 131
Transferts courants	3 037	2 021	1 920	2 704	2 871	2 140	8 176	9 682
Recettes du compte courant	144 799	149 174	149 838	150 397	153 245	157 542	575 151	594 207
<b>Paiements</b>								
Biens et services	117 698	125 310	121 328	122 453	126 159	128 053	467 423	486 789
Biens	96 989	104 860	100 300	102 246	104 382	107 063	388 282	404 395
Services	20 709	20 450	21 028	20 207	21 776	20 990	79 141	82 394
Revenus de placements	17 444	18 108	18 006	19 888	21 122	20 108	70 735	73 446
Investissements directs	6 766	8 145	7 608	8 573	8 986	9 137	34 212	31 091
Investissements de portefeuille	6 580	6 602	6 783	7 129	7 049	6 940	27 897	27 094
Autres investissements	4 097	3 361	3 616	4 186	5 087	4 031	8 625	15 260
Transferts courants	3 664	1 781	2 090	2 859	3 541	1 875	9 051	10 394
Paiements du compte courant	138 806	145 199	141 423	145 200	150 822	150 036	547 208	570 629
<b>Soldes</b>								
Biens et services	10 754	7 095	10 099	8 190	8 697	10 762	51 340	36 137
Biens	16 144	10 688	11 646	12 824	14 737	14 736	63 501	51 302
Services	-5 389	-3 593	-1 548	-4 635	-6 040	-3 974	-12 162	-15 165
Revenus de placements	-4 135	-3 359	-1 514	-2 839	-5 603	-3 522	-22 522	-11 847
Investissements directs	25	-535	1 069	951	-1 463	-1 111	-8 195	1 509
Investissements de portefeuille	-2 859	-2 400	-2 521	-2 447	-1 834	-1 519	-15 518	-10 227
Autres investissements	-1 301	-424	-62	-1 342	-2 306	-891	1 191	-3 129
Transferts courants	-627	239	-170	-154	-671	265	-875	-712
<b>Solde du compte courant</b>	<b>5 992</b>	<b>3 975</b>	<b>8 415</b>	<b>5 197</b>	<b>2 424</b>	<b>7 506</b>	<b>27 943</b>	<b>23 578</b>
<b>Compte capital et financier<sup>[1]</sup></b>								
<b>Compte capital</b>	<b>1 181</b>	<b>1 076</b>	<b>993</b>	<b>951</b>	<b>1 247</b>	<b>1 165</b>	<b>5 940</b>	<b>4 201</b>
<b>Compte financier</b>	<b>-8 222</b>	<b>-5 769</b>	<b>-7 587</b>	<b>-1 164</b>	<b>-11 434</b>	<b>-11 705</b>	<b>-38 287</b>	<b>-22 741</b>
<b>Actif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-5 244	-15 787	-13 245	-17 046	-16 618	-9 780	-40 645	-51 322
Investissements de portefeuille	-19 876	-20 808	-20 372	-17 637	-26 015	-23 756	-53 279	-78 693
Obligations étrangères	-10 613	-12 689	-9 533	-10 767	-16 450	-16 016	-29 238	-43 602
Actions étrangères	-8 202	-9 055	-5 892	-5 142	-9 333	-7 502	-21 951	-28 291
Effets du marché monétaire étranger	-1 061	936	-4 946	-1 728	-232	-239	-2 089	-6 800
Autres investissements	-21 245	-20 938	-12 939	19 796	-21 215	-14 921	-22 157	-35 325
Prêts	-1 936	-4 317	-6 377	429	-4 524	4 300	8 217	-12 201
Dépôts	-13 273	-16 742	-4 069	25 901	-6 126	-9 068	-15 817	-8 183
Réserves internationales	-3 637	909	52	1 662	-4 722	-366	-1 653	-1 013
Autres actifs	-2 399	-788	-2 545	-8 195	-5 843	-9 787	-12 903	-13 927
Total de l'actif du Canada, flux nets	-46 365	-57 533	-46 555	-14 887	-63 848	-48 457	-116 081	-165 339
<b>Passif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	15 263	8 784	27 223	27 047	22 050	17 145	35 046	78 317
Investissements de portefeuille	10 200	12 849	4 166	5 328	6 673	-4 751	9 577	32 544
Obligations canadiennes	166	-843	6 351	12 341	7 906	-4 858	-78	18 015
Actions canadiennes	8 022	9 091	-1 034	-5 264	-532	-899	9 133	10 814
Effets du marché monétaire canadien	2 013	4 602	-1 151	-1 749	-702	1 006	522	3 715
Autres investissements	12 679	30 131	7 579	-18 653	23 690	24 358	33 171	31 737
Emprunts	884	3 226	7 048	716	1 177	1 975	3 496	11 873
Dépôts	11 052	27 046	657	-18 032	21 844	22 329	28 951	20 724
Autres passifs	743	-141	-126	-1 337	669	54	723	-860
Total du passif du Canada, flux nets	38 143	51 764	38 968	13 723	52 414	36 752	77 793	142 598
<b>Total du compte capital et financier, flux nets</b>	<b>-7 040</b>	<b>-4 694</b>	<b>-6 593</b>	<b>-213</b>	<b>-10 187</b>	<b>-10 541</b>	<b>-32 347</b>	<b>-18 540</b>
Divergence statistique	1 048	719	-1 821	-4 984	7 764	3 035	4 404	-5 038

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Tableau D.2 Compte courant

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
<b>Recettes</b>								
Biens et services	130 215	129 186	131 187	132 338	136 433	136 066	518 762	522 926
Biens	113 615	112 282	114 294	115 506	119 365	119 029	451 783	455 696
Services	16 600	16 904	16 893	16 832	17 068	17 037	66 979	67 230
Voyages	4 083	4 213	4 178	4 124	4 106	4 191	16 674	16 598
Transports	3 005	2 965	3 049	3 111	3 240	3 241	11 750	12 129
Services commerciaux	9 054	9 290	9 224	9 140	9 257	9 143	36 888	36 708
Services gouvernementaux	458	436	443	457	465	462	1 666	1 795
Revenus de placements	13 892	14 323	16 498	16 885	16 060	15 995	48 213	61 599
Investissements directs	7 328	7 407	8 716	9 150	7 942	7 738	26 017	32 600
Intérêts	272	398	434	276	379	272	1 045	1 380
Bénéfices	7 056	7 009	8 282	8 874	7 562	7 467	24 971	31 220
Investissements de portefeuille	3 702	4 129	4 295	4 741	5 239	5 271	12 380	16 867
Intérêts	1 288	1 480	1 582	1 838	2 033	2 163	3 652	6 189
Dividendes	2 414	2 649	2 712	2 903	3 206	3 108	8 728	10 679
Autres investissements	2 862	2 787	3 488	2 995	2 880	2 985	9 816	12 131
Transferts courants	2 627	2 282	2 252	2 521	2 437	2 419	8 176	9 682
Privé	740	644	673	623	664	653	2 697	2 680
Officiel	1 887	1 638	1 579	1 897	1 773	1 766	5 479	7 002
<b>Total des recettes</b>	<b>146 734</b>	<b>145 791</b>	<b>149 938</b>	<b>151 744</b>	<b>154 929</b>	<b>154 480</b>	<b>575 151</b>	<b>594 207</b>
<b>Paiements</b>								
Biens et services	118 229	120 562	123 701	124 297	125 889	123 739	467 423	486 789
Biens	98 123	100 128	102 968	103 175	104 757	102 774	388 282	404 395
Services	20 106	20 434	20 732	21 122	21 133	20 966	79 141	82 394
Voyages	5 670	5 685	5 874	6 081	5 964	5 918	22 059	23 311
Transports	4 591	4 721	4 823	5 058	5 035	4 943	17 566	19 194
Services commerciaux	9 586	9 773	9 779	9 726	9 884	9 849	38 503	38 865
Services gouvernementaux	259	255	255	256	250	255	1 013	1 024
Revenus de placements	16 578	18 760	18 259	19 848	20 101	20 123	70 735	73 446
Investissements directs	6 384	8 584	7 555	8 569	8 456	8 900	34 212	31 091
Intérêts	366	365	365	370	356	360	1 501	1 465
Bénéfices	6 018	8 219	7 190	8 199	8 100	8 541	32 711	29 626
Investissements de portefeuille	6 539	6 584	6 797	7 175	7 004	6 928	27 897	27 094
Intérêts	5 433	5 448	5 624	5 819	5 883	5 734	23 369	22 324
Dividendes	1 106	1 136	1 173	1 355	1 120	1 195	4 528	4 770
Autres investissements	3 655	3 592	3 908	4 105	4 642	4 294	8 625	15 260
Transferts courants	2 965	2 139	2 313	2 977	2 826	2 256	9 051	10 394
Privé	2 038	1 330	1 417	2 129	1 915	1 409	5 172	6 913
Officiel	927	809	896	849	911	847	3 879	3 481
<b>Total des paiements</b>	<b>137 772</b>	<b>141 462</b>	<b>144 273</b>	<b>147 123</b>	<b>148 817</b>	<b>146 118</b>	<b>547 208</b>	<b>570 629</b>
<b>Soldes</b>								
Biens et services	11 986	8 624	7 487	8 041	10 544	12 327	51 340	36 137
Biens	15 492	12 154	11 325	12 331	14 609	16 256	63 501	51 302
Services	-3 506	-3 530	-3 839	-4 290	-4 065	-3 928	-12 162	-15 165
Voyages	-1 588	-1 472	-1 696	-1 957	-1 859	-1 727	-5 385	-6 713
Transports	-1 586	-1 757	-1 775	-1 948	-1 795	-1 702	-5 815	-7 065
Services commerciaux	-532	-482	-556	-587	-627	-706	-1 615	-2 157
Services gouvernementaux	199	181	188	202	215	207	653	770
Revenus de placements	-2 686	-4 437	-1 761	-2 963	-4 041	-4 128	-22 522	-11 847
Investissements directs	944	-1 176	1 161	581	-514	-1 162	-8 195	1 509
Intérêts	-94	34	69	-94	24	-88	-455	-85
Bénéfices	1 038	-1 210	1 092	674	-538	-1 074	-7 740	1 594
Investissements de portefeuille	-2 836	-2 455	-2 502	-2 434	-1 765	-1 657	-15 518	-10 227
Intérêts	-4 144	-3 968	-4 042	-3 982	-3 851	-3 571	-19 718	-16 135
Dividendes	1 308	1 513	1 540	1 548	2 086	1 913	4 200	5 908
Autres investissements	-793	-806	-420	-1 110	-1 762	-1 309	1 191	-3 129
Transferts courants	-337	143	-61	-457	-390	163	-875	-712
Privé	-1 297	-686	-744	-1 505	-1 251	-756	-2 475	-4 233
Officiel	960	829	683	1 049	861	919	1 600	3 521
<b>Compte courant</b>	<b>8 963</b>	<b>4 330</b>	<b>5 665</b>	<b>4 622</b>	<b>6 113</b>	<b>8 362</b>	<b>27 943</b>	<b>23 578</b>

## Section E

# Comptes des flux financiers

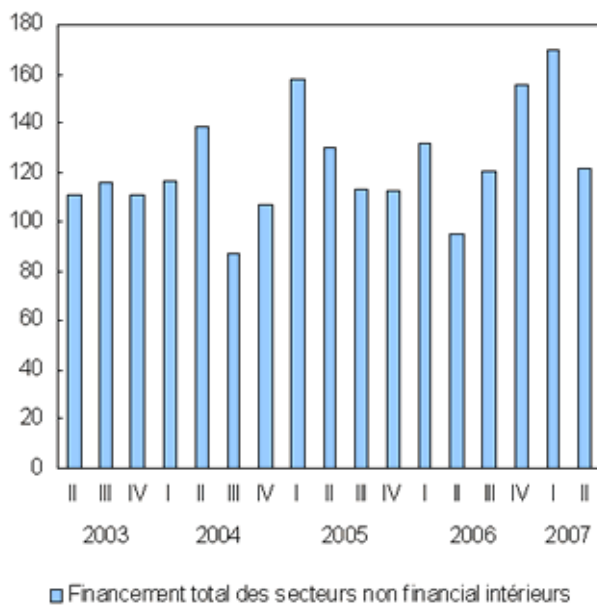
Deuxième trimestre de 2007

Le financement total des secteurs non financiers intérieurs sur les marchés financiers au deuxième trimestre de 2007 s'est établi à 121,6 milliards de dollars (données désaisonnalisées au taux annuel), ce qui représente une baisse par rapport au trimestre précédent. Les nouvelles demandes de financement par le secteur privé, plus précisément les ménages et les sociétés non financières, ont été plus que contrebalancées par la baisse de la dette négociable du secteur des administrations publiques, baisse qui tient principalement à la réduction marquée de l'encours des effets à court terme de l'administration fédérale.

### Graphique E.1

#### La demande de financement total fléchit

Miliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



La progression des indicateurs a marqué les marchés financiers au cours du deuxième trimestre de 2007. L'indice composite S&P/Bourse de Toronto a franchi la barre des 14 000 points durant le trimestre et a clôturé ce dernier à 13 906 points. Bien que le taux d'escompte demeure inchangé depuis mai 2006, les taux hypothécaires et le rendement des obligations ont connu une hausse modeste après être demeurés stables au cours du premier trimestre de 2007. Le dollar canadien s'est apprécié pour passer à 91 cents par rapport au dollar américain durant le deuxième trimestre de 2007.

#### Secteur des ménages

La tendance à la hausse des emprunts des ménages s'est poursuivie en ce qui touche les emprunts hypothécaires et le crédit à la consommation. La croissance soutenue des investissements en nouveaux logements au deuxième trimestre et une forte poussée du marché de la revente sont parmi les facteurs expliquant la hausse de la demande d'emprunts hypothécaires. Le recours accru au crédit à la consommation découle d'une progression plus marquée des dépenses de consommation, en particulier les dépenses en biens de consommation durables.

La dette des ménages sous forme d'emprunts hypothécaires et de crédit à la consommation a augmenté, en venant à représenter 113,3 % du revenu disponible. Par contre, les frais engagés au titre de cette dette sont demeurés stables, se maintenant à environ 8 % du revenu personnel disponible.

Le recul de l'épargne au deuxième trimestre a donné lieu à un ralentissement de l'accumulation d'actifs financiers. Les investissements des ménages dans des actifs financiers durant le trimestre ont consisté principalement en dépôts et en actifs de retraite.

#### Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

Les *Comptes des flux financiers* montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

**Secteur des sociétés**

La position du secteur des sociétés en tant que prêteur net au reste de l'économie est demeurée solide au deuxième trimestre, et l'épargne des sociétés s'est maintenue à un niveau élevé.

Les sociétés non financières du secteur privé ont été fort actives sur les marchés financiers, notamment au chapitre des nouvelles émissions d'actions. La hausse plus marquée de l'épargne nette et des émissions d'actions par rapport aux emprunts est de bon augure en ce qui touche l'évolution du ratio d'endettement dans ce secteur.

Les institutions financières ont accru de façon importante leurs portefeuilles de dépôts, d'obligations et d'investissements étrangers au deuxième trimestre; parallèlement, elles ont réduit leurs positions dans des effets à court terme.

**Secteur des administrations publiques**

La réduction marquée de la dette à court terme de l'administration fédérale et le fait que se poursuit la tendance voulant que les remboursements excèdent les nouvelles émissions brutes d'obligations du gouvernement du Canada se sont traduits par une diminution importante de la dette globale du secteur des administrations publiques, qui n'a été contrebalancée qu'en partie par le financement net additionnel obtenu par les autres ordres de gouvernement. L'excédent global des administrations publiques a augmenté durant le deuxième trimestre de 2007, en grande partie grâce à une forte croissance des revenus.

**Graphique E.2**  
**Réduction nette de la dette négociable totale des administrations publiques**

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels

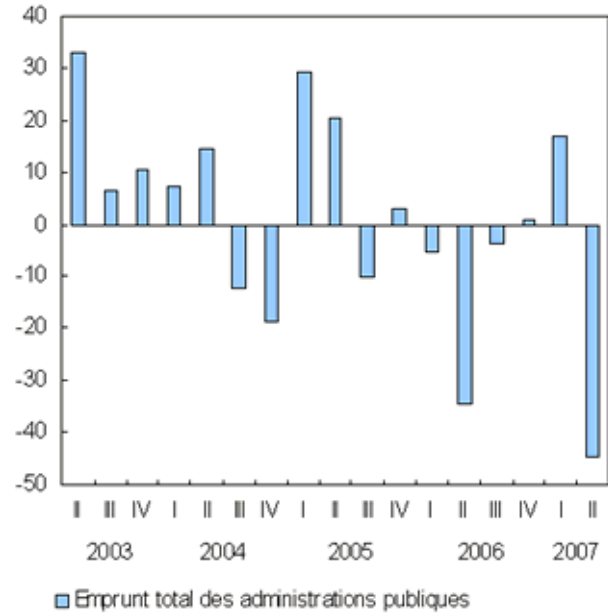


Tableau E.1 Tableau sommaire du marché financier

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Financement</b>								
<b>Particuliers et entreprises individuelles</b>	<b>80 856</b>	<b>75 760</b>	<b>77 056</b>	<b>82 928</b>	<b>87 344</b>	<b>89 500</b>	<b>70 555</b>	<b>79 150</b>
Crédit à la consommation	26 528	27 792	28 868	29 920	30 344	31 632	25 122	28 277
Emprunts bancaires	2 564	2 000	1 676	2 828	1 844	-820	1 684	2 267
Autres emprunts	5 576	236	212	2 340	3 564	2 872	763	2 091
Hypothèques	46 188	45 732	46 300	47 840	51 592	55 816	42 986	46 515
<b>Sociétés privées non financières</b>	<b>54 484</b>	<b>51 272</b>	<b>41 948</b>	<b>70 388</b>	<b>70 364</b>	<b>78 244</b>	<b>48 741</b>	<b>54 523</b>
Emprunts bancaires	-4 060	8 828	548	5 320	12 436	15 340	5 319	2 659
Autres emprunts	6 260	2 664	-596	-5 076	-6 480	-5 116	2 537	813
Autres effets à court terme	21 224	16 124	7 948	15 920	2 532	6 876	3 895	15 304
Hypothèques	11 940	13 628	14 692	18 564	18 764	20 752	9 971	14 706
Obligations	-3 268	-3 776	12 444	16 076	23 536	7 024	6 852	5 369
Actions	22 388	13 804	6 912	19 584	19 576	33 368	20 167	15 672
<b>Entreprises publiques non financières</b>	<b>1 836</b>	<b>2 844</b>	<b>5 360</b>	<b>1 044</b>	<b>-5 380</b>	<b>-1 488</b>	<b>-1 356</b>	<b>2 771</b>
Emprunts bancaires	-160	692	376	28	-740	-24	-59	234
Autres emprunts	872	-552	-528	1 104	228	664	54	224
Autres effets à court terme	576	-356	4 608	-820	-2 356	-2 176	-630	1 002
Hypothèques	0	-4	-4	-4	-4	-4	2	-3
Obligations	548	3 064	908	736	-2 508	40	-723	1 314
Actions	0	0	0	0	0	12	0	0
<b>Administration fédérale</b>	<b>-3 076</b>	<b>-31 944</b>	<b>-3 596</b>	<b>-2 448</b>	<b>6 980</b>	<b>-49 592</b>	<b>2 309</b>	<b>-10 266</b>
Emprunts bancaires	-96	-64	-20	36	492	-356	141	-36
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	3 764	-21 956	-1 144	4 592	13 064	-33 996	11 036	-3 686
Obligations d'épargne du Canada	-2 180	-1 936	-1 748	-3 124	-2 248	-1 904	-1 751	-2 247
Autres obligations	-4 564	-7 988	-684	-3 952	-4 328	-13 336	-7 117	-4 297
<b>Autres paliers d'administration publique</b>	<b>-1 920</b>	<b>-2 708</b>	<b>108</b>	<b>3 524</b>	<b>9 852</b>	<b>4 960</b>	<b>8 207</b>	<b>-249</b>
Emprunts bancaires	1 368	-540	20	216	876	1 872	209	266
Autres emprunts	-224	188	-20	564	372	592	732	127
Autres effets à court terme	2 712	5 148	-6 952	-4 740	968	-7 316	-4 440	-958
Hypothèques	16	-12	-4	0	8	-8	-13	0
Obligations provinciales	-8 292	-8 568	5 216	6 840	5 900	8 768	10 121	-1 201
Obligations municipales	2 316	628	1 728	752	1 580	1 000	1 290	1 356
Autres obligations	184	448	120	-108	148	52	308	161
<b>Financement total des secteurs non financiers intérieurs</b>	<b>132 180</b>	<b>95 224</b>	<b>120 876</b>	<b>155 436</b>	<b>169 160</b>	<b>121 624</b>	<b>128 456</b>	<b>125 929</b>
<b>Crédit à la consommation</b>	<b>26 528</b>	<b>27 792</b>	<b>28 868</b>	<b>29 920</b>	<b>30 344</b>	<b>31 632</b>	<b>25 122</b>	<b>28 277</b>
<b>Emprunts bancaires</b>	<b>-384</b>	<b>10 916</b>	<b>2 600</b>	<b>8 428</b>	<b>14 908</b>	<b>16 012</b>	<b>7 294</b>	<b>5 390</b>
<b>Autres emprunts</b>	<b>12 484</b>	<b>2 536</b>	<b>-932</b>	<b>-1 068</b>	<b>-2 316</b>	<b>-988</b>	<b>4 086</b>	<b>3 255</b>
<b>Effets à court terme, Canada</b>	<b>3 764</b>	<b>-21 956</b>	<b>-1 144</b>	<b>4 592</b>	<b>13 064</b>	<b>-33 996</b>	<b>11 036</b>	<b>-3 686</b>
<b>Autres effets à court terme</b>	<b>24 512</b>	<b>20 916</b>	<b>5 604</b>	<b>10 360</b>	<b>1 144</b>	<b>-2 616</b>	<b>-1 175</b>	<b>15 348</b>
<b>Hypothèques</b>	<b>58 144</b>	<b>59 344</b>	<b>60 984</b>	<b>66 400</b>	<b>70 360</b>	<b>76 556</b>	<b>52 946</b>	<b>61 218</b>
<b>Obligations</b>	<b>-15 256</b>	<b>-18 128</b>	<b>17 984</b>	<b>17 220</b>	<b>22 080</b>	<b>1 644</b>	<b>8 980</b>	<b>455</b>
<b>Actions</b>	<b>22 388</b>	<b>13 804</b>	<b>6 912</b>	<b>19 584</b>	<b>19 576</b>	<b>33 380</b>	<b>20 167</b>	<b>15 672</b>

**Tableau E.2 Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles[1]**

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>1 084 032</b>	<b>1 082 796</b>	<b>1 097 596</b>	<b>1 114 472</b>	<b>1 140 784</b>	<b>1 160 052</b>	<b>1 032 247</b>	<b>1 094 724</b>
	2,9	-0,1	1,4	1,5	2,4	1,7	5,1	6,1
Rémunération des salariés	727 568	730 928	739 764	751 268	767 796	781 992	694 041	737 382
	2,4	0,5	1,2	1,6	2,2	1,8	6,0	6,2
Revenu net des entreprises individuelles[2]	85 624	86 064	86 408	87 200	89 280	91 664	84 957	86 324
	0,2	0,5	0,4	0,9	2,4	2,7	1,0	1,6
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	119 448	123 016	124 116	126 924	131 660	134 732	114 048	123 376
	2,2	3,0	0,9	2,3	3,7	2,3	5,4	8,2
Transferts courants en provenance des administrations publiques	146 740	138 456	142 804	144 732	147 492	147 084	134 766	143 183
	7,3	-5,6	3,1	1,4	1,9	-0,3	3,6	6,2
Transferts courants en provenance des sociétés	1 692	1 760	1 812	1 852	1 900	1 968	1 737	1 779
	5,8	4,0	3,0	2,2	2,6	3,6	-25,4	2,4
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 960	2 572	2 692	2 496	2 656	2 612	2 698	2 680
	15,3	-13,1	4,7	-7,3	6,4	-1,7	7,4	-0,7
<b>Dépenses</b>	<b>1 056 504</b>	<b>1 068 564</b>	<b>1 082 564</b>	<b>1 095 456</b>	<b>1 117 180</b>	<b>1 144 612</b>	<b>1 019 422</b>	<b>1 075 772</b>
	1,6	1,1	1,3	1,2	2,0	2,5	6,2	5,5
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	787 992	799 220	809 776	817 020	830 368	845 384	760 701	803 502
	1,8	1,4	1,3	0,9	1,6	1,8	5,6	5,6
Transferts courants aux administrations publiques	249 532	249 680	252 620	257 856	265 872	277 872	240 761	252 422
	0,9	0,1	1,2	2,1	3,1	4,5	7,7	4,8
Transferts courants aux sociétés	14 968	15 648	16 144	16 416	16 664	17 048	14 013	15 794
	3,2	4,5	3,2	1,7	1,5	2,3	10,0	12,7
Transferts courants aux non-résidents	4 012	4 016	4 024	4 164	4 276	4 308	3 947	4 054
	2,6	0,1	0,2	3,5	2,7	0,7	13,8	2,7
<b>Épargne</b>	<b>27 528</b>	<b>14 232</b>	<b>15 032</b>	<b>19 016</b>	<b>23 604</b>	<b>15 440</b>	<b>12 825</b>	<b>18 952</b>
	102,5	-48,3	5,6	26,5	24,1	-34,6	-41,6	47,8
Revenu disponible[3]	834 500	833 116	844 976	856 616	874 912	882 180	791 486	842 302
	3,5	-0,2	1,4	1,4	2,1	0,8	4,3	6,4
Taux d'épargne	3,3	1,7	1,8	2,2	2,7	1,8	1,6	2,3
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>72 672</b>	<b>59 728</b>	<b>60 808</b>	<b>64 852</b>	<b>71 764</b>	<b>64 020</b>	<b>57 803</b>	<b>64 515</b>
	26,6	-17,8	1,8	6,7	10,7	-10,8	-7,9	11,6
Épargne	27 528	14 232	15 032	19 016	23 604	15 440	12 825	18 952
	102,5	-48,3	5,6	26,5	24,1	-34,6	-41,6	47,8
Provisions pour consommation de capital	41 432	42 024	42 572	43 204	43 936	44 632	39 981	42 308
	1,4	1,4	1,3	1,5	1,7	1,6	6,0	5,8
Transferts nets de capitaux	3 712	3 472	3 204	2 632	4 224	3 948	4 997	3 255
	26,1	-6,5	-7,7	-17,9	60,5	-6,5	62,3	-34,9
Moins: Acquisition de capital non financier	115 856	117 036	117 924	117 604	124 120	128 716	108 361	117 105
	4,0	1,0	0,8	-0,3	5,5	3,7	8,6	8,1
<b>Prêt net</b>	<b>-43 184</b>	<b>-57 308</b>	<b>-57 116</b>	<b>-52 752</b>	<b>-52 356</b>	<b>-64 696</b>	<b>-50 558</b>	<b>-52 590</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: actifs financiers</b>	<b>40 356</b>	<b>23 988</b>	<b>19 400</b>	<b>33 236</b>	<b>40 540</b>	<b>31 564</b>	<b>21 883</b>	<b>29 245</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	24 132	40 756	32 148	37 004	10 700	31 084	4 371	33 510
	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres de dette canadiens	-14 604	-20 328	-25 052	-10 208	-7 720	-13 316	-11 559	-17 548
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions de sociétés et fonds mutuels	21 228	-12 692	-5 320	3 144	28 040	5 372	14 326	1 590
	...	...	...	...	...	...	...	...
Assurance-vie et rentes	44 040	55 160	43 924	41 564	42 736	48 604	40 987	46 172
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	-34 440	-38 908	-26 300	-38 268	-33 216	-40 180	-26 242	-34 479
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>84 408</b>	<b>80 268</b>	<b>80 232</b>	<b>84 884</b>	<b>92 592</b>	<b>93 920</b>	<b>72 033</b>	<b>82 448</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédit à la consommation	26 528	27 792	28 868	29 920	30 344	31 632	25 122	28 277
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	8 140	2 236	1 888	5 168	5 408	2 052	2 447	4 358
	...	...	...	...	...	...	...	...
Hypothèques	46 188	45 732	46 300	47 840	51 592	55 816	42 986	46 515
	...	...	...	...	...	...	...	...
Comptes à payer	3 552	4 508	3 176	1 956	5 248	4 420	1 478	3 298
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-44 052</b>	<b>-56 280</b>	<b>-60 832</b>	<b>-51 648</b>	<b>-52 052</b>	<b>-62 356</b>	<b>-50 150</b>	<b>-53 203</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	868	-1 028	3 716	-1 104	-304	-2 340	-408	613
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

3. Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Tableau E.3 Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total[1]

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>364 336</b>	<b>367 388</b>	<b>379 884</b>	<b>402 076</b>	<b>377 020</b>	<b>390 056</b>	<b>350 618</b>	<b>378 421</b>
	-3,1	0,8	3,4	5,8	-6,2	3,5	11,8	7,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	194 664	197 444	201 864	201 464	205 872	208 244	189 357	198 859
	-4,0	1,4	2,2	-0,2	2,2	1,2	11,9	5,0
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	13 912	14 156	13 668	13 556	15 168	15 672	14 578	13 823
	-8,9	1,8	-3,4	-0,8	11,9	3,3	12,8	-5,2
Ajustement de la valeur des stocks	540	-444	-1 376	-5 820	-2 584	2 776	-933	-1 775
	...	...	...	...	...	...	...	...
Intérêts, dividendes et recettes diverses[2]	85 436	85 380	94 588	121 668	86 988	90 940	79 331	96 768
	-5,5	-0,1	10,8	28,6	-28,5	4,5	20,1	22,0
Intérêts sur la dette de consommation	14 968	15 648	16 144	16 416	16 664	17 048	14 013	15 794
	3,2	4,5	3,2	1,7	1,5	2,3	10,0	12,7
Intérêts sur la dette publique[3]	54 816	55 204	54 996	54 792	54 912	55 376	54 272	54 952
	0,6	0,7	-0,4	-0,4	0,2	0,8	-0,6	1,3
<b>Dépenses</b>	<b>260 860</b>	<b>258 888</b>	<b>260 084</b>	<b>269 652</b>	<b>264 108</b>	<b>271 444</b>	<b>248 425</b>	<b>262 371</b>
	-2,0	-0,8	0,5	3,7	-2,1	2,8	8,4	5,6
Intérêts, dividendes et paiements divers	206 284	207 236	206 312	208 852	207 260	215 840	196 802	207 171
	-3,2	0,5	-0,4	1,2	-0,8	4,1	9,0	5,3
Impôts directs	49 620	49 420	51 192	55 496	52 476	53 216	49 492	51 432
	-2,9	-0,4	3,6	8,4	-5,4	1,4	7,6	3,9
Autres transferts courants	4 956	2 232	2 580	5 304	4 372	2 388	2 131	3 768
	138,3	-55,0	15,6	105,6	-17,6	-45,4	-18,1	76,8
<b>Épargne</b>	<b>103 476</b>	<b>108 500</b>	<b>119 800</b>	<b>132 424</b>	<b>112 912</b>	<b>118 612</b>	<b>102 193</b>	<b>116 050</b>
	-5,7	4,9	10,4	10,5	-14,7	5,0	20,8	13,6
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>221 980</b>	<b>227 724</b>	<b>240 204</b>	<b>253 900</b>	<b>235 608</b>	<b>242 800</b>	<b>217 059</b>	<b>235 952</b>
	-2,3	2,6	5,5	5,7	-7,2	3,1	11,7	8,7
Épargne	103 476	108 500	119 800	132 424	112 912	118 612	102 193	116 050
	-5,7	4,9	10,4	10,5	-14,7	5,0	20,8	13,6
Provisions pour consommation de capital	115 500	116 692	117 784	118 608	120 148	121 572	111 932	117 146
	0,9	1,0	0,9	0,7	1,3	1,2	4,3	4,7
Transferts nets de capitaux	3 004	2 532	2 620	2 868	2 548	2 616	2 934	2 756
	-2,0	-15,7	3,5	9,5	-11,2	2,7	18,5	-6,1
Moins : Acquisition de capital non financier	161 216	173 064	173 728	166 408	167 456	169 164	154 355	168 604
	1,5	7,3	0,4	-4,2	0,6	1,0	14,1	9,2
<b>Prêt net</b>	<b>60 764</b>	<b>54 660</b>	<b>66 476</b>	<b>87 492</b>	<b>68 152</b>	<b>73 636</b>	<b>62 704</b>	<b>67 348</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>540 852</b>	<b>460 392</b>	<b>565 544</b>	<b>579 636</b>	<b>663 680</b>	<b>680 768</b>	<b>463 862</b>	<b>536 606</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	26 528	27 792	28 868	29 920	30 344	31 632	25 122	28 277
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts bancaires et autres prêts	27 080	19 932	32 880	32 828	40 684	20 668	7 335	28 180
	...	...	...	...	...	...	...	...
Hypothèques	66 232	68 412	69 364	73 560	79 620	87 072	60 490	69 392
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	84 316	-13 940	13 420	42 744	16 620	-16 340	24 393	31 635
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	50 700	45 652	57 372	90 280	50 032	93 100	66 894	61 001
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	-2 648	-11 712	-616	8 296	7 280	10 500	17 551	-1 670
	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissements étrangers	66 676	71 912	75 964	98 284	118 192	131 272	51 864	78 209
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>488 268</b>	<b>404 328</b>	<b>502 260</b>	<b>495 892</b>	<b>586 688</b>	<b>594 108</b>	<b>398 083</b>	<b>472 687</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Dont :</i>								
Argent et dépôts	77 612	83 852	100 872	114 656	150 224	135 780	93 312	94 248
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	-6 380	11 736	5 580	19 856	24 924	24 560	7 880	7 698
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	52 880	25 932	42 836	41 596	22 728	12 564	23 527	40 811
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	73 772	46 184	68 608	118 692	71 332	87 964	64 159	76 814
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	103 640	50 064	61 936	111 756	105 888	118 932	60 272	81 849
	...	...	...	...	...	...	...	...
Assurance-vie et rentes	39 472	50 644	38 768	36 136	36 536	44 376	38 364	41 255
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>52 584</b>	<b>56 064</b>	<b>63 284</b>	<b>83 744</b>	<b>76 992</b>	<b>86 660</b>	<b>65 779</b>	<b>63 919</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	8 180	-1 404	3 192	3 748	-8 840	-13 024	-3 075	3 429
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

3. L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

**Tableau E.4 Comptes sectoriels - administrations publiques[1]**

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>579 292</b>	<b>580 264</b>	<b>580 640</b>	<b>589 552</b>	<b>599 316</b>	<b>615 504</b>	<b>559 746</b>	<b>582 437</b>
	0,3	0,2	0,1	1,5	1,7	2,7	7,0	4,1
Impôts sur revenus	230 512	227 920	232 120	242 824	246 208	257 880	219 949	233 344
	1,4	-1,1	1,8	4,6	1,4	4,7	8,9	6,1
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	65 612	67 092	67 440	67 448	68 516	69 440	65 340	66 898
	-0,4	2,3	0,5	0,0	1,6	1,3	5,2	2,4
Impôts sur production et importations	177 896	179 420	175 808	175 868	179 120	182 736	173 081	177 248
	1,2	0,9	-2,0	0,0	1,8	2,0	4,7	2,4
Autres transferts courants en provenance des particuliers	10 576	10 644	10 568	10 668	10 716	10 832	10 442	10 614
	1,2	0,6	-0,7	0,9	0,4	1,1	3,1	1,6
Revenus de placements	50 740	50 796	49 756	47 124	48 800	48 140	48 446	49 604
	-6,9	0,1	-2,0	-5,3	3,6	-1,4	11,8	2,4
Ventes de biens et services[2]	43 956	44 392	44 948	45 620	45 956	46 476	42 488	44 729
	1,4	1,0	1,3	1,5	0,7	1,1	5,6	5,3
<b>Dépenses</b>	<b>551 884</b>	<b>543 064</b>	<b>550 724</b>	<b>557 160</b>	<b>566 208</b>	<b>571 568</b>	<b>524 279</b>	<b>550 708</b>
	3,8	-1,6	1,4	1,2	1,6	0,9	4,2	5,0
Dépenses courantes brutes en biens et services[2]	321 756	322 112	325 012	329 260	335 708	341 876	305 138	324 535
	3,8	0,1	0,9	1,3	2,0	1,8	5,5	6,4
Transferts courants	167 408	157 852	162 688	164 852	167 388	166 368	156 376	163 200
	5,4	-5,7	3,1	1,3	1,5	-0,6	4,0	4,4
Intérêts sur la dette publique	62 720	63 100	63 024	63 048	63 112	63 324	62 765	62 973
	0,1	0,6	-0,1	0,0	0,1	0,3	-1,7	0,3
<b>Épargne</b>	<b>27 408</b>	<b>37 200</b>	<b>29 916</b>	<b>32 392</b>	<b>33 108</b>	<b>43 936</b>	<b>35 467</b>	<b>31 729</b>
	-40,3	35,7	-19,6	8,3	2,2	32,7	78,8	-10,5
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>50 352</b>	<b>60 660</b>	<b>53 464</b>	<b>56 388</b>	<b>57 312</b>	<b>68 320</b>	<b>57 900</b>	<b>55 216</b>
	-26,5	20,5	-11,9	5,5	1,6	19,2	37,8	-4,6
Épargne	27 408	37 200	29 916	32 392	33 108	43 936	35 467	31 729
	-40,3	35,7	-19,6	8,3	2,2	32,7	78,8	-10,5
Provisions pour consommation de capital	24 936	25 160	25 396	25 692	25 988	26 292	24 425	25 296
	1,2	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	4,9	3,6
Transferts nets de capitaux	-1 992	-1 700	-1 848	-1 696	-1 784	-1 908	-1 992	-1 809
	...	...	...	...	...	...	...	...
Moins : Acquisition de capital non financier	39 440	40 032	40 552	41 156	41 568	42 112	36 323	40 295
	2,9	1,5	1,3	1,5	1,0	1,3	13,1	10,9
<b>Prêt net</b>	<b>10 912</b>	<b>20 628</b>	<b>12 912</b>	<b>15 232</b>	<b>15 744</b>	<b>26 208</b>	<b>21 577</b>	<b>14 921</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>376</b>	<b>12 004</b>	<b>20 132</b>	<b>52 388</b>	<b>25 720</b>	<b>-3 552</b>	<b>57 107</b>	<b>21 225</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	-2 904	5 428	2 212	412	612	9 952	2 951	1 287
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts	5 724	-1 352	-744	1 092	264	1 920	4 053	1 180
	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres canadiens	-8 596	11 772	20 580	11 552	10 900	4 628	21 909	8 827
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	6 152	-3 844	-1 916	39 332	13 944	-20 052	28 194	9 931
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>-11 736</b>	<b>-6 932</b>	<b>11 628</b>	<b>35 828</b>	<b>6 728</b>	<b>-28 984</b>	<b>35 625</b>	<b>7 197</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	1 048	-416	-20	816	1 740	2 108	1 082	357
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	6 476	-16 808	-8 096	-148	14 032	-41 312	6 596	-4 644
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	-13 420	-19 364	2 728	-60	908	-1 160	2 323	-7 529
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres passifs	-5 840	29 656	17 016	35 220	-9 952	11 380	25 624	19 013
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>12 112</b>	<b>18 936</b>	<b>8 504</b>	<b>16 560</b>	<b>18 992</b>	<b>25 432</b>	<b>21 482</b>	<b>14 028</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-1 200	1 692	4 408	-1 328	-3 248	776	95	893
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.



Tableau E.5 Comptes sectoriels - non-résidents[1]

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>547 032</b>	<b>552 068</b>	<b>564 928</b>	<b>574 236</b>	<b>574 200</b>	<b>570 224</b>	<b>534 710</b>	<b>559 566</b>
	-1,3	0,9	2,3	1,6	-0,0	-0,7	7,3	4,6
Ventes de biens (importations)	392 492	400 520	411 860	412 692	419 028	411 096	388 282	404 391
	-1,3	2,0	2,8	0,2	1,5	-1,9	6,9	4,1
Ventes de services (importations)	81 228	82 616	83 836	85 396	85 476	84 892	79 915	83 269
	-0,3	1,7	1,5	1,9	0,1	-0,7	3,2	4,2
Intérêts, dividendes et recettes diverses	61 452	60 376	59 980	64 240	58 392	65 212	57 462	61 512
	-6,5	-1,8	-0,7	7,1	-9,1	11,7	14,5	7,0
Transferts courants	11 860	8 556	9 252	11 908	11 304	9 024	9 051	10 394
	31,5	-27,9	8,1	28,7	-5,1	-20,2	19,5	14,8
<b>Dépenses</b>	<b>570 372</b>	<b>566 188</b>	<b>584 156</b>	<b>619 868</b>	<b>601 236</b>	<b>601 852</b>	<b>561 477</b>	<b>585 146</b>
	-4,1	-0,7	3,2	6,1	-3,0	0,1	6,7	4,2
Achats de biens (exportations)	454 464	449 124	457 168	462 028	477 460	476 104	451 779	455 696
	-5,1	-1,2	1,8	1,1	3,3	-0,3	5,3	0,9
Achats de services (exportations)	68 104	69 380	69 344	69 212	70 216	70 216	68 600	69 010
	-2,3	1,9	-0,1	-0,2	1,5	0,0	3,5	0,6
Intérêts, dividendes et paiements divers	37 296	38 556	48 636	78 544	43 812	45 856	32 922	50 758
	-2,2	3,4	26,1	61,5	-44,2	4,7	37,7	54,2
Transferts courants	10 508	9 128	9 008	10 084	9 748	9 676	8 176	9 682
	34,4	-13,1	-1,3	11,9	-3,3	-0,7	14,3	18,4
<b>Épargne</b>	<b>-23 340</b>	<b>-14 120</b>	<b>-19 228</b>	<b>-45 632</b>	<b>-27 036</b>	<b>-31 628</b>	<b>-26 767</b>	<b>-25 580</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>-28 064</b>	<b>-18 424</b>	<b>-23 204</b>	<b>-49 436</b>	<b>-32 024</b>	<b>-36 284</b>	<b>-32 706</b>	<b>-29 782</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Épargne	-23 340	-14 120	-19 228	-45 632	-27 036	-31 628	-26 767	-25 580
	...	...	...	...	...	...	...	...
Transferts nets de capitaux	-4 724	-4 304	-3 976	-3 804	-4 988	-4 656	-5 939	-4 202
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Prêt net[2]</b>	<b>-28 064</b>	<b>-18 424</b>	<b>-23 204</b>	<b>-49 436</b>	<b>-32 024</b>	<b>-36 284</b>	<b>-32 706</b>	<b>-29 782</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>130 280</b>	<b>173 808</b>	<b>136 904</b>	<b>73 704</b>	<b>149 404</b>	<b>111 076</b>	<b>59 075</b>	<b>128 674</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	-10 304	40 172	-19 844	5 568	67 652	-15 084	4 200	3 898
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts	-11 792	-5 828	-2 888	640	-120	1 636	-1 894	-4 967
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	11 620	10 208	2 700	-15 024	5 352	-3 312	520	2 376
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	1 480	948	33 552	34 836	28 432	-6 016	-546	17 704
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	31 584	16 436	2 876	-7 636	-7 876	-14 696	9 134	10 815
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	107 692	111 872	120 508	55 320	55 964	148 548	47 661	98 848
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : passif</b>	<b>150 924</b>	<b>192 528</b>	<b>147 860</b>	<b>122 360</b>	<b>193 336</b>	<b>160 812</b>	<b>96 186</b>	<b>153 418</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Réserves officielles	3 060	-380	1 764	-384	6 652	4 008	1 655	1 015
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	13 036	20 328	19 520	7 204	12 032	1 556	6 389	15 022
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	18 204	-804	21 800	8 720	8 756	-4 496	-1 915	11 980
	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissements étrangers	78 816	88 576	87 344	110 520	127 568	137 680	61 234	91 314
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres passifs	37 808	84 808	17 432	-3 700	38 328	22 064	28 823	34 087
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-20 644</b>	<b>-18 720</b>	<b>-10 956</b>	<b>-48 656</b>	<b>-43 932</b>	<b>-49 736</b>	<b>-37 111</b>	<b>-24 744</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-7 420	296	-12 248	-780	11 908	13 452	4 405	-5 038
	...	...	...	...	...	...	...	...

- La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.
- Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

## Section F

# Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

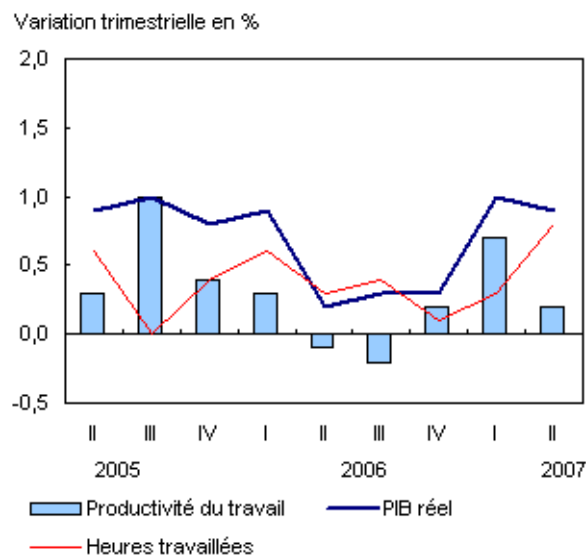
Deuxième trimestre de 2007

La productivité du travail dans les entreprises canadiennes a augmenté modérément (+ 0,2 %) sur la période d'avril à juin, après avoir affiché un fort gain de 0,7% au cours des trois premiers mois de l'année.

Le ralentissement de la productivité du travail observé au deuxième trimestre s'explique par l'accélération du volume d'heures travaillées consacrées à la production. Au deuxième trimestre, les heures travaillées dans les entreprises ont augmenté à un rythme équivalent à plus du double qu'au premier. Pendant ce temps, le rythme de croissance économique est demeuré presque identique.

**Graphique F.1**

**La croissance de la productivité dans les entreprises canadiennes ralentit**



### Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres du SCIAN ainsi que le secteur des biens et celui des services. Les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

L'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez le module du Système des comptes économiques nationaux ([www.statcan.ca/cen](http://www.statcan.ca/cen)). Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à [productivite.mesures@statcan.ca](mailto:productivite.mesures@statcan.ca).

### Révisions

Pour cette diffusion, les estimations canadiennes ont été révisées rétrospectivement jusqu'au premier trimestre de 2007 au niveau agrégé et jusqu'au premier trimestre de 2006 au niveau industriel. Aux États-Unis, le «Bureau of Labor Statistics» a procédé récemment à des révisions de ses estimations de productivité du travail pour la période de 2004 à 2006 afin d'incorporer celles des Comptes nationaux américains du «Bureau of Economic Analysis».

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

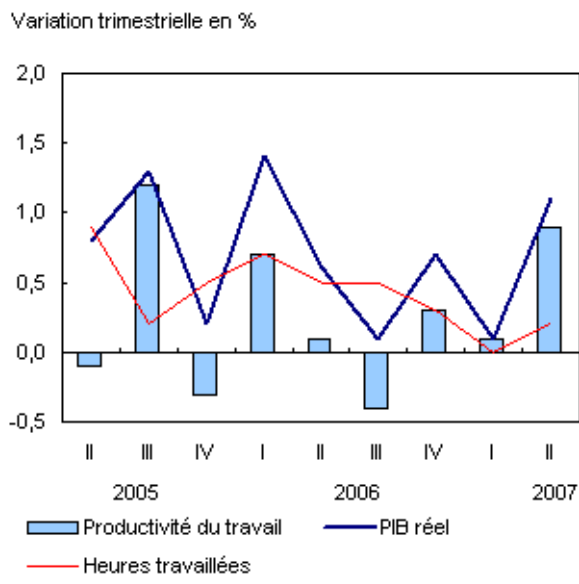
Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Le **coût unitaire de main d'oeuvre en dollars américains**: Il est égal au ratio du coût unitaire de main d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

Du côté des États-Unis, la productivité du travail dans les entreprises américaines a fortement rebondi de 0,9% sur la période avril-juin, après avoir affiché une faible hausse de 0,1% durant les trois premiers mois de l'année. C'est son rythme le plus fort depuis le troisième trimestre de 2005, période au cours de laquelle l'indicateur était ressorti à 1,2%. Ce net redressement de la productivité américaine au deuxième trimestre s'est produit dans un contexte de forte accélération de l'activité économique.

### Graphique F.2

#### La productivité américaine rebondit fortement



Sur une base trimestrielle, la croissance de la productivité du travail au Canada et aux États-Unis a été très volatile, mais en moyenne celle-ci a évolué sensiblement au même rythme depuis le troisième trimestre de 2004.

L'augmentation des heures travaillées observée au Canada entre avril et juin a été essentiellement concentrée dans le travail à temps plein, ce qui explique la hausse de 0,3% des heures par emploi. Les heures par emploi avaient reculé au cours des deux trimestres précédents.

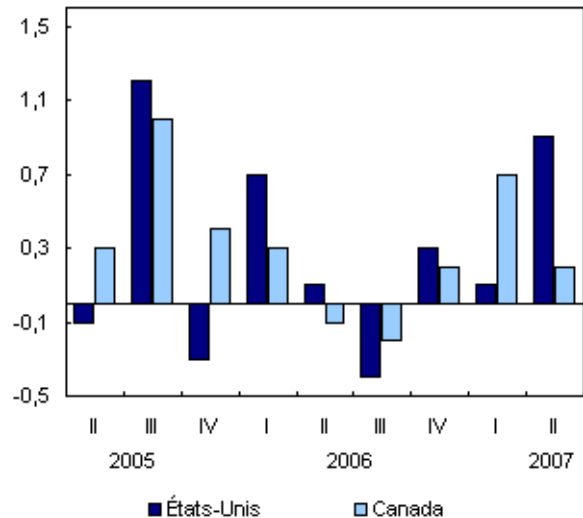
#### Une croissance comparable de la production, mais un marché de l'emploi plus dynamique au Canada

L'évolution de la productivité dans les deux pays a pris des directions opposées au deuxième trimestre, relativement à la situation qui prévalait au trimestre précédent. Alors que la croissance de la productivité au Canada a ralenti, celle des États-Unis a nettement accéléré au deuxième trimestre.

### Graphique F.3

#### L'écart de productivité est largement en faveur des États-Unis au deuxième trimestre

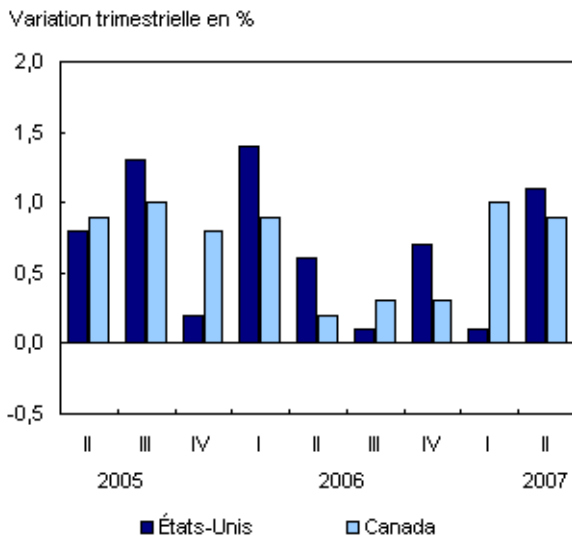
Variation trimestrielle en %



Au Canada, l'activité économique dans les entreprises a affiché un deuxième trimestre consécutif de croissance vigoureuse (+0,9 %). Sous l'effet des augmentations des revenus, les dépenses personnelles en biens et services ont continué de soutenir l'activité économique, ayant accéléré pour atteindre 1,2 %. Cette accélération provient surtout des dépenses de consommation de biens durables.

Entre avril et juin, la production dans les entreprises canadiennes s'est accrue à un rythme comparable que dans les entreprises américaines. Cependant, l'activité économique dans les entreprises américaines a fortement progressé de 1,1%, après avoir stagné au trimestre précédent. Il s'agit de la croissance la plus vigoureuse enregistrée depuis le premier trimestre 2006. Ce rebond a permis aux entreprises américaines d'afficher de meilleurs gains de productivité qu'au Canada.

**Graphique F.4**  
**Une croissance du PIB comparable dans les deux pays**



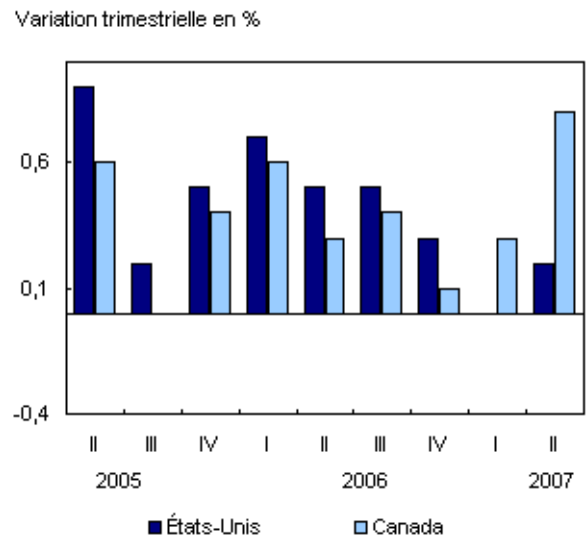
Le rebond de la croissance du PIB américain s'explique essentiellement par le redressement marqué des exportations nettes (exportations moins importations de biens et services) et par l'accélération des investissements des entreprises (principalement dans les infrastructures).

Contrairement aux trimestres précédents, les dépenses de consommation ont peu alimenté la croissance du PIB américain. Le ralentissement des dépenses de consommation s'est produit dans un contexte de prix élevés de l'essence et de la détérioration du marché de l'immobilier.

Les gains de productivité plus élevés dans les entreprises américaines proviennent également de la différence de performance du marché du travail dans les deux pays. Au Canada, la croissance de l'activité économique a été accompagnée d'un marché du travail plus dynamique.

Le volume d'heures travaillées consacrées à la production dans les entreprises canadiennes a augmenté de 0,8 % au deuxième trimestre, soit plus du double de la hausse de 0,3% au premier trimestre. L'essentiel de la progression des heures travaillées observée entre avril et juin est survenue dans le travail à temps plein. La hausse du volume d'heures travaillées au deuxième trimestre était concentrée dans les services administratifs et de soutien, dans l'hébergement et la restauration et dans les autres services commerciaux, des industries où les niveaux de productivité sont relativement plus faibles.

**Graphique F.5**  
**Une croissance des heures travaillées plus forte au Canada**



En comparaison, l'augmentation du volume d'heures travaillées dans les entreprises américaines a progressé de seulement 0,2% au deuxième trimestre, après avoir connu une variation nulle au cours des trois premiers mois de l'année.

**Les entreprises canadiennes voient leur capacité concurrentielle s'effriter avec la vitalité du huard**

À l'instar de la productivité au deuxième trimestre, les États-Unis détiennent un avantage sur le Canada au chapitre de l'évolution des coûts unitaires de main-d'œuvre, surtout lorsqu'on tient compte de l'appréciation du taux de change.

Le coût unitaire de main-d'œuvre, une mesure du coût salarial et des avantages sociaux des travailleurs par unité de production économique, a de nouveau connu une augmentation plus élevée au Canada qu'aux États-Unis entre avril et juin, lorsque ce coût est mesuré selon leurs monnaies nationales respectives.

La hausse du coût du travail par unité de production des entreprises canadiennes s'est chiffrée à 1,0 % au deuxième trimestre, après avoir augmenté de 1,1 % au trimestre précédent. Ce léger ralentissement du coût unitaire de main-d'oeuvre au Canada observé sur la période avril-juin s'est produit dans le contexte d'une forte décélération de la croissance de la rémunération horaire, qui est passée de 1,8 % au premier trimestre à 1,1 % au deuxième trimestre.

Depuis le troisième trimestre de 2006, cet indicateur a connu des augmentations égales ou supérieures à 1,0 %. La hausse de la rémunération du travail au cours des deux premiers trimestres de 2007 provient en partie de paiements au chapitre de l'équité salariale au Québec et de cotisations spéciales au fonds de retraite à Terre-Neuve-et-Labrador.

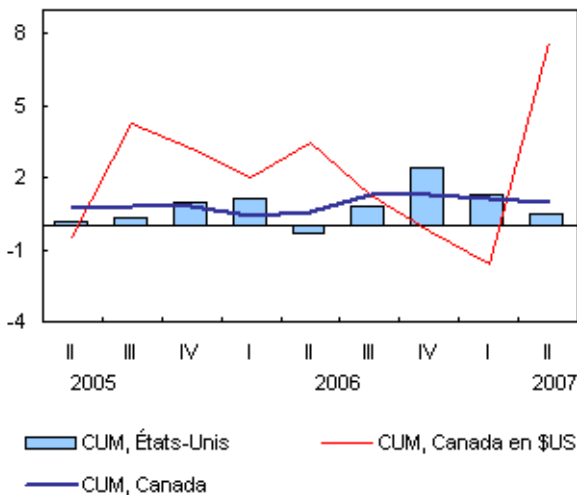
Depuis 2006, ces paiements ont eu un effet significatif à la hausse sur le coût unitaire de main-d'œuvre. En excluant ces paiements spéciaux, le coût unitaire de main-d'œuvre pour l'ensemble de l'économie s'accroît de 0,9% au premier trimestre et de 1,0% au deuxième.

Du côté des entreprises américaines, le coût unitaire de main-d'oeuvre n'a crû que de 0,5 % au deuxième trimestre, soit une décélération par rapport aux taux de 1,3% au premier trimestre et de 2,4% au dernier trimestre de 2006. Entre-temps, la croissance de la rémunération horaire aux États-Unis a affiché le même rythme de croissance qu'au premier trimestre (+1,3 %), soit une hausse considérablement inférieure à celle enregistrée au dernier trimestre de 2006 (+2,8 %).

#### Graphique F.6

##### Les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en \$US ont bondi nettement

Variation trimestrielle en %



La position concurrentielle devient encore plus avantageuse pour les entreprises américaines lorsqu'on ajuste le coût unitaire du travail en fonction du taux de change. Après deux trimestres de dépréciation, le dollar canadien s'est apprécié de 6,3% par rapport à la devise américaine au cours du deuxième trimestre. La force du dollar canadien au deuxième trimestre a entraîné un bond de 7,6 % du coût unitaire de main-d'oeuvre canadien exprimé en dollars américains, après deux trimestres de déclin.

En dépit de cette détérioration de la compétitivité au chapitre des coûts, les exportations des biens et services canadiens ont progressé de 0,7 % entre avril et juin, après avoir affiché une faible hausse de 0,2% au cours du premier trimestre de 2007. Les entreprises canadiennes ont aussi profité de la vigueur du dollar pour investir dans les machines et le matériel, leurs achats à ce titre ayant bondi de 1,5 % entre avril et juin, après avoir chuté au premier trimestre.

#### Les révisions de la croissance de la productivité aux États-Unis pour chacune des trois années précédentes sont en baisse

Les États-Unis ont récemment procédé à des révisions de leurs estimations de la productivité du travail dans le secteur des entreprises. Les données diffusées aujourd'hui incorporent ces révisions aux données américaines qui ont touché le PIB pour la période de 2004 à 2006. La plus récente révision pour les quatre dernières années du PIB au Canada a été diffusée dans *Le Quotidien* du 12 juin 2007.

Dans l'ensemble, les révisions des données américaines ont eu pour effet de diminuer le taux de croissance annuel de la productivité du travail aux États-Unis pour chacune des trois années précédentes (2004 à 2006). Sur l'ensemble de cette période, la productivité dans les entreprises américaines s'est accrue en moyenne de 2,0 %, soit 0,3 point de pourcentage de moins qu'estimé précédemment.

En 2006, la croissance de la productivité américaine a été révisée à la baisse, passant de 1,7 % à 1,0 %, soit un taux maintenant identique à celui noté au Canada pour la même année. Avec ces révisions, la croissance de la productivité a été en moyenne similaire dans les deux pays depuis le troisième trimestre de 2004 — une nette amélioration pour le Canada.

Cependant, ces révisions ont entraîné peu de changement à moyen terme par rapport aux estimations précédentes. Entre 2000 et 2006, la croissance annuelle moyenne de la productivité américaine a été révisée à la baisse, passant de 2,9 % à 2,7 %. Malgré cette révision, un écart substantiel persiste puisque la croissance de la productivité américaine demeure presque trois fois plus élevée que celle du Canada, qui s'est chiffrée à 1,0 % durant la même période.

Au cours de cette période, la croissance du PIB a été similaire des deux côtés de la frontière, mais les heures travaillées ont augmenté beaucoup plus fortement au Canada. Plus précisément, la croissance annuelle moyenne du PIB a été de 2,5 % au Canada et de 2,6 % au sud de la frontière. Par contre, celle des heures travaillées augmentait au Canada en moyenne de 1,5 % par an tandis qu'elle reculait de 0,1 % au sud de la frontière pendant la même période.

**Tableau F.0 Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision**

	Canada	États-Unis	
		Avant révision	Après révision
	variation annuelle en %		
1981-2006	1,5	2,2	2,1
1981-2000	1,6	1,9	1,9
2000-2006	1,0	2,9	2,7
2003	0,3	3,8	3,8
2004	0,0	3,1	2,9
2005	2,5	2,1	2,0
2006	1,0	1,7	1,0

Source: Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics, dans *NEWS*, Productivity and Costs - deuxième trimestre de 2007 qui a paru le 6 septembre.

## Analyse industrielle

### Net ralentissement de la productivité dans le secteur des biens

La productivité a légèrement reculé de 0,2 % dans le secteur des biens au deuxième trimestre de 2007, après avoir augmenté de 1,2 % au trimestre précédent. Ce ralentissement net découle d'une baisse de 2,0% de la productivité dans la construction et de 2,5% de l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse (qui a enregistré dans la foulée un recul de 2,3 % de sa production au deuxième trimestre). Malgré la progression des activités de construction au second trimestre, particulièrement la construction non résidentielle et la rénovation domiciliaire, la productivité a diminué suite à une hausse marquée des heures travaillées (+2,8 %).

Par contre, un rebond dans l'extraction minière de pétrole et de gaz (+2,5 %) et une troisième hausse consécutive dans la fabrication (+0,9 % au second trimestre) ont permis de neutraliser une partie de ces baisses. La hausse de la productivité dans l'industrie de l'extraction minière, de pétrole et de gaz origine principalement d'un changement de la composition industrielle dans ce secteur suite au recul drastique de l'exploration minière qui est beaucoup plus intensive en main-d'œuvre que les autres composantes de ce secteur.

Dans le secteur des services, la productivité est aussi plus faible qu'au premier trimestre. Les deux secteurs les plus durement touchés sont les services d'hébergement et de restauration (-2,8 %) suite à un fort recul de la production, les services administratifs, de soutien, de gestion de déchets et d'assainissement (-0,7 %).

Le commerce du détail (+1,7 %) et le secteur de la finance et des assurances (+0,4 %) ont par contre contribué positivement à la hausse de la productivité du secteur des services au deuxième trimestre. La bonne performance du commerce de détail provient en grande partie du rebond des ventes de véhicules automobiles et autres biens durables. Pour sa part, le secteur de la finance et des assurances enregistrait une hausse de sa productivité pour un sixième trimestre consécutif.

### Baisse de la pression à la hausse sur la rémunération horaire dans le secteur des biens

L'accélération de la croissance de la rémunération horaire dans l'ensemble des entreprises qui avait été enregistrée au cours des deux derniers trimestres s'est sensiblement atténuée au cours du deuxième trimestre de 2007 (+1,1%). Ce ralentissement provient essentiellement des entreprises produisant des biens où la rémunération horaire a affiché une hausse de 0,7 % par rapport à 2,5 % au premier trimestre. Le rythme de croissance au deuxième trimestre était comparable aux deux premiers trimestres de 2006. Ce ralentissement est attribuable à plusieurs industries dont la construction, la fabrication et l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse. Par contre, l'industrie de l'extraction minière, de pétrole et de gaz a connu à nouveau une poussée appréciable de sa rémunération horaire avec une croissance de 3,9 % au second trimestre de 2007, soit une hausse supérieure à celle de 3,1 % du premier trimestre.

Dans le secteur des services, la croissance de la rémunération horaire demeure forte au deuxième trimestre (+1,3 %), soit la même cadence qu'au trimestre précédent. Les industries de la finance et des assurances des autres services commerciaux et du commerce du détail ont affiché respectivement des hausses de 2,2 %, 2,7 % et 1,6 % au second trimestre.

#### **Détérioration des coûts unitaires du travail dans les services**

Le ralentissement de l'accélération de la rémunération horaire (1,1 %) a permis de maintenir le coût unitaire de main-d'œuvre pour l'ensemble des entreprises (1,0 %) au deuxième trimestre de 2007, malgré la faible augmentation de la productivité (0,2 %). Les coûts unitaires de la main-d'œuvre permettent de mesurer les pressions inflationnistes dans les salaires, en comparant les différences relatives entre l'évolution de la rémunération horaire et celle de la productivité.

Au deuxième trimestre de 2007, le coût unitaire de main-d'œuvre dans le secteur des services a connu une accélération de 1,3% principalement en raison des hausses observées dans l'industrie des finances et des assurances (2,0 %) et dans les autres services commerciaux (3,2 %). Ces deux industries ont aussi affiché une hausse prononcée de leur rémunération horaire au deuxième trimestre. Il s'agissait du troisième trimestre consécutif où les hausses de coûts unitaires étaient significatives dans le secteur des services. Une augmentation de 0,9 % avait été observée au premier trimestre de 2007 et de 1,1 % au dernier trimestre de 2006.

En revanche, la progression du coût unitaire de la main-d'œuvre dans le secteur des biens a été un peu plus modérée au deuxième trimestre avec une croissance de 0,9 % par rapport à 1,2 % au trimestre précédent. La hausse du coût unitaire de main-d'œuvre dans ce secteur provient en grande partie de l'industrie de la construction qui a affiché une hausse 2,8 % suite au recul de la productivité dans cette industrie. Le coût unitaire de main-d'œuvre dans les services publics a enregistré un recul de 2,2 % tandis que la fabrication affichait une légère baisse 0,1 %.

**Tableau F.1 Secteur des entreprises - productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]**

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	0,3	-0,1	-0,2	0,2	0,7	0,2
PIB réel	0,9	0,2	0,3	0,3	1,0	0,9
Heures travaillées	0,6	0,3	0,4	0,1	0,3	0,8
Rémunération horaire	0,7	0,5	1,0	1,7	1,8	1,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,4	0,6	1,3	1,3	1,1	1,0
Taux de change[2]	-1,5	-2,8	-0,1	1,6	2,8	-6,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	2,0	3,5	1,3	-0,2	-1,6	7,6
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	0,7	0,1	-0,4	0,3	0,1	0,9
PIB réel	1,4	0,6	0,1	0,7	0,1	1,1
Heures travaillées	0,7	0,5	0,5	0,3	0,0	0,2
Rémunération horaire	1,7	-0,1	0,4	2,8	1,3	1,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,1	-0,3	0,8	2,4	1,3	0,5
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	2,0	1,7	0,4	0,2	0,6	0,9
PIB réel	3,7	3,0	2,2	1,7	1,8	2,5
Heures travaillées	1,6	1,4	1,8	1,5	1,2	1,6
Rémunération horaire	4,8	4,3	3,5	3,9	5,1	5,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,7	2,6	3,1	3,7	4,4	4,8
Taux de change[2]	-5,9	-9,7	-6,7	-2,8	1,4	-2,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	9,2	13,7	10,4	6,8	2,9	7,1
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	1,5	1,7	0,2	0,7	0,2	0,8
PIB réel	3,8	3,6	2,4	2,8	1,5	2,0
Heures travaillées	2,3	1,8	2,2	2,1	1,3	1,1
Rémunération horaire	4,2	3,9	2,8	4,8	4,4	5,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,7	2,2	2,6	4,1	4,3	5,1
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	1,0	-0,3	-0,7	0,7	2,8	0,7
PIB réel	3,6	0,9	1,2	1,2	4,1	3,8
Heures travaillées	2,4	1,4	1,7	0,3	1,4	3,1
Rémunération horaire	2,7	2,1	4,2	6,8	7,3	4,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,7	2,4	5,2	5,5	4,4	4,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	8,4	14,8	5,4	-0,8	-6,4	34,3
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	2,5	0,8	-1,5	1,2	0,2	3,5
PIB réel	5,5	2,5	0,6	2,6	0,2	4,6
Heures travaillées	2,9	1,7	2,2	1,4	0,0	1,0
Rémunération horaire	7,2	-0,4	1,6	11,4	5,5	5,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre	4,6	-1,2	3,1	10,1	5,3	1,9

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.



**Tableau F.2 Secteur des entreprises - quelques variables associées au marché du travail[1]**

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	0,6	0,3	0,2	0,6	0,7	0,4
Heures travaillées	0,6	0,3	0,4	0,1	0,3	0,8
Heures moyennes	0,0	0,1	0,3	-0,5	-0,3	0,3
Part du travail[2]	1,0	0,0	0,8	1,4	-0,4	-0,6
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	0,7	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2
Heures travaillées	0,7	0,5	0,5	0,3	0,0	0,2
Heures moyennes	-0,1	0,0	0,3	-0,1	-0,2	0,1
Part du travail[2]	0,4	-1,1	0,2	2,3	0,3	-0,2
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	2,0	1,4	1,4	1,6	1,7	1,8
Heures travaillées	1,6	1,4	1,8	1,5	1,2	1,6
Heures moyennes	-0,3	0,0	0,4	-0,1	-0,4	-0,2
Part du travail[2]	-0,6	-0,7	1,1	3,4	1,9	1,2
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	2,0	1,8	1,9	1,8	1,3	1,1
Heures travaillées	2,3	1,8	2,2	2,1	1,3	1,1
Heures moyennes	0,3	0,0	0,3	0,1	0,0	0,1
Part du travail[2]	-0,4	-1,1	-0,4	1,8	1,6	2,6
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	2,4	1,0	0,7	2,3	2,7	1,7
Heures travaillées	2,4	1,4	1,7	0,3	1,4	3,1
Heures moyennes	0,0	0,4	1,2	-2,0	-1,2	1,2
Part du travail[2]	4,3	0,0	3,4	5,9	-1,6	-2,4
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	3,0	1,7	1,3	1,3	1,0	1,0
Heures travaillées	2,9	1,7	2,2	1,4	0,0	1,0
Heures moyennes	-0,4	0,0	1,2	-0,4	-0,8	0,4
Part du travail[2]	1,7	-4,5	0,8	9,5	1,2	-0,8

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.3 Indices de productivité du travail par industrie[1]

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Calculés à partir de données désaisonnalisées (1997 = 100)								
<b>Secteur des entreprises - biens</b>	<b>117,3</b>	<b>116,1</b>	<b>115,6</b>	<b>115,6</b>	<b>117,0</b>	<b>116,8</b>	<b>116,0</b>	<b>116,2</b>
	<i>0,0</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,3</i>	<i>0,2</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	159,0	157,1	154,3	159,6	163,9	159,8	156,9	157,5
	<i>1,3</i>	<i>-1,2</i>	<i>-1,8</i>	<i>3,4</i>	<i>2,7</i>	<i>-2,5</i>	<i>3,8</i>	<i>0,4</i>
Construction	115,0	116,4	116,6	117,4	117,7	115,4	112,4	116,4
	<i>1,8</i>	<i>1,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>0,3</i>	<i>-2,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>3,5</i>
Fabrication	120,8	118,6	117,5	118,0	118,9	120,0	118,7	118,7
	<i>-0,2</i>	<i>-1,8</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>3,6</i>	<i>0,0</i>
<b>Secteur des entreprises - services</b>	<b>117,6</b>	<b>118,0</b>	<b>118,4</b>	<b>118,3</b>	<b>118,8</b>	<b>118,9</b>	<b>115,7</b>	<b>118,1</b>
	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>2,6</i>	<i>2,0</i>
Commerce de gros	139,1	141,8	143,1	142,0	144,5	144,0	132,1	141,5
	<i>1,8</i>	<i>1,9</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>7,4</i>	<i>7,1</i>
Commerce de détail	129,5	130,7	131,5	130,6	132,3	134,5	125,4	130,6
	<i>2,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>2,3</i>	<i>4,1</i>
Transport et entreposage	113,2	112,9	112,1	112,8	113,6	112,9	112,0	112,8
	<i>-0,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>4,0</i>	<i>0,6</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	123,8	123,8	123,9	123,6	123,4	123,7	119,6	123,8
	<i>0,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>4,5</i>	<i>3,5</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	106,8	108,4	109,8	110,7	111,6	112,0	108,1	108,9
	<i>0,6</i>	<i>1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>-1,9</i>	<i>0,8</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	118,1	118,1	117,4	117,5	117,5	118,1	117,8	117,8
	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>1,6</i>	<i>0,0</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	97,3	98,5	98,4	98,3	98,7	98,0	96,2	98,1
	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>2,0</i>
Hébergement et services de restauration	116,0	113,8	114,4	116,1	113,9	110,7	112,9	115,1
	<i>1,5</i>	<i>-1,9</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,9</i>	<i>-2,8</i>	<i>2,2</i>	<i>1,9</i>
Autres services commerciaux	109,7	108,6	108,1	107,9	107,6	107,2	109,7	108,6
	<i>-0,8</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>2,4</i>	<i>-1,0</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

Tableau F.4 Indices de coût unitaire de main d'oeuvre par industrie[1]

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
<b>Secteur des entreprises - biens</b>	<b>113,3</b>	<b>114,9</b>	<b>116,5</b>	<b>117,8</b>	<b>119,2</b>	<b>120,3</b>	<b>112,7</b>	<b>115,6</b>
	<i>0,4</i>	<i>1,4</i>	<i>1,4</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>2,6</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	101,8	97,8	97,2	94,9	97,3	97,6	100,3	97,9
	<i>1,4</i>	<i>-3,9</i>	<i>-0,6</i>	<i>-2,4</i>	<i>2,5</i>	<i>0,3</i>	<i>-7,6</i>	<i>-2,4</i>
Construction	103,3	104,2	105,5	105,0	107,7	110,7	105,9	104,5
	<i>-3,0</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,6</i>	<i>2,8</i>	<i>2,5</i>	<i>-1,3</i>
Fabrication	107,8	109,4	111,1	112,5	113,2	113,1	107,5	110,2
	<i>0,7</i>	<i>1,5</i>	<i>1,6</i>	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>2,5</i>
<b>Secteur des entreprises - services</b>	<b>115,8</b>	<b>115,8</b>	<b>116,3</b>	<b>117,6</b>	<b>118,6</b>	<b>120,2</b>	<b>113,8</b>	<b>116,4</b>
	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>2,6</i>	<i>2,3</i>
Commerce de gros	94,1	92,2	92,8	95,7	97,0	97,6	95,3	93,7
	<i>-1,7</i>	<i>-2,0</i>	<i>0,7</i>	<i>3,1</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,6</i>	<i>-1,6</i>
Commerce de détail	102,9	103,5	101,8	101,6	100,8	100,8	103,9	102,5
	<i>-2,7</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,0</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,3</i>
Transport et entreposage	111,9	111,3	111,3	113,2	114,9	115,7	112,0	111,9
	<i>-0,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>1,7</i>	<i>1,5</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,0</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	112,8	113,9	114,3	116,2	115,9	117,0	109,2	114,3
	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>0,4</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>2,3</i>	<i>4,6</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	121,2	123,0	122,8	124,2	124,8	127,3	117,8	122,8
	<i>0,7</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,1</i>	<i>0,5</i>	<i>2,0</i>	<i>4,6</i>	<i>4,2</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	123,6	123,1	127,5	128,9	129,5	129,9	120,6	125,8
	<i>1,6</i>	<i>-0,4</i>	<i>3,6</i>	<i>1,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>2,4</i>	<i>4,3</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	131,4	131,1	134,1	136,6	140,2	143,8	129,8	133,3
	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,3</i>	<i>1,9</i>	<i>2,6</i>	<i>2,6</i>	<i>3,4</i>	<i>2,7</i>
Hébergement et services de restauration	127,2	127,7	126,3	125,7	127,5	132,7	122,7	126,7
	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,4</i>	<i>4,1</i>	<i>6,9</i>	<i>3,3</i>
Autres services commerciaux	129,5	130,6	131,5	132,9	135,6	139,9	123,4	131,1
	<i>3,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>2,0</i>	<i>3,2</i>	<i>4,4</i>	<i>6,3</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

## Section G

# Bilan des investissements internationaux du Canada

Deuxième trimestre de 2007

Le passif net du Canada envers l'étranger a bondi au deuxième trimestre de 2007 à la suite de la forte remontée du dollar canadien.

La valeur en dollars canadiens de l'actif et du passif internationaux du Canada était à la baisse à la fin de juin. Toutefois, le recul de l'actif international, qui se ressent davantage des variations du taux de change, était près de quatre fois plus prononcé que celui du passif.

Par conséquent, le passif net envers l'étranger, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers du Canada, a augmenté de 32,0 milliards de dollars pour atteindre 124,4 milliards de dollars.

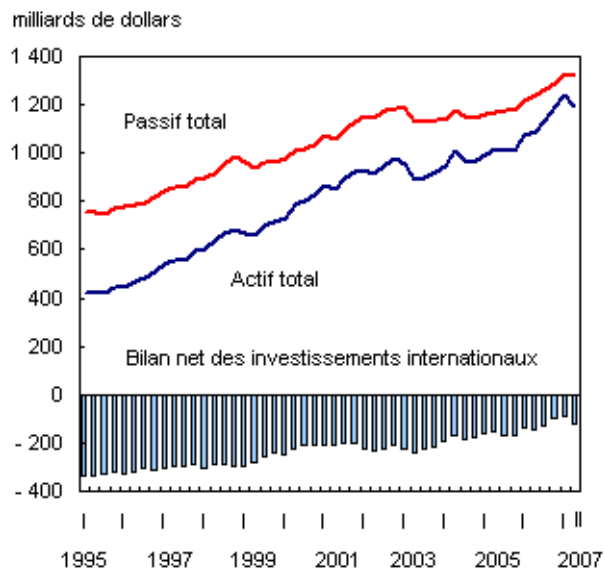
La valeur de l'actif international a diminué de 44,0 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent pour se situer à 1 193,1 milliards de dollars.

Le dollar, qui a gagné en valeur par rapport aux grandes devises étrangères du 31 mars au 30 juin, a réduit cet actif de 76,8 milliards de dollars, ce qui a plus que neutralisé les gains résultant des opérations financières, particulièrement des investissements en obligations et actions étrangères.

Parallèlement, la réduction de 12,0 milliards de dollars du passif international du Canada a porté ce dernier à 1 317,6 milliards de dollars. L'effet du raffermissement du dollar canadien a été partiellement atténué par une recrudescence des acquisitions internationales d'entreprises canadiennes.

Le passif net envers l'étranger à la fin de juin représentait 8,1 % du produit intérieur brut du Canada. Ce pourcentage était de 6,2 % le trimestre précédent, lorsqu'il avait touché un minimum historique.

**Graphique G.1**  
**Bilan des investissements internationaux du Canada**



Le dollar canadien a fait des gains appréciables par rapport aux grandes devises étrangères au deuxième trimestre. Il a progressé de 8,4 % par rapport au dollar américain, de 6,2 % par rapport à la livre sterling, de 7,0 % par rapport à l'euro et de 13,2 % par rapport au yen japonais.

### Actif : Net recul de la valeur des investissements directs à l'étranger

Le raffermissement du dollar canadien au deuxième trimestre a eu une incidence marquée sur la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger, qui ont diminué de 28,0 milliards de dollars pour se fixer à 508,2 milliards de dollars à la fin de juin.

L'injection de capitaux dans les sociétés affiliées existantes a été complètement effacée par les variations du taux de change. La vigueur du dollar canadien a enlevé 37,2 milliards de dollars à la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger.

#### Note aux lecteurs

##### Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

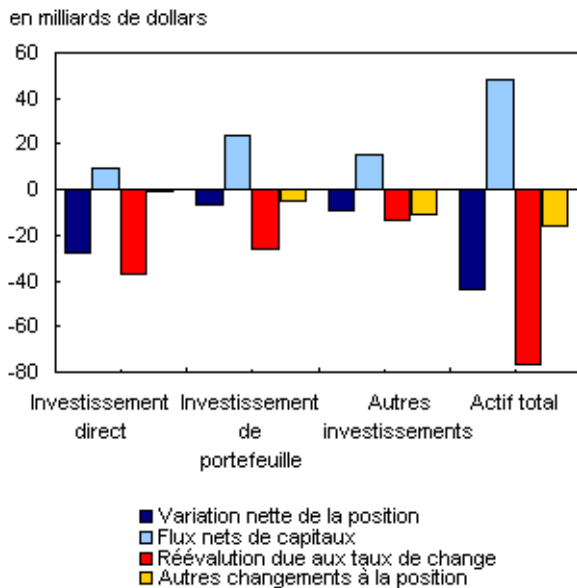
Les investissements directs canadiens aux États-Unis ont reculé de 13,8 milliards de dollars pour s'établir à 220,7 milliards de dollars, tandis que les investissements directs canadiens dans l'ensemble des autres pays ont diminué de 14,2 milliards de dollars pour se fixer à 287,5 milliards de dollars.

En dépit de l'impact négatif du renchérissement du dollar canadien, les avoirs canadiens en obligations étrangères ont progressé de 6,8 milliards de dollars pour atteindre 151,1 milliards de dollars en raison d'achats importants effectués par les Canadiens au cours du trimestre, particulièrement au niveau des obligations feuille d'érable.

Les avoirs en actions étrangères ont atteint 205,1 milliards de dollars, une baisse de 13,5 milliards de dollars par rapport à la fin de mars. Parallèlement, les avoirs canadiens en instruments du marché monétaire étranger ont également reculé pour se situer à 19,8 milliards de dollars.

### Graphique G.2

**Facteurs expliquant la variation nette de la valeur de l'actif du premier au deuxième trimestre de 2007**



### Passif : Hausse des investissements directs étrangers au Canada

Les investisseurs étrangers ont ajouté 10,0 milliards de dollars à leurs investissements directs au Canada. Les investissements directs étrangers au Canada s'établissaient à 473,2 milliards de dollars à la fin de juin.

Les investisseurs directs étrangers ont été actifs en matière d'acquisitions d'entreprises canadiennes, ce qui a contribué à cette hausse.

La position d'actif net du Canada au titre des investissements directs, soit la différence entre les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada, a chuté à 35,0 milliards de dollars à la fin de juin, soit le niveau le plus bas observé depuis le troisième trimestre de 2003.

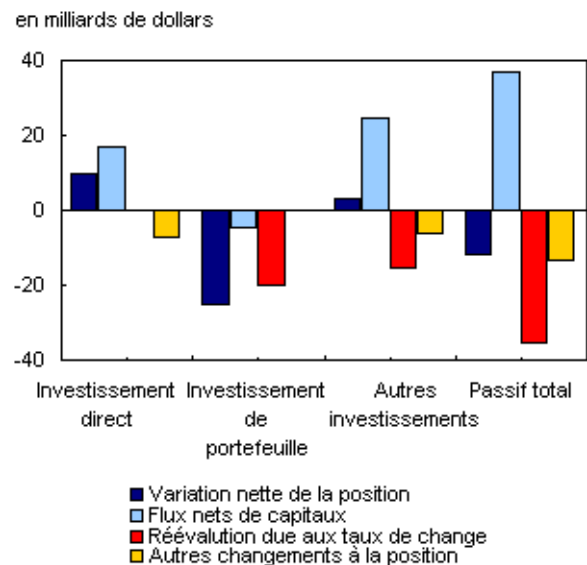
Les opérations en obligations canadiennes ont réduit les avoirs étrangers de 4,9 milliards de dollars au deuxième trimestre.

En incluant l'effet du taux de change (plus de la moitié des obligations canadiennes en cours détenues par les investisseurs étrangers sont émises en devises étrangères), les avoirs totaux en obligations canadiennes ont diminué de 25,0 milliards de dollars pour se situer à 385,1 milliards de dollars.

Les avoirs étrangers en actions canadiennes ont fléchi légèrement pour se chiffrer à 111,1 milliards de dollars à la fin du trimestre, tandis que les avoirs étrangers en instruments du marché monétaire canadien ont augmenté d'un peu moins d'un milliard pour atteindre 24,1 milliards de dollars.

### Graphique G.3

**Facteurs expliquant la variation nette de la valeur du passif du premier au deuxième trimestre de 2007**



**Tableau G.1 Bilan des investissements internationaux en fin de période**

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Millions de dollars								
<b>Actif</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	468 635	468 500	480 635	523 260	536 210	508 177	459 606	523 260
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	93 361	103 207	112 763	128 505	144 266	151 114	82 276	128 505
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>98 875</i>	<i>108 378</i>	<i>121 474</i>	<i>138 171</i>	<i>155 304</i>	<i>160 071</i>	<i>88 744</i>	<i>138 171</i>
Actions étrangères	201 897	200 794	202 720	216 194	218 570	205 073	197 082	216 194
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>481 446</i>	<i>464 047</i>	<i>491 609</i>	<i>559 671</i>	<i>574 256</i>	<i>567 922</i>	<i>445 564</i>	<i>559 671</i>
Marché monétaire étranger	14 122	12 916	17 870	19 966	20 128	19 774	13 055	19 966
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>14 166</i>	<i>12 964</i>	<i>17 941</i>	<i>20 062</i>	<i>20 195</i>	<i>19 825</i>	<i>13 108</i>	<i>20 062</i>
Autres investissements								
Prêts	60 356	63 556	71 298	72 360	76 882	70 617	45 957	72 360
Dépôts	135 203	147 845	152 119	131 427	136 742	137 217	120 813	131 427
Réserves internationales	42 149	40 301	40 131	40 959	45 507	42 534	38 030	40 959
<i>Réserves internationales à la valeur marchande</i>	<i>42 088</i>	<i>40 089</i>	<i>40 256</i>	<i>40 862</i>	<i>45 386</i>	<i>41 991</i>	<i>38 400</i>	<i>40 862</i>
Autres actifs	57 548	55 864	57 287	57 758	58 801	58 634	56 605	57 758
Total de l'actif								
à la valeur comptable	1 073 271	1 092 983	1 134 822	1 190 429	1 237 105	1 193 140	1 013 424	1 190 429
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 358 317</i>	<i>1 361 243</i>	<i>1 432 619</i>	<i>1 543 571</i>	<i>1 603 776</i>	<i>1 564 454</i>	<i>1 268 797</i>	<i>1 543 571</i>
<b>Passif</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	419 321	423 498	435 328	448 858	463 204	473 153	407 610	448 858
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	382 566	374 022	379 586	404 590	410 071	385 111	380 818	404 590
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>404 576</i>	<i>387 896</i>	<i>404 346</i>	<i>430 163</i>	<i>433 016</i>	<i>397 986</i>	<i>408 768</i>	<i>430 163</i>
Actions canadiennes	108 519	112 513	112 428	112 571	111 382	111 063	105 818	112 571
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>350 676</i>	<i>346 754</i>	<i>351 733</i>	<i>379 482</i>	<i>387 509</i>	<i>407 366</i>	<i>318 934</i>	<i>379 482</i>
Marché monétaire canadien	22 868	27 059	25 931	24 515	23 730	24 089	20 783	24 515
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>22 997</i>	<i>27 242</i>	<i>26 136</i>	<i>24 716</i>	<i>23 951</i>	<i>24 282</i>	<i>20 899</i>	<i>24 716</i>
Autres investissements								
Emprunts	43 555	45 529	50 013	49 508	51 629	50 220	41 645	49 508
Dépôts	213 699	234 571	235 692	227 149	246 862	251 513	201 025	227 149
Autres passifs	22 500	21 915	21 674	22 225	22 676	22 411	22 156	22 225
Total du passif								
à la valeur comptable	1 213 028	1 239 107	1 260 652	1 289 417	1 329 552	1 317 560	1 179 855	1 289 417
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 477 324</i>	<i>1 487 405</i>	<i>1 524 922</i>	<i>1 582 101</i>	<i>1 628 847</i>	<i>1 626 931</i>	<i>1 421 037</i>	<i>1 582 101</i>
<b>Bilan net des investissements internationaux</b>								
à la valeur comptable	-139 757	-146 124	-125 829	-98 988	-92 448	-124 420	-166 431	-98 988
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>-119 007</i>	<i>-126 162</i>	<i>-92 303</i>	<i>-38 530</i>	<i>-25 071</i>	<i>-62 477</i>	<i>-152 240</i>	<i>-38 530</i>

## Section H

### Comptes du bilan national

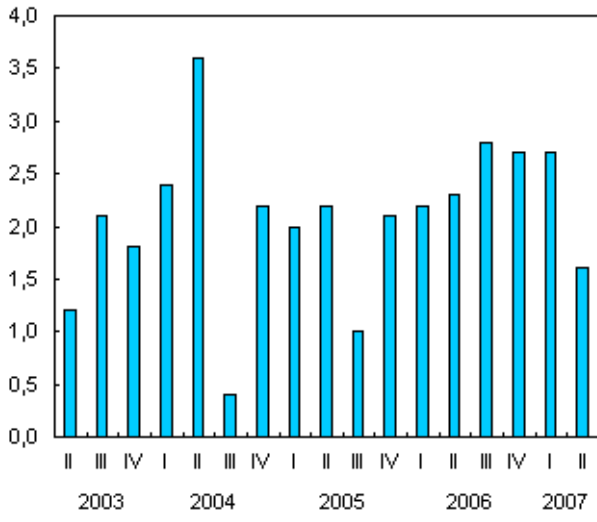
Deuxième trimestre de 2007

À la fin du deuxième trimestre de 2007, la valeur nette nationale atteignait 5,3 billions de dollars, soit 162 200 \$ par habitant. La valeur nette nationale a augmenté de 86 milliards de dollars (+1,6 %) au deuxième trimestre, soit une hausse inférieure à celle de chacun des six trimestres précédents.

#### Graphique H.1

##### La croissance de la valeur nette nationale ralentit

Variation en %, données non désaisonnalisées



Le patrimoine national (actifs non financiers de l'ensemble de l'économie) a augmenté de 2,3 % au deuxième trimestre, en raison de la croissance économique vigoureuse observée au cours du trimestre. L'immobilier résidentiel a continué de jouer un rôle de premier plan dans la croissance du patrimoine national, ayant représenté plus de la moitié de la hausse.

Le niveau d'épargne nationale, d'abord mené par les administrations publiques et les sociétés, a contribué à faire progresser la valeur nette nationale au deuxième trimestre. La vigueur des prix sur les marchés boursiers et celle de l'immobilier résidentiel ont aussi continué d'appuyer l'augmentation de la valeur nette nationale. Toutefois, l'augmentation notée au deuxième trimestre de 2007 a été visiblement limitée par une hausse de la dette extérieure nette des Canadiens (dont les titres négociables sont calculés selon la valeur marchande). La réévaluation résultant d'une appréciation marquée du dollar canadien a eu un effet de dévaluation sur les actifs étrangers détenus par des Canadiens, ce qui a contribué à l'augmentation de la dette nette des Canadiens. L'acquisition d'actifs de sociétés canadiennes par des étrangers a aussi contribué à l'augmentation de la dette des Canadiens envers les non-résidents.

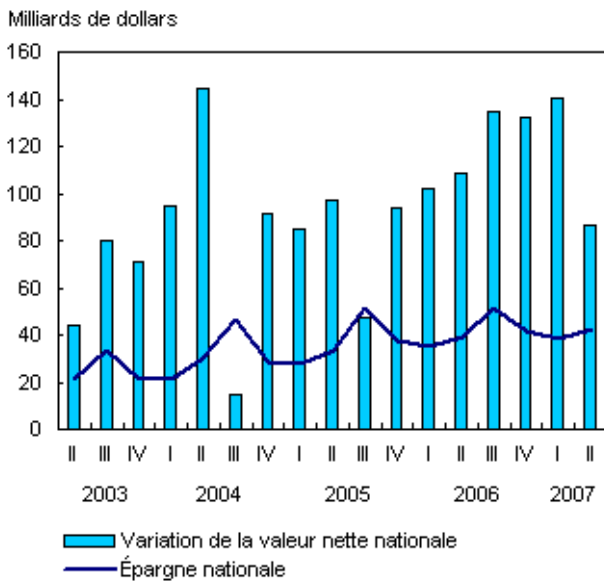
#### Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des créances financières. Le patrimoine national est la somme des actifs non financiers (actifs produits, terrains entourant les bâtiments et terres agricoles) de tous les secteurs de l'économie. La valeur nette nationale est le patrimoine national moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à l'égard des Canadiens). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

L'épargne nationale représente la somme de l'épargne des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. L'épargne et les investissements nationaux contribuent à la variation de la valeur nette nationale, tout comme la réévaluation de l'actif et du passif. Parmi les causes de la réévaluation figurent la variation des prix des actifs non financiers et des titres de participation, les taux d'intérêt, les taux de change et les provisions pour prêts.

Les séries trimestrielles, à la valeur comptable et à la valeur marchande, sont offertes à partir du premier trimestre de 1990. On dispose d'estimations établies selon la valeur marchande depuis juin 2004. Pour plus de renseignements sur les estimations selon la valeur marchande, consulter la page *Estimations du bilan à la valeur marchande* de notre site Web.

**Graphique H.2**  
**L'épargne et les réévaluations sont à l'origine des changements de la valeur nette nationale**



**La croissance de la valeur nette des ménages ralentit davantage**

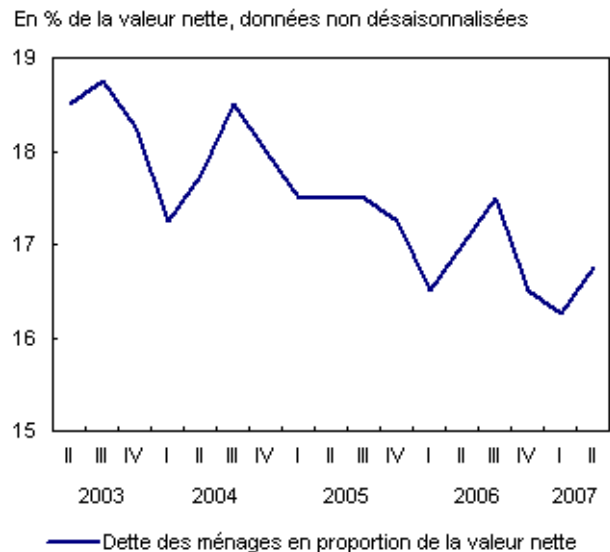
La croissance de la valeur nette des ménages s'est poursuivie au ralenti, mais a tout de même augmenté de 1,9 % au deuxième trimestre. Les actifs non financiers ont crû à deux fois le rythme des actifs financiers, mais la progression de la dette (+2,8 %) a dépassé celle des actifs (+2,0 %).

La valeur des actifs financiers a augmenté à un rythme plus lent au deuxième trimestre, en raison de l'effet modérateur de l'appréciation du dollar canadien sur les investissements en devises étrangères détenus dans des fonds communs de placement et des régimes de retraite. Néanmoins, les avoirs de retraite, les titres de participation (y compris les parts de fonds mutuels de placement) et les dépôts ont principalement contribué à la croissance des actifs financiers du secteur des ménages au cours du trimestre.

La valeur des biens immobiliers résidentiels a augmenté un peu plus rapidement qu'au premier trimestre et a été à l'origine de la majorité de la hausse des actifs non financiers. Cela témoigne de leur importance relative dans les actifs des ménages, ainsi que de la force soutenue de la construction de logements neufs et du marché de la vente au deuxième trimestre.

La dette des ménages, soit la somme des prêts hypothécaires et du crédit à la consommation, a vivement accéléré pendant le deuxième trimestre de 2007, dépassant la hausse du revenu personnel disponible. L'augmentation marquée de la dette des ménages est le résultat de dépenses robustes au chapitre des biens immobiliers résidentiels et des biens de consommation au cours du trimestre. Celles-ci, combinées à une croissance plus faible de la valeur des actifs, ont été à l'origine de la hausse du ratio de la dette et de la valeur nette des ménages, qui a atteint 17,7 %.

**Graphique H.3**  
**Le ratio d'endettement des ménages est à la hausse**



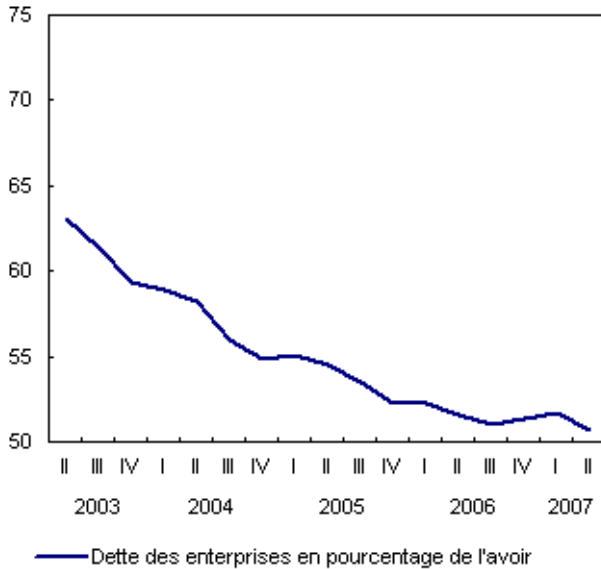
**Baisse du ratio d'endettement des entreprises non financières**

Au deuxième trimestre, les entreprises ont connu une croissance soutenue au chapitre de l'épargne nette, une stabilité des investissements et une hausse du prix des actions. Pour répondre à leurs besoins de financement, les sociétés non financières privées ont abandonné le marché du crédit au profit de l'émission de titres, ce qui a donné lieu à une diminution de leur endettement et à la reprise de la tendance baissière à long terme à cet effet.



**Graphique H.4****L'endettement des sociétés recommence la tendance baissière**

En % de l'avoir, données non désaisonnalisées

**Ralentissement de la croissance de l'actif des établissements financiers**

Les établissements financiers, qui sont traditionnellement des prêteurs nets pour les autres secteurs de l'économie, ont subi un ralentissement de la croissance de leur actif financier au cours du deuxième trimestre. Les secteurs dont la participation repose surtout dans les activités d'investissement (comme les régimes de retraite en fiducie et les fonds mutuels) ont ressenti le choc de la valorisation du dollar canadien lorsque leurs portefeuilles de placement étranger s'en sont trouvés dévalués. Cet effet de réévaluation a été effacé en partie par l'augmentation du portefeuille de prêts hypothécaires et de crédit à la consommation des secteurs qui se livrent surtout à des activités de prêts, comme les banques à charte.

**Nouvelle réduction de la dette totale des administrations publiques**

L'excédent des administrations publiques de tous les ordres a crû au cours du deuxième trimestre. L'augmentation au chapitre de l'actif financier a coïncidé avec une réduction de la dette, la dette nette totale des administrations publiques (le total des passifs moins le total des actifs financiers) a donc diminué pour un 13<sup>e</sup> trimestre consécutif. La diminution de la dette totale résulte de la baisse marquée de l'encours des effets à court terme de l'administration fédérale. Les remboursements nets d'obligations du gouvernement du Canada et des gouvernements provinciaux ont aussi contribué à la réduction de la dette publique. La dette nette des administrations publiques en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) a encore diminué, représentant moins de la moitié du PIB, comparativement à presque 90 % il y a dix ans.

**Tableau H.1 Comptes du bilan national[1]**

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
<b>Valeur nette nationale</b>								
Patrimoine national	4 863 1,4	4 978 2,4	5 079 2,0	5 157 1,5	5 284 2,5	5 407 2,3	4 794 6,9	5 157 7,6
Dettes nettes extérieures	-119 ...	-126 ...	-92 ...	-38 ...	-25 ...	-62 ...	-152 ...	-38 ...
Valeur nette nationale	4 744 2,2	4 852 2,3	4 987 2,8	5 119 2,6	5 260 2,8	5 346 1,6	4 642 7,5	5 119 10,3
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	145 900 2,0	148 700 1,9	152 400 2,5	156 200 2,5	160 100 2,5	162 200 1,3	143 000 6,4	156 200 9,2

1. La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau H.2 Bilan national, valeur marchande

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Millions de dollars en fin de trimestre								
<b>Total des actifs</b>	<b>15 668 595</b>	<b>15 831 119</b>	<b>16 176 314</b>	<b>16 713 938</b>	<b>17 106 046</b>	<b>17 404 013</b>	<b>15 265 125</b>	<b>16 713 938</b>
Actifs non financiers	4 862 553	4 978 126	5 079 134	5 157 467	5 284 251	5 407 484	4 794 042	5 157 467
Immeubles résidentiels	1 351 097	1 396 461	1 436 971	1 465 798	1 496 902	1 532 512	1 314 745	1 465 798
Construction non résidentielle	1 122 534	1 134 659	1 150 708	1 165 960	1 193 286	1 222 921	1 131 290	1 165 960
Machines et matériel	415 396	419 098	423 775	429 636	446 540	443 449	413 633	429 636
Biens de consommation durables	376 377	379 022	379 953	386 824	387 284	394 180	374 978	386 824
Stocks	210 164	211 411	218 399	215 949	219 877	218 003	206 397	215 949
Terrains	1 386 985	1 437 475	1 469 328	1 493 300	1 540 362	1 596 419	1 352 999	1 493 300
Actifs financiers nets	-118 817	-125 767	-92 224	-38 233	-24 730	-61 741	-152 490	-38 233
Actifs financiers	10 806 042	10 852 993	11 097 180	11 556 471	11 821 795	11 996 529	10 471 083	11 556 471
Réserves officielles	42 149	40 301	40 130	40 960	45 508	42 533	38 029	40 960
Or et devises étrangères	39 865	38 033	37 860	38 867	43 547	40 756	35 357	38 867
Position de réserve au FMI	1 213	1 219	1 218	970	834	740	1 629	970
Droits de tirage spéciaux	1 071	1 049	1 052	1 123	1 127	1 037	1 043	1 123
Argent et dépôts bancaires	876 247	889 827	907 028	919 320	923 343	950 321	856 234	919 320
Autres dépôts	211 807	218 536	221 349	225 308	230 926	235 362	210 475	225 308
Devises et dépôts étrangers	116 938	107 362	123 750	137 908	149 029	154 321	107 659	137 908
Crédit à la consommation	278 254	287 155	295 291	302 103	307 042	317 291	273 869	302 103
Comptes à recevoir	257 919	259 145	260 901	263 727	265 689	268 122	254 173	263 727
Prêts bancaires	224 152	230 660	231 522	233 352	244 395	248 142	216 670	233 352
Autres prêts	223 677	223 543	225 771	233 575	235 091	239 523	219 123	233 575
Effets à court terme, Canada	122 768	109 859	109 471	113 158	124 291	109 668	120 159	113 158
Autres effets à court terme	185 706	194 725	201 766	214 354	219 421	221 588	175 390	214 354
Hypothèques	760 600	779 866	799 973	816 121	830 108	855 373	748 525	816 121
Obligations fédérales	270 074	266 802	271 376	264 057	257 428	256 126	273 451	264 057
(dont les OÉC)	17 342	17 125	16 917	15 465	15 083	14 821	17 712	15 465
Obligations provinciales	308 271	302 500	303 300	302 988	303 282	298 955	307 675	302 988
Obligations municipales	38 275	37 975	39 891	39 759	41 879	41 745	37 745	39 759
Autres obligations	442 082	443 962	454 081	485 922	494 038	505 930	427 744	485 922
Assurances-vie et rentes	1 307 661	1 301 870	1 335 293	1 396 073	1 421 004	1 437 296	1 269 192	1 396 073
Créances, entreprises privées	1 243 276	1 270 534	1 296 282	1 308 610	1 348 558	1 340 609	1 217 074	1 308 610
Créances, administrations publiques	214 062	212 445	215 102	217 751	223 789	223 152	209 243	217 751
Actions	2 198 478	2 187 560	2 223 792	2 391 990	2 451 462	2 531 219	2 094 538	2 391 990
Investissements étrangers	598 244	587 630	633 771	720 657	752 640	750 871	550 399	720 657
Autres éléments de l'actif	885 402	900 736	907 340	928 778	952 872	968 382	863 716	928 778
<b>Passif et valeur nette</b>	<b>15 668 595</b>	<b>15 831 119</b>	<b>16 176 314</b>	<b>16 713 938</b>	<b>17 106 046</b>	<b>17 404 013</b>	<b>15 265 125</b>	<b>16 713 938</b>
Passif	10 924 859	10 978 760	11 189 404	11 594 704	11 846 525	12 058 270	10 623 573	11 594 704
Argent et dépôts bancaires	891 776	911 300	924 187	940 210	944 772	968 964	872 473	940 210
Autres dépôts	211 807	218 536	221 349	225 308	230 926	235 362	210 475	225 308
Devises et dépôts étrangers	115 012	104 615	118 590	132 089	153 044	156 005	116 274	132 089
Crédit à la consommation	278 254	287 155	295 291	302 103	307 042	317 291	273 869	302 103
Comptes à payer	257 912	260 081	262 418	265 928	266 674	269 272	251 353	265 928
Emprunts bancaires	211 862	219 065	214 747	217 241	225 534	233 342	207 364	217 241
Autres emprunts	219 818	218 497	220 778	222 459	225 533	231 154	217 614	222 459
Effets à court terme, Canada	136 334	123 882	122 969	126 307	135 947	121 090	129 632	126 307
Autres effets à court terme	193 644	206 124	212 111	223 451	230 226	232 947	185 764	223 451
Hypothèques	760 947	780 209	800 316	816 467	830 452	855 712	748 873	816 467
Obligations fédérales	323 397	317 507	319 197	315 538	308 155	296 905	325 531	315 538
(dont les OÉC)	17 342	17 125	16 917	15 465	15 083	14 821	17 712	15 465
Obligations provinciales	428 646	417 297	422 158	429 054	428 645	412 828	432 043	429 054
Obligations municipales	42 128	41 995	44 086	44 047	46 045	45 742	41 787	44 047
Autres obligations	662 021	656 218	680 648	727 545	739 399	738 724	649 473	727 545
Assurances-vie et rentes	1 307 661	1 301 870	1 335 293	1 396 073	1 421 004	1 437 296	1 269 192	1 396 073
Créances, entreprises privées	501 602	525 979	547 096	513 323	544 182	550 125	478 062	513 323
Créances, administrations publiques	214 062	212 445	215 102	217 751	223 789	223 152	209 243	217 751
Actions	3 307 471	3 303 705	3 353 072	3 575 247	3 655 298	3 786 916	3 161 224	3 575 247
Autres éléments du passif	860 505	872 280	879 996	904 563	929 858	945 443	843 327	904 563
<b>Valeur nette</b>	<b>4 743 736</b>	<b>4 852 359</b>	<b>4 986 910</b>	<b>5 119 234</b>	<b>5 259 521</b>	<b>5 345 743</b>	<b>4 641 552</b>	<b>5 119 234</b>

Tableau H.3 Tableau sommaire du marché du crédit

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Millions de dollars en fin de trimestre								
<b>Passif de :</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	1 003 661	1 027 765	1 049 971	1 067 745	1 083 038	1 112 353	988 955	1 067 745
Crédit à la consommation	278 254	287 155	295 291	302 103	307 042	317 291	273 869	302 103
Emprunts bancaires	35 964	36 709	36 575	36 985	37 582	37 774	34 349	36 985
Autres emprunts	73 610	73 268	72 992	73 703	74 593	75 422	72 249	73 703
Hypothèques	615 833	630 633	645 113	654 954	663 821	681 866	608 488	654 954
Sociétés privées non financières	602 500	606 460	613 040	633 195	645 876	649 216	593 075	633 195
Emprunts bancaires	119 307	123 724	122 149	121 360	125 414	130 705	117 001	121 360
Autres emprunts	74 681	75 525	77 132	76 958	74 295	74 829	74 696	76 958
Autres effets à court terme	47 270	49 722	51 561	57 088	59 679	59 508	44 784	57 088
Hypothèques	120 538	123 660	127 266	132 176	136 869	142 105	117 270	132 176
Obligations	240 704	233 829	234 932	245 613	249 619	242 069	239 324	245 613
Entreprises publiques non financières	65 221	65 618	67 552	67 502	66 191	65 602	64 436	67 502
Emprunts bancaires	2 597	2 804	2 755	2 678	2 621	2 659	2 465	2 678
Autres emprunts	7 338	7 062	7 082	7 376	7 455	7 568	7 083	7 376
Autres effets à court terme	5 809	5 476	7 436	6 204	5 713	5 749	5 676	6 204
Hypothèques	99	98	96	95	94	93	99	95
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	47 641	48 440	48 444	48 500	47 694	46 863	47 376	48 500
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	1 616	1 617	1 618	2 528	2 493	2 549	1 616	2 528
Administration fédérale	421 169	406 110	404 422	403 096	413 712	394 074	412 102	403 096
Emprunts bancaires	101	101	101	101	167	47	100	101
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	136 334	123 882	122 969	126 307	135 947	121 090	129 632	126 307
Obligations fédérales	284 734	282 127	281 352	276 688	277 598	272 937	282 370	276 688
Obligations d'épargne du Canada	17 342	17 125	16 917	15 465	15 083	14 821	17 712	15 465
Autres obligations	267 392	265 002	264 435	261 223	262 515	258 116	264 658	261 223
Autres paliers d'administration publique	397 582	399 523	398 013	404 608	410 436	408 654	398 354	404 608
Emprunts bancaires	3 715	3 443	3 550	3 705	4 767	5 172	3 005	3 705
Autres emprunts	15 079	15 026	15 067	15 228	15 204	15 289	15 072	15 228
Autres effets à court terme	13 092	18 592	15 067	15 663	15 666	15 519	13 947	15 663
Hypothèques	2 000	2 000	2 000	2 000	1 999	1 999	2 000	2 000
Obligations provinciales	319 055	315 301	315 973	321 567	324 115	321 335	320 883	321 567
Obligations municipales	40 914	41 327	42 522	42 543	44 795	45 462	39 706	42 543
Autres obligations	3 727	3 834	3 834	3 902	3 890	3 878	3 741	3 902
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 490 133	2 505 476	2 532 998	2 576 146	2 619 253	2 629 899	2 456 922	2 576 146
Crédit à la consommation	278 254	287 155	295 291	302 103	307 042	317 291	273 869	302 103
Emprunts bancaire	161 684	166 781	165 130	164 829	170 551	176 357	156 920	164 829
Autres emprunts	170 708	170 881	172 273	173 265	171 547	173 108	169 100	173 265
Effets à court terme, Canada	136 334	123 882	122 969	126 307	135 947	121 090	129 632	126 307
Autres effets à court terme	66 171	73 790	74 064	78 955	81 058	80 776	64 407	78 955
Hypothèques	738 470	756 391	774 475	789 225	802 783	826 063	727 857	789 225
Obligations	938 512	926 596	928 796	941 462	950 325	935 214	935 137	941 462
Non-résidents	44 338	42 649	47 083	50 391	53 060	47 133	40 315	50 391
Emprunts bancaires	12 290	11 595	16 775	16 111	18 861	14 800	9 306	16 111
Autres emprunts	32 048	31 054	30 308	34 280	34 199	32 333	31 009	34 280
Hypothèques	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 534 471	2 548 125	2 580 081	2 626 537	2 672 313	2 677 032	2 497 237	2 626 537
Institutions financières canadiennes	654 674	669 581	691 649	732 901	756 352	785 124	627 056	732 901
Emprunts bancaires	50 178	52 284	49 617	52 412	54 983	56 985	50 444	52 412
Autres emprunts	49 110	47 616	48 505	49 194	53 986	58 046	48 514	49 194
Autres effets à court terme	127 473	132 334	138 047	144 496	149 168	152 171	121 357	144 496
Hypothèques	22 477	23 818	25 841	27 242	27 669	29 649	21 016	27 242
Obligations	405 436	413 529	429 639	459 557	470 546	488 273	385 725	459 557
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	3 189 145	3 217 706	3 271 730	3 359 438	3 428 665	3 462 156	3 124 293	3 359 438
<b>Actif de :</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	106 167	98 575	100 589	92 918	90 110	89 588	111 454	92 918
Entreprises non financières	76 900	77 101	77 585	80 451	81 606	84 324	76 479	80 451
Administrations publiques	225 753	227 192	236 962	237 515	244 190	245 513	225 126	237 515
Non-résidents	425 520	419 677	422 181	443 641	450 117	425 652	423 968	443 641
Institutions financières canadiennes	2 378 907	2 418 471	2 457 232	2 527 662	2 584 494	2 638 701	2 311 316	2 527 662